COMMUNE D'AUDERGHEM
GEMEENTE OUDERGEM

CONSEIL COMMUNAL DU 29 JANVIER 2026
GEMEENTERAAD VAN 29 JANUARI 2026

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Didier Gosuin, *Président/Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s/Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Edouard Brainis, Pierre Blackman, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris.*

Excusés
Verontschuldigd

Elise Willame, Vincianne Lerate, Noémie Dekoninck, Victor Kanyanzira,*Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

29.01.2026/A/0001 **Secrétariat**
Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 18.12.2025 - Approbation

LE CONSEIL,
Vu la nouvelle loi communale, les articles 108 et 108bis ;
Vu son règlement d'ordre intérieur, les articles 49, 50 et 51 ;
Vu le projet de procès-verbal ;
DECIDE
d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 18.12.2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
27 votants : 27 votes positifs.

Secretariaat
Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 18.12.2025 - Goedkeuring

DE RAAD,
Gelet op het nieuwe gemeentewet, artikelen 108 en 108bis
Gelet op zijn huisoudelijke reglement, artikelen 49, 50 en 51 ;
Gelet op het voorstel van proces-verbaal ;
BESLIST
om het proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad op 18.12.2025 goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

29.01.2026/A/0002 **Secrétariat**

Communications : Liste des marchés publics - Nouvelle Loi communale, article 234 §3

LE CONSEIL,
Vu les articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi communale ;
Considérant la passation des marchés suivants par le Collège :

- **#002/02.12.2025/B/0013#** - Fourniture de différentes denrées pour les réceptions organisées par l'Administration communale pour l'année 2026 - Marché de faible montant - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/02.12.2025/B/0071#** - I.A.P.S. - Mise en peinture de la cage d'escalier bâtiment intermédiaire - CSC 33-2025 - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire - Modification budgétaire.
- **#002/02.12.2025/B/0092#** - Réparation urgente de 2 petits véhicules électriques (Gator) du cimetière - plan vert - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense
- **#002/02.12.2025/B/0100#** - Travaux divers en trottoirs et voiries - 2025 à 2028 - CSC 8-2024 - Marché stock - Création d'un parvis et d'un Kiss and Bike devant l'école Wonderwoud - Approbation de la dépense.
- **#002/02.12.2025/B/0106#** - ENSEIGNEMENT : Achat de "Matériel Montessori" destiné au CS Blankedelle - Marché de faible montant
- **#002/02.12.2025/B/0115#** - Immeuble sis 166 avenue J. Van Horenbeeck – 3 place A. Duchêne, sondages et analyse de la situation de la toiture et des corniches. Marché de travaux de faible montant
- **#002/02.12.2025/B/0128#** - Site internet www.auderghem.be – Accessibilité – Audit
- **#002/09.12.2025/B/0013#** - Désignation d'une avocate en vue d'assister l'administration dans l'analyse d'une demande de congé spécifique
- **#002/09.12.2025/B/0018#** - Triomphe 160 - Travaux Casco et travaux parachèvements - Assurance tous risques chantiers pour les travaux
- **#002/09.12.2025/B/0023#** - Acquisition de matériels mobiliers (divan d'entretien 2 places) pour le service Prévention. – Marché de faible montant. - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/09.12.2025/B/0026#** - Dépenses en équipements vestimentaires sollicitées pour l'équipe de la Cellule Educative de la Maison de la Prévention (CEMPA).
- **#002/09.12.2025/B/0036#** - Académie - CSC 22-2025 - Placement de portes acoustiques - Marché de travaux de faible montant - Approbation de la dépense - Approbation de l'adjudicataire
- **#002/09.12.2025/B/0037#** - Académie - Placement d'un nouveau revêtement de sol local 3 - Marché de travaux de faible montant - Approbation de la dépense - Approbation de l'adjudicataire - Modification budgétaire
- **#002/09.12.2025/B/0039#** - Aménagement d'un cimetière pour animaux- Procédure négociée sans publication préalable – Désignation de l'adjudicataire – Modification budgétaire
- **#002/09.12.2025/B/0040#** - Collin - Travaux - Raccordements au réseau électricité - Acceptation de l'offre SIBELGA
- **#002/09.12.2025/B/0042#** - Placement d'une porte anti-effraction à la sortie de la cuisine du Centre Culturel dans le parking -1 de la Maison Communale - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire - Modification budgétaire

- **#002/09.12.2025/B/0047#** - Achat de matériel sportif pour le centre sportif Willegems - Marché de fournitures de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/09.12.2025/B/0050#** - Achat de matériel de sonorisation 2025 et d'une scanette pour la bibliothèque du Centre - Marché de faible montant - désignation du fournisseur
- **#002/09.12.2025/B/0071#** - Acquisition de mobilier urbain - Procédure négociée sans publication préalable - Marché à lots - Désignation des adjudicataires
- **#002/09.12.2025/B/0077#** - PETITE ENFANCE : Crèche communale "Les Oursons" - Achat d'un module de jeux pour l'extérieur - Marché de faible montant
- **#002/09.12.2025/B/0086#** - ENSEIGNEMENT : Achat de "Matériel pédagogique de mathématiques" destiné au CS Marronniers - Marché de faible montant - références complémentaires
- **#002/09.12.2025/B/0100#** - Mise à jour serveur CentOS LINUX de Civadis lié au logiciel Saphir du service Population - Marché de faible montant - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/16.12.2025/B/0006#** - Fourniture de 2 aspirateurs, un pour le centre scolaire du Blankedelle et un pour la crèche Les Mômes – Marché de faible montant - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/16.12.2025/B/0014#** - Désignation d'un avocat en vue d'assister la commune dans un dossier de changement d'affectation
- **#002/16.12.2025/B/0027#** - Acquisition de deux oriflammes pour le service Prévention. – Marché de faible montant - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/16.12.2025/B/0028#** - Acquisition de matériels informatiques (pc portable) pour la Prévention. – Marché de faible montant. - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/16.12.2025/B/0029#** - Acquisition de matériels mobiliers (Etagères) pour la Prévention. – Marché de faible montant. - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/16.12.2025/B/0039#** - Achat d'un kit Robor dans le cadre de la lutte contre les frelons asiatiques – Modification budgétaire – Approbation de la dépense – Désignation de l'adjudicataire
- **#002/16.12.2025/B/0040#** - Achat de matériel pour détruire les nids de frelons asiatiques - Modification budgétaire - Désignation de l'adjudicataire - Approbation de la dépense
- **#002/16.12.2025/B/0061#** - Ticketing - Remplacement du PC attenant à un écran de projection de l'information au public - Approbation de la dépense
- **#002/16.12.2025/B/0062#** - Acquisition de 3 armoires de stockage sécurisée pour batteries dorsales - Marché de fournitures par procédure négociée sans publication préalable - Désignation de l'adjudicataire - Modification budgétaire
- **#002/16.12.2025/B/0063#** - Aménagement d'un cimetière pour animaux- Procédure négociée sans publication préalable – Désignation de l'adjudicataire – Modification budgétaire
- **#002/16.12.2025/B/0064#** - CS Marronniers - Travaux de correction du bardage - CSC 31-2025 - Procédure négociée directe avec publication préalable - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/16.12.2025/B/0068#** - Rénovation des fondations et réaménagement d'une aire de jeux dans la cour de récréation du cs du Blankedelle - Marché de travaux par procédure négociée sans publication préalable - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/16.12.2025/B/0070#** - Achat de matériel sportif pour le Gymnasium - Marché de fournitures de faible montant - Approbation de la dépense -

Désignation de l'adjudicataire

- **#002/16.12.2025/B/0071#** - Démontage - Remontage de la station Villo situé au Square du Sacré-Coeur pour permettre la rénovation du Square - Approbation de la dépense.
- **#002/16.12.2025/B/0072#** - GYMNASIUM - Installation de système de refroidissement - Marché de travaux par procédure négociée sans publication préalable - Approbation du Cahier des charges & Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter
- **#002/16.12.2025/B/0077#** - Achat de jeux pour la ludothèque 2026, 2027, 2028 - procédure négociée sans publicité - désignation du fournisseur
- **#002/16.12.2025/B/0079#** - Achat de mobilier pour les bibliothèques francophones - marché de faible montant
- **#002/16.12.2025/B/0080#** - Achat de mobilier pour les bibliothèques francophones : 3 chaises de lecture pour la section adulte - marché de faible montant
- **#002/16.12.2025/B/0096#** - Installation d'une clôture sécurisée sur toute l'enceinte du parc et de la plaine de jeux Maria Vignol - Modification budgétaire - Approbation de la dépense
- **#002/16.12.2025/B/0108#** - PETITE ENFANCE : Représentations par la compagnie Anngueleia-Spectacles auprès des crèches communales en 2026, dans le cadre du subside ACTE de l'ONE
- **#002/16.12.2025/B/0112#** - SANTE - Organisation d'une formation en premiers secours - Marché de faible montant - Accord et approbation de la dépense
- **#002/16.12.2025/B/0121#** - ENSEIGNEMENT - Marché de service de Coaching de direction pour les directions des écoles communales
- **#002/16.12.2025/B/0122#** - ENSEIGNEMENT : Achat de chaises destinées au CS Pré des Agneaux
- **#002/16.12.2025/B/0123#** - ENSEIGNEMENT : Achat de tabliers pour le pavillon Collin
- **#002/16.12.2025/B/0130#** - Entretien et maintenance de l'ascenseur de l'immeuble 37/39 rue Emile Idiers. Marché de travaux de faible montant. Approbation de la dépense. Désignation de la firme pour la réalisation des travaux.
- **#002/16.12.2025/B/0138#** - Remplacement d'un agent du service Informatique - Appel au prestataire IRISteam pour la mission d'un consultant du profil "IT_Senior" - Souscription et approbation des dépenses - Procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/18.12.2025/B/0035#** - Nettoyage et désinfection du matériel informatique en 2026 - Marché de faible montant - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/06.01.2026/B/0013#** - Etude relative au placement de panneaux photovoltaïque sur la toiture du Centre Sportif Willegems - Commande à IGRETEC
- **#002/06.01.2026/B/0022#** - Entretien des feux tricolores – Mise en conformité feu Invalide/Vandromme – approbation de la dépense
- **#002/06.01.2026/B/0023#** - Entretien des feux tricolores- Réparation du feu de signalisation Chaudron (Collège St-Hubert) – approbation de la dépense
- **#002/13.01.2026/B/0020#** - Refonte de la plateforme participative nous.auderghem.be - Marché public de service par procédure négociée sans publication préalable - Approbation du Cahier des charges - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter
- **#002/13.01.2026/B/0033#** - Séances contes et comptines dans les 4 crèches

communales d'Auderghem en 2026 : Désignation d'un prestataire

PREND ACTE :
- de la passation des marchés de moins de 143.000€ susmentionnés ;
- des décisions du Collège échevinal s'y rapportant.
La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives, ainsi qu'à l'attention du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

Secretariaat
Mededelingen : Lijst van overheidsopdrachten - Nieuwe Gemeentewet, artikel 234 §3

DE RAAD,
Gelet op artikelen 234 tot 236 van de Nieuwe Gemeentewet ;
Gezien de volgende opdrachten gegund werden door het Schepencollege:

- **#002/02.12.2025/B/0013#** - Levering van diverse voedingsmiddelen voor recepties georganiseerd door het gemeentebestuur in 2026 - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de opdracht en de uitgaven - Gunning
- **#002/02.12.2025/B/0071#** - I.S.P.O. - Schilderen van het trappenhuis in het tussengebouw - CSC 33-2025 - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanwijzing van de opdrachtnemer - Begrotingswijziging.
- **#002/02.12.2025/B/0092#** - Dringende herstelling van 2 kleine elektrische voertuigen (Gators) van de begraafplaats – Groenplan – Overheidsopdracht van geringe waarde op basis van een aanvaarde factuur – Goedkeuring van de uitgave.
- **#002/02.12.2025/B/0100#** - Diverse werkzaamheden aan voetpaden en wegennet - 2025 tot 2028 - Bijzonder Bestek 8-2024 - Voorraadcontract - creatie van een voorplein en een Kiss and Bike voor de Wonderwoud Basisschool - Goedkeuring van de uitgave.
- **#002/02.12.2025/B/0106#** - ONDERWIJS: Aankoop van Montessori didactisch materiaal bestemd voor het CS Blankedelle - Overheidsopdracht van beperkte waarde
- **#002/02.12.2025/B/0115#** - Gebouw gelegen aan de J. Van Horenbeecklaan 166 – A. Duchêneplein 3, onderzoek en analyse van de toestand van het dak en de dakranden. Opdracht voor werken van beperkte bedrag
- **#002/02.12.2025/B/0128#** - Website www.oudergem.be - Toegangelijkheid - Audit
- **#002/09.12.2025/B/0013#** - Aanstelling van een advocaat om het bestuur bij te staan in de analyse van een aanvraag van bijzondere verlof
- **#002/09.12.2025/B/0018#** - Triomphe 160 - Casco- en afwerkingswerkzaamheden - Allriskverzekering voor bouwwerkzaamheden
- **#002/09.12.2025/B/0023#** - Aankoop van meubilair voor de preventiedienst. - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de aanbesteder.
- **#002/09.12.2025/B/0026#** - Gevraagde uitgaven voor kledinguitrusting voor het team van de Educatieve Cel van het Huis van Preventie (CEMPA).
- **#002/09.12.2025/B/0036#** - Academie - Plaatsing van akoestische deuren - Overheidsopdracht van werken met beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Goedkeuring van de inschrijver
- **#002/09.12.2025/B/0037#** - Academie - Plaatsen van een nieuwe

vloerbedekking lokaal 3 - Overheidsopdracht van werken met beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Goedkeuring van de inschrijver - Begrotingswijziging

- **#002/09.12.2025/B/0039#** - Aanleg van een dierenbegraafplaats - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – Aanduiding van de aanbesteder - Budgetwijziging
- **#002/09.12.2025/B/0040#** - Collin - Werken - Aansluitingen op het elektriciteitsnet - Aanvaarding van de offerte van SIBELGA
- **#002/09.12.2025/B/0042#** - Plaatsing van een inbraakwerende deur aan de uitgang van de keuken van het Cultureel Centrum in de parking -1 van het Gemeentehuis – Opdracht van beperkte waarde – Goedkeuring van de uitgave – Aanwijzing van de opdrachtnemer – Budgetwijziging
- **#002/09.12.2025/B/0047#** - Aankoop van sportmateriaal voor het Sportcentrum Wilegems - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder
- **#002/09.12.2025/B/0050#** - Aankoop van geluidsapparatuur 2025 voor de bibliotheek van het Centrum - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Gunning
- **#002/09.12.2025/B/0071#** - Aankoop van stadsmeubilair - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Opdracht onderverdeeld in percelen - Aanduiding van de aanbesteders
- **#002/09.12.2025/B/0077#** - PEUTERZORG : Gemeentelijke kribben "Les Oursons" - Aankoop van een een buitenspelmodule - overheidsopdracht van beperkte waarde
- **#002/09.12.2025/B/0086#** - ONDERWIJS: Aankoop van wiskundig didactisch materiaal bestemd voor het CS Marronniers - Overheidsopdracht van beperkte waarde - aanvullende referenties
- **#002/09.12.2025/B/0100#** - Update van de server CentOS LINUX van Civadis waarop het programma Saphir staat van de bevolking - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van het contract en de uitgaven - Aanduiding van de opdrachtnemer
- **#002/16.12.2025/B/0006#** - Levering van 2 stofzuigers voor het schoolcentrum "Blankedelle" en de kinderkribbe "Les Mômes" - Opdracht via overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de opdracht en van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.
- **#002/16.12.2025/B/0014#** - Aanstelling van een advocaat om de gemeente in een dossier van bestemmingswijziging bij te staan
- **#002/16.12.2025/B/0027#** - Aankoop van twee beachflags voor de Preventiedienst. - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Gunning
- **#002/16.12.2025/B/0028#** - Aankoop van computermateriaal (laptop) voor de preventiedienst. - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de aanbesteder.
- **#002/16.12.2025/B/0029#** - Aankoop van meubilair (Rekken) voor de preventiedienst. - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de aanbesteder.
- **#002/16.12.2025/B/0039#** - Aankoop van een Robor-kit in het kader van de bestrijding van aziatische hoornaars - Begrotingswijziging - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer
- **#002/16.12.2025/B/0040#** - Aankoop van materiaal om nesten van Aziatische hoornaars te vernietigen - Begrotingswijziging - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer
- **#002/16.12.2025/B/0061#** - Ticketing - Vervanging van een PC gegrenzd aan een projectiescherm voor projectie van de informatie naar het publiek -

Goedkeuring van de uitgave

- **#002/16.12.2025/B/0062#** - Aankoop van 3 kasten voor veilige opslag van rugzakbatterijen - Overheidsopdracht voor leveringen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Aanwijzing van de aannemer - Budgetwijziging
- **#002/16.12.2025/B/0063#** - Aanleg van een dierenbegraafplaats - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – Aanduiding van de aanbesteder - Budgetwijziging
- **#002/16.12.2025/B/0064#** - SC Marronniers - Verbeteringswerkzaamheden van bekleding - Bestek nr. 31-2025 - Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking - Aanduiding van de opdrachtnemer
- **#002/16.12.2025/B/0068#** - Renovatie van de fundering en herinrichting van een speelplaats op het schoolplein van de basisschool van Blankedelle - Opdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Aanwijzing van de opdrachtnemer
- **#002/16.12.2025/B/0070#** - Aankoop van sportmateriaal voor het Gymnasium - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder
- **#002/16.12.2025/B/0071#** - Demontage en herinstallatie van het Villo-station gelegen op het Heilig-Hartsquare teneinde de renovatie van het plein mogelijk te maken – Goedkeuring van de uitgave
- **#002/16.12.2025/B/0072#** - GYMNASIUM - Installatie van koelsysteem - Werkencontract via onderhandse procedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van het bestek & Goedkeuring van de uitgave - Anduiding van de te raadplegen firma's
- **#002/16.12.2025/B/0077#** - Aankoop van spellen voor de spelotheek 2026, 2027, 2028 - onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - aanwijzing van de leverancier
- **#002/16.12.2025/B/0079#** - Aankoop van meubilair voor de bibliotheekdienst - overheidsopdracht van beperkte waarde
- **#002/16.12.2025/B/0080#** - Aankoop van meubilair voor de bibliotheekdienst - overheidsopdracht van beperkte waarde
- **#002/16.12.2025/B/0096#** - Installatie van een beveiligde omheining rond de volledige perimeter van het park en de speelplein Maria Vignol – Begrotingswijziging – Goedkeuring van de uitgave
- **#002/16.12.2025/B/0108#** - GEMEENTELIJKE CRÈCHES: Voorstellingen door Anngueleia-Spectacles in de gemeentelijke crèches in 2026, in het kader van de ACTE-subsidie van de ONE.
- **#002/16.12.2025/B/0112#** - GEZONDHEID - Organisatie van een opleiding in eerste hulp – Overheidsopdracht van beperkte waarde - Akkoord en goedkeuring van de uitgave
- **#002/16.12.2025/B/0121#** - ONDERWIJS – Aanbesteding voor een coaching voor directies van gemeentelijke scholen
- **#002/16.12.2025/B/0122#** - ONDERWIJS: Aankoop van stoelen bestemd voor het CS Pré des Agneaux
- **#002/16.12.2025/B/0123#** - ONDERWIJS: Aankoop van schorten voor paviljoen Collin
- **#002/16.12.2025/B/0130#** - Onderhoud en reparatie van de lift in het gebouw aan de Emile Idiersstraat 37/39. Overheidsopdracht van beperkte waarde. Goedkeuring van de uitgaven. Aanwijzing van de opdrachtnemer
- **#002/16.12.2025/B/0138#** - Vervanging van een IT agent - oproep aan IRISteam voor de missie van een consultant met het profiel "IT_Senior" - Onderhandelingsprocedure op eenvoudige geaccepteerde factuur - Goedkeuring van het contract en de uitgaven - Aanduiding van de opdrachtnemer

- **#002/18.12.2025/B/0035#** - Reiniging en desinfectie van computerapparatuur in 2026 - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de opdrachtnemer
- **#002/06.01.2026/B/0013#** - Studie naar de plaatsing van zonnepanelen op het dak van het sportcentrum Willegems – Opdracht aan IGRETEC
- **#002/06.01.2026/B/0022#** - Onderhoud van verkeerslichten - Brandveiligheid Invaliden/Vandromme - goedkeuring van de uitgaven
- **#002/06.01.2026/B/0023#** - Onderhoud van verkeerslichten - Reparatie van het verkeerslicht Chaudron (Collège St-Hubert) - goedkeuring van de uitgaven
- **#002/13.01.2026/B/0020#** - Herontwerp van het participatieve platform wij.oudergem.be - Overheidsopdracht voor diensten via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van het bestek - Goedkeuring van de uitgaven - Aanwijzing van de te raadplegen bedrijven
- **#002/13.01.2026/B/0033#** - Voorlees- en rijmverhaalsessies in de 4 gemeentelijke kinderdagverblijven van Oudergem: Aanwijzing van een dienstverlener

NEEM AKTE:
- van de gunning van bovenvermelde opdrachten waarvan het bedrag op minder dan 143.000€ exclusief btw geraamd wordt;
- van de beslissingen van het Schepencollege hier omtrent;
Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken, alsook ter attentie van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

29.01.2026/A/0003 **Secrétariat**
Communications : Liste des arrêtés adoptés par la Bourgmestre - Articles 133 et 135 NLC

LE CONSEIL
Vu la nouvelle loi communale, article 133bis ;
Prend connaissance des arrêtés adoptés par le Bourgmestre ci-dessous :

1. Arrêté de la Bourgmestre ordonnant la visite de l'immeuble sis rue de la Stratégie, 18-20 (suspicion d'insalubrité et/ou de dangerosité)
2. Arrêté de la Bourgmestre autorisant la campagne de sensibilisation de l'Ilot durant l'année 2026 à Auderghem
3. Arrêté de la Bourgmestre ordonnant l'inhumation d'une personne indigente décédée sur le territoire communal pour des raisons de salubrité publique
4. Arrêté de la Bourgmestre ordonnant l'inhumation d'une personne indigente décédée sur le territoire communal pour des raisons de salubrité publique
5. Arrêté de la Bourgmestre ordonnant l'inhumation d'une personne indigente décédée sur le territoire communal pour des raisons de salubrité publique
6. Arrêté de la Bourgmestre déclarant l'immeuble sis chaussée de Wavre, 1133 salubre et habitable
7. Arrêté de la Bourgmestre déclarant salubre et sûr l'immeuble sis rue Jacques Bassem, 49

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

Secretariaat
Mededelingen : Lijst van besluiten van de Burgemeester - artikelen 133 et 135 NGW

DE RAAD :
Gezien het nieuwe gemeentewet, artikel 133bis ;
is verzocht nota te nemen van besluiten van het Burgemeester hieronder:

1. Besluit van de burgemeester tot inspectie van het gebouw gelegen aan de Krijgskundestraat 18-20 (vermoeden van onbewoonbaarheid en/of gevaarlijkheid)
2. Besluit van de burgemeester tot goedkeuring van de bewustmakingscampagne van Ilot in 2026 in Oudergem
3. Besluit van de burgemeester tot begrafenis van een behoeftige persoon die op het grondgebied van de gemeente is overleden om redenen van volksgezondheid
4. Besluit van de burgemeester tot begrafenis van een behoeftige persoon die op het grondgebied van de gemeente is overleden om redenen van volksgezondheid
5. Besluit van de burgemeester tot begrafenis van een behoeftige persoon die op het grondgebied van de gemeente is overleden om redenen van volksgezondheid
6. Besluit van de burgemeester waarin het pand gelegen aan de Waversesteenweg 1133 gezond en bewoonbaar wordt verklaard
7. Besluit van de burgemeester waarin het pand gelegen aan de Jacques Bassemstraat 49 gezond en veilig wordt verklaard

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

29.01.2026/A/0004 **Secrétariat**
Démission d'un membre du Conseil Communal - Prise d'acte

Le Conseil,
Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 22;
Revu sa délibération 002/01.12.2024/A/0020# portant "Installation du Conseil communal – prestation de serment de Madame Myriam Fobe" ;
Vu la lettre de démission reçue le 09.12.2025 par le Secrétaire communal dans laquelle Madame Myriam Fobe annonce démissionner de son mandat de Conseillère communale.
Prend acte :
de la démission donnée par écrit de Madame Myriam Fobe de son mandat de Conseillère communale.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat
Ontslag van een lid dan de Gemeenteraad - Aktename

De Raad,
Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder artikel 22;
Gezien de beraadslaging 002/01.12.2024/A/0020 houdende "Installatie van de gemeenteraad – eedaflegging van mevrouw Myriam Fobe"
Gezien de ontslagbrief die de Gemeentesecretaris op 10.03.2025 heeft ontvangen en waarin mevrouw Myriam Fobe aankondigt dat hij haar mandaat als raadslid neerlegt.
Neemt akte
van het ontslag van mevrouw Myriam Fobe uit haar mandaat als raadslid

De Raad neemt akte.

Pierre Blackman entre en séance / treedt in zitting.

29.01.2026/A/0005 **Secrétariat**
Vérification des pouvoirs du suppléant de Madame Myriam Fobe. Prestation de serment et installation de Monsieur Pierre Blackman

Le Conseil,
Revu la délibération de ce jour, référence #002/29.01.2026/A/0004# portant : Démission d'un membre du Conseil Communal de son mandat de conseiller - Prise d'acte ;
Vu l'article 101 § 2 du Nouveau Code électoral communal bruxellois ;
Attendu que Monsieur Pierre Blackman est le premier suppléant de la liste à laquelle appartenait Madame Myriam Fobe et qu'il accepte d'exercer le mandat ;
Vu l'enquête complémentaire de laquelle il ressort que Monsieur Pierre Blackman n'a pas cessé de remplir, sans interruption, les conditions d'éligibilité ;
Considérant dès lors qu'il y a lieu de l'admettre à la prestation de serment ;
Monsieur Pierre Blackman prête, entre les mains de la Bourgmestre, le serment suivant : « Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du Peuple Belge » ;
Monsieur Pierre Blackman ayant prêté serment est déclaré installé en qualité de Conseiller communal.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat
Onderzoek der geloofsbrieven van het plaatsvervangend lid van mevrouw Myriam Fobe. Eedaflegging en aanstelling van de Heer Pierre Blackman

DE RAAD
Herzien zijn beraadslaging van deze dag, referten #002/29.01.2026/A/0004#, houdende: Ontslag van een lid dan de Gemeenteraad als raadslid - Aktename.
Gelet op artikel 101 § 2 van het Nieuw Brussels gemeentelijk kieswetboek ;
Overwegende dat de heer Pierre Blackman de eerste vervanger is op de lijst waarop mevrouw Myriam Fobe stond en bereid is het ambt te aanvaarden ;

Gelet op het bijkomende onderzoek waaruit blijkt dat de heer Pierre Blackman heeft zonder onderbreking, de verkiesbaarheidsvereist vervulde;
Overwegende dat hij dus moet toegelaten worden tot het afleggen van de eed;
De heer Pierre Blackman, legt, in de handen van de Burgemeester, de volgende eed af in het Frans; “Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du Peuple Belge”.
De heer Pierre Blackman, na eedaflegging, is aangesteld, verklaart in hoedanigheid van Gemeenteraadslid.

De Raad neemt akte.

29.01.2026/A/0006 **Secrétariat**
Conseil communal - Tableau de préséance.

LE CONSEIL,
Vu l'article 17 de la Nouvelle Loi communale ;
ARRÊTE
le tableau de préséance des membres du Conseil communal comme suit :
Colonne 1 - rang de préséance
Colonne 2 - nom et prénom
Colonne 3 - date de naissance
Colonne 4 - date de la première élection comme Conseiller (services ininterrompus)
Colonne 5 – suffrages

1	2	3	4	5
1	Didier Gosuin	09.07.1952	01.01.1977	1.488
2	Jany Crucifix	16.12.1954	01.01.2001	573
3	Sophie de Vos	20.09.1972	01.12.2006	7.345
4	Éloïse Defosset	08.03.1991	06.12.2012	7.345
5	Élise Willame	29.10.1982	06.12.2012	2.856
6	Florence Couldrey	23.05.1974	06.12.2012	856
7	Marc Vandame	13.07.1959	06.12.2012	440
8	Didier Molders	24.08.1963	06.12.2012	433
9	Michel Blampain	14.06.1968	06.12.2018	857
10	Martine Maelschalck	17.09.1959	06.12.2018	729
11	Stéphanie Paulissen	03.09.1986	06.12.2018	454
12	Matthieu Pillois	13.02.1988	13.12.2018	7.345
13	François Lebovy	17.03.1981	26.09.2019	1.916
14	Vincianne Lerate	19.01.1967	05.05.2022	337
15	Cécile Henrard Litsermeyer	13.11.1987	05.05.2022	281
16	Valérie Glatigny	13.11.1973	01.12.2024	3.368
17	Martin Willemart	13.11.1994	01.12.2024	3.368
18	Emmanuelle Poznanski	14.06.1975	01.12.2024	923
19	Zora Molenberg Clerbaux	19.02.2001	01.12.2024	565
20	Philippe Adriaenssens	07.07.1984	01.12.2024	460
21	Mathieu Poma	30.10.1983	01.12.2024	428
22	Noémie Dekoninck	06.02.1987	01.12.2024	408
23	Valérie Locatelli	29.11.1974	01.12.2024	375

1	2	3	4	5
24	Valérie Lowagie	29.10.1968	01.12.2024	370
25	Alodie De Poorter	21.05.1990	01.12.2024	367
26	Laure Henvard	29.05.1973	01.12.2024	365
27	Ingrid Venier	17.04.1959	01.12.2024	335
28	Gabriela Banu	08.11.1960	01.12.2024	236
29	Jean-François Noël	27.11.1982	01.12.2024	7.345
30	Alan Lenglet	17.06.1977	01.12.2024	2.856
31	Victor Kanyanzira	31.12.1997	24.04.2025	745
32	Edouard Brainis	10.04.1976	05.06.2025	2.284
33	Pierre Blackman	04.08.1989	29.01.2026	1.286

La présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Secretariaat
Gemeenteraad - Voorranglijst

DE RAAD,
Gelet op artikel 17 van de Nieuwe Gemeentewet
BESLUIT
de tabel van voorrang van de Raadsleden als volgt op te maken
Kolom 1 - voorrang
Kolom 2 - naam en voornaam
Kolom 3 - geboortedatum
Kolom 4 - datum van de eerste verkiezing als lid (ononderbroken diensten)
Kolom 5 – stemmen

1	2	3	4	5
1	Didier Gosuin	09.07.1952	01.01.1977	1.488
2	Jany Crucifix	16.12.1954	01.01.2001	573
3	Sophie de Vos	20.09.1972	01.12.2006	7.345
4	Éloïse Defosset	08.03.1991	06.12.2012	7.345
5	Élise Willame	29.10.1982	06.12.2012	2.856
6	Florence Couldrey	23.05.1974	06.12.2012	856
7	Marc Vandame	13.07.1959	06.12.2012	440
8	Didier Molders	24.08.1963	06.12.2012	433
9	Michel Blampain	14.06.1968	06.12.2018	857
10	Martine Maelschalck	17.09.1959	06.12.2018	729
11	Stéphanie Paulissen	03.09.1986	06.12.2018	454
12	Matthieu Pillois	13.02.1988	13.12.2018	7.345
13	François Lebovy	17.03.1981	26.09.2019	1.916
14	Vincianne Lerate	19.01.1967	05.05.2022	337
15	Cécile Henrard Litsermeyer	13.11.1987	05.05.2022	281
16	Valérie Glatigny	13.11.1973	01.12.2024	3.368
17	Martin Willemart	13.11.1994	01.12.2024	3.368
18	Emmanuelle Poznanski	14.06.1975	01.12.2024	923
19	Zora Molenberg Clerbaux	19.02.2001	01.12.2024	565

1	2	3	4	5
20	Philippe Adriaenssens	07.07.1984	01.12.2024	460
21	Mathieu Poma	30.10.1983	01.12.2024	428
22	Noémie Dekoninck	06.02.1987	01.12.2024	408
23	Valérie Locatelli	29.11.1974	01.12.2024	375
24	Valérie Lowagie	29.10.1968	01.12.2024	370
25	Alodie De Poorter	21.05.1990	01.12.2024	367
26	Laure Henvard	29.05.1973	01.12.2024	365
27	Ingrid Venier	17.04.1959	01.12.2024	335
28	Gabriela Banu	08.11.1960	01.12.2024	236
29	Jean-François Noël	27.11.1982	01.12.2024	7.345
30	Alan Lenglet	17.06.1977	01.12.2024	2.856
31	Victor Kanyanzira	31.12.1997	24.04.2025	745
32	Edouard Brainis	10.04.1976	05.06.2025	2.284
33	Pierre Blackman	04.08.1989	29.01.2026	1.286

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

29.01.2026/A/0007 **Secrétariat**
Conseil communal - composition des commissions

LE CONSEIL,
Vu les articles 52 et 53 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal ;
Vu l'article 120 de la nouvelle loi communale ;
DECIDE :
d'arrêter comme suit la composition des Commissions du Conseil communal :
Commission 1
Finances, Personnel, Sécurité, Participation citoyenne, Prévention, Culture

Effectif	Suppléant
Gabriela Banu	Martin Willemart
Jany Crucifix	Alodie De Poorter Capillon
Noémie Dekoninck	Élise Willame
Pierre Blackman	Alan Lenglet
Didier Gosuin	Ingrid Venier
Cécile Henrard Litsermeyer	Valérie Glatigny
Laure Henvard	Valérie Glatigny
Édouard Brainis	Martin Willemart
Victor Kanyanzira	-
Vincianne Lerate	Ingrid Venier
Valérie Locatelli	Ingrid Venier

Valérie Lowagie	Alodie De Poorter Capillon
Zora Molenberg Clerbaux	François Lebovy
Jean-François Noël	Alodie De Poorter Capillon
Mathieu Poma	Ingrid Venier
Emmanuelle Poznanski	-
Marc Vandame	Alodie De Poorter Capillon

Commission 2

État-Civil, Population, Infrastructures communales, Grands Projets, Sports, Bibliothèques francophones, Logement, Régie foncière, Animations

Effectif	Suppléant
Gabriela Banu	Valérie Glatigny
Jany Crucifix	Didier Gosuin
Alodie De Poorter Capillon	Valérie Locatelli
Noémie Dekoninck	François Lebovy
Cécile Henrard Litsermeyer	Valérie Glatigny
Laure Henvard	Édouard Brainis
Alan Lenglet	Pierre Blackman
Vincianne Lerate	Didier Gosuin
Valérie Lowagie	Valérie Locatelli
Zora Molenberg Clerbaux	Pierre Blackman
Jean-François Noël	Valérie Locatelli
Mathieu Poma	Didier Gosuin
Emmanuelle Poznanski	Victor Kanyanzira
Marc Vandame	Valérie Locatelli
Ingrid Venier	Didier Gosuin
Élise Willame	François Lebovy
Martin Willemart	Édouard Brainis

Commission 3

Enseignement, Activités parascolaires, Académie, Action sociale, Parentalité, Jeunesse, Seniors, Petite Enfance, Santé, Bien-être animal

Effectif	Suppléant
Jany Crucifix	Vincianne Lerate
Alodie De Poorter Capillon	Jean-François Noël
Pierre Blackman	Zora Molenberg Clerbaux
Valérie Glatigny	Gabriela Banu
Didier Gosuin	Vincianne Lerate
Cécile Henrard Litsermeyer	Martin Willemart
Laure Henvard	Martin Willemart
Édouard Brainis	Gabriela Banu

Victor Kanyanzira	Emmanuelle Poznanski
François Lebovy	Zora Molenberg Clerbaux
Alan Lenglet	Noémie Dekoninck
Valérie Locatelli	Vincianne Lerate
Valérie Lowagie	Jean-François Noël
Mathieu Poma	Vincianne Lerate
Marc Vandame	Jean-François Noël
Ingrid Venier	Jean-François Noël
Élise Willame	Noémie Dekoninck

Commission 4

Urbanisme, Environnement, Espaces Publics, Mobilité

Effectif	Suppléant
Gabriela Banu	Laure Henvard
Alodie De Poorter Capillon	Valérie Lowagie
Noémie Dekoninck	Pierre Blackman
Valérie Glatigny	Édouard Brainis
Didier Gosuin	Jany Crucifix
Cécile Henrard Litsermeyer	Laure Henvard
François Lebovy	Pierre Blackman
Vincianne Lerate	Jany Crucifix
Valérie Locatelli	Jany Crucifix
Zora Molenberg Clerbaux	Alan Lenglet
Jean-François Noël	Valérie Lowagie
Mathieu Poma	Jany Crucifix
Emmanuelle Poznanski	Victor Kanyanzira
Marc Vandame	Valérie Lowagie
Ingrid Venier	Valérie Lowagie
Élise Willame	Alan Lenglet
Martin Willemart	Édouard Brainis

Commission 5

Emploi-Formation, Promotion sociale, Économie locale, Affaires néerlandophones, Affaires européennes, Égalité des chances, Développement informatique

Effectif	Suppléant
Gabriela Banu	Cécile Henrard Litsermeyer
Jany Crucifix	Mathieu Poma
Alodie De Poorter Capillon	Marc Vandame
Pierre Blackman	Élise Willame
Valérie Glatigny	Laure Henvard
Didier Gosuin	Mathieu Poma
Édouard Brainis	Laure Henvard
Victor Kanyanzira	Emmanuelle Poznanski
François Lebovy	Noémie Dekoninck

Alan Lenglet	Zora Molenberg Clerbaux
Vincianne Lerate	Mathieu Poma
Valérie Locatelli	Mathieu Poma
Valérie Lowagie	Marc Vandame
Jean-François Noël	Marc Vandame
Ingrid Venier	Marc Vandame
Martin Willemart	Cécile Henrard Litsermeyer

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Secretariaat
Gemeenteraad - samenstelling van de commissies

DE RAAD,
Gezien de artikelen 52 en 53 van het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad;
Gezien het artikel 120 van de nieuwe gemeentewet;
BESLIST
volgt de samenstelling van de commissies van de Gemeenteraad te wijzigen :
Commissie 1
Financiën, Personeel, Veiligheid, Burgerparticipatie, Preventie, Huisvesting

Effectief	Plaatsvervanger
Gabriela Banu	Martin Willemart
Jany Crucifix	Alodie De Poorter Capillon
Noémie Dekoninck	Élise Willame
Pierre Blackman	Alan Lenglet
Didier Gosuin	Ingrid Venier
Cécile Henrard Litsermeyer	Valérie Glatigny
Laure Henvard	Valérie Glatigny
Édouard Brainis	Martin Willemart
Victor Kanyanzira	-
Vincianne Lerate	Ingrid Venier
Valérie Locatelli	Ingrid Venier
Valérie Lowagie	Alodie De Poorter Capillon
Zora Molenberg Clerbaux	François Lebovy
Jean-François Noël	Alodie De Poorter Capillon
Mathieu Poma	Ingrid Venier
Emmanuelle Poznanski	-
Marc Vandame	Alodie De Poorter Capillon

Commissie 2
Burgerlijke Stand, Bevolking, Gemeentelijke infrastructuur, Grote projecten Sports, Franstalige bibliotheken Huisvesting, Regie voor Grondbeleid, Animaties

Effectief	Plaatsvervanger
Gabriela Banu	Valérie Glatigny
Jany Crucifix	Didier Gosuin
Alodie De Poorter Capillon	Valérie Locatelli
Noémie Dekoninck	François Lebovy
Cécile Henrard Litsermeyer	Valérie Glatigny
Laure Henvard	Édouard Brainis
Alan Lenglet	Pierre Blackman
Vincianne Lerate	Didier Gosuin
Valérie Lowagie	Valérie Locatelli
Zora Molenberg Clerbaux	Pierre Blackman
Jean-François Noël	Valérie Locatelli
Mathieu Poma	Didier Gosuin
Emmanuelle Poznanski	Victor Kanyanzira
Marc Vandame	Valérie Locatelli
Ingrid Venier	Didier Gosuin
Élise Willame	François Lebovy
Martin Willemart	Édouard Brainis

Commissie 3

Onderwijs, Buitenschoolse activiteit, Academie, Sociale Coördinatie, Ouderschap, Jeugd; Seniors, Peuterzorg, Volkgezondheid, Dierenwelzijn

Effectief	Plaatsvervanger
Jany Crucifix	Vincianne Lerate
Alodie De Poorter Capillon	Jean-François Noël
Pierre Blackman	Zora Molenberg Clerbaux
Valérie Glatigny	Gabriela Banu
Didier Gosuin	Vincianne Lerate
Cécile Henrard Litsermeyer	Martin Willemart
Laure Henvard	Martin Willemart
Édouard Brainis	Gabriela Banu
Victor Kanyanzira	Emmanuelle Poznanski
François Lebovy	Zora Molenberg Clerbaux
Alan Lenglet	Noémie Dekoninck
Valérie Locatelli	Vincianne Lerate
Valérie Lowagie	Jean-François Noël
Mathieu Poma	Vincianne Lerate
Marc Vandame	Jean-François Noël
Ingrid Venier	Jean-François Noël
Élise Willame	Noémie Dekoninck

Commissie 4

Stedenbouw, Leefmilieu, Publieke ruimte, Mobiliteit

Effectief	Plaatsvervanger

Gabriela Banu	Laure Henvard
Alodie De Poorter Capillon	Valérie Lowagie
Noémie Dekoninck	Pierre Blackman
Valérie Glatigny	Édouard Brainis
Didier Gosuin	Jany Crucifix
Cécile Henrard Litsermeyer	Laure Henvard
François Lebovy	Pierre Blackman
Vincianne Lerate	Jany Crucifix
Valérie Locatelli	Jany Crucifix
Zora Molenberg Clerbaux	Alan Lenglet
Jean-François Noël	Valérie Lowagie
Mathieu Poma	Jany Crucifix
Emmanuelle Poznanski	Victor Kanyanzira
Marc Vandame	Valérie Lowagie
Ingrid Venier	Valérie Lowagie
Élise Willame	Alan Lenglet
Martin Willemart	Édouard Brainis

Commissie 5
Werkgelegenheid-Vorming, Sociale Pomotie, lokale economie, Nederlandstalige zaken, Europese zaken, , Gelijke kansen beleid, IT-ontwikkeling

Effectief	Plaatsvervanger
Gabriela Banu	Cécile Henrard Litsermeyer
Jany Crucifix	Mathieu Poma
Alodie De Poorter Capillon	Marc Vandame
Pierre Blackman	Élise Willame
Valérie Glatigny	Laure Henvard
Didier Gosuin	Mathieu Poma
Édouard Brainis	Laure Henvard
Victor Kanyanzira	Emmanuelle Poznanski
François Lebovy	Noémie Dekoninck
Alan Lenglet	Zora Molenberg Clerbaux
Vincianne Lerate	Mathieu Poma
Valérie Locatelli	Mathieu Poma
Valérie Lowagie	Marc Vandame
Jean-François Noël	Marc Vandame
Ingrid Venier	Marc Vandame
Martin Willemart	Cécile Henrard Litsermeyer

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

29.01.2026/A/0008 **Secrétariat**

Approbation d'une prise de participation de SIBELGA SC dans la société [NEWCO]

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, et en particulier son article117 relatif aux compétences et au fonctionnement du conseil communal;

Vu l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, et notamment son article 63 qui prévoit que « la création ou la suppression d'une filiale ou la prise de participation par une intercommunale fait l'objet, préalablement à la décision adoptée conformément à l'article 69, d'une délibération au sein des conseils communaux des communes associées », que « les représentants de la commune au sein de l'intercommunale sont tenus par cette délibération » et encore que « l'intercommunale ou les intercommunales ayant une prise de participation disposent ensemble de la majorité des voix et assument la présidence dans les organes";

Vu l'ordonnance du 6 mai 2021 relative à l'organisation des réseaux d'énergie thermique et à la comptabilisation de l'énergie thermique en Région de Bruxelles Capitale, définissant les tâches et obligations d'un gestionnaire de réseau d'énergie thermique;

Vu l'article 180 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses disposant que "*Les communes peuvent prendre des participations directes ou indirectes dans des sociétés de production, de transport et de distribution d'énergie"*.

Vu le Code des sociétés et des associations (CSA), pour ce qui concerne le fonctionnement d'une société anonyme, sa gouvernance et les équilibres dans l'actionnariat;

Vu le dossier soumis par SIBELGA comprenant notamment :

- une note explicative sur l'opération, décrivant son contexte et son intérêt.
- le projet de convention de collaboration et ses annexes détaillant:
    - les opérations de constitution de la société [NEWCO], la prise de participation de SIBELGA, les modalités de financement de l'opération et les clauses principales des contrats encore à établir ;
    - le projet de statuts de la société [NEWCO];
    - le business plan détaillant l'équilibre financier de l'opération.

Considérant que l'opération poursuit un objectif d'intérêt communal (transition énergétique, amélioration des services aux habitants, pérennisation des revenus communaux, etc.) et s'inscrit dans le cadre des compétences et de l'ambition de l'intercommunale, à savoir être le gestionnaire des réseaux de distribution d'énergie en voirie publique;

Considérant que la prise de participation envisagée porte sur 50,06 % du capital de la société [NEWCO] pour un montant de 1.663.891,28 €, assortie des conditions décrites dans les documents précités;

Considérant que l'opération respecte les balises de gouvernance reprises ci-avant (majorité dans le capital et présidence des organes) et que la commune sera tenue informée de l'évolution de la société via son/ses représentants au sein de SIBELGA;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins,

DÉCIDE :

1. D'approuver la prise de participation de l'Intercommunale SIBELGA dans la société [NEWCO], à hauteur de 50,06 % et pour un montant de 1.663.891,28 EUR, conformément au projet de convention annexé.

2. De charger le(s) représentant(s) de la commune au sein de SIBELGA de voter en ce sens dans les organes compétents de SIBELGA, conformément à l'article 63 de l'ordonnance du 5 juillet 2018.
3. D'autoriser les représentants de SIBELGA à signer tous actes et conventions nécessaires à la réalisation de l'opération, notamment la convention de collaboration, les accords commerciaux, les conventions de prestation de services ainsi que toute adaptation non substantielle requise pour la finalisation de l'opération.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Secretariaat
Goedkeuring van de deelneming door SIBELGA CV in het bedrijf [NEWCO]

DE RAAD,
Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en in het bijzonder artikel 117 daarvan, betreffende de bevoegdheden en werking van de Gemeenteraad;
Gelet op de Ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, en in het bijzonder artikel 63 daarvan, dat bepaalt dat « Over de oprichting of de afschaffing van een filiaal of de deelneming door een intercommunale wordt, voorafgaand aan de conform artikel 69 goedgekeurde beslissing, beraadslaagd in de gemeenteraden van de aangesloten gemeenten », dat « De vertegenwoordigers van de gemeente in de intercommunale zijn gebonden door die beraadslaging» en dat « de aandeelhoudende intercommunale of intercommunales dienen over de meerderheid van de stemmen te beschikken en het voorzitterschap waar te nemen in de bestuursorganen»;
Gelet op de Ordonnantie van 6 mei 2021 betreffende de organisatie van de thermische energienetten en het meten van het verbruik van thermische energie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waarin de taken en verplichtingen van een exploitant van thermische energienetwerken worden gedefinieerd;
Gelet op artikel 180 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, waarin wordt bepaald dat « *De gemeenten kunnen rechtstreeks of onrechtstreeks participeren in bedrijven voor produktie, vervoer en distributie van energie* ».
Gelet op het Wetboek van vennootschappen en verenigingen (WVV), voor wat betreft de werking van een naamloze vennootschap, haar governance en de evenwichten binnen het aandeelhouderschap;

Gelet op het dossier ingediend door SIBELGA, dat onder meer omvat:

- een toelichtende nota over de operatie, waarin de context en het belang worden beschreven.
- het ontwerp van samenwerkingsovereenkomst en de bijbehorende bijlagen die beschrijven:
    - de activiteiten voor de oprichting van het bedrijf [NEWCO], de deelneming door SIBELGA, de voorwaarden voor de financiering van de exploitatie en de belangrijkste bepalingen van de nog op te stellen contracten;
    - de ontwerpstatuten van het bedrijf [NEWCO];
    - het businessplan waarin het financiële evenwicht van de operatie wordt uiteengezet

Overwegende dat de operatie een doel van gemeentelijk belang nastreeft (energietransitie, verbetering van de diensten aan de bewoners, duurzaamheid van de

gemeentelijke inkomsten, enz.) en in lijn is met de competenties en ambitie van de intercommunale, namelijk de beheerder van de energiedistributienetwerken op openbare wegen te zijn;
Overwegende dat de voorgestelde deelneming betrekking heeft op 50,06 % van het kapitaal van [NEWCO] voor een bedrag van EUR 1.663.891,28, onder voorbehoud van de voorwaarden zoals beschreven in de bovengenoemde documenten;
Overwegende dat de operatie voldoet aan de hierboven genoemde governancerichtlijnen (meerderheid in het kapitaal en voorzitterschap van de organen) en dat de gemeente via haar vertegenwoordiger(s) binnen SIBELGA op de hoogte wordt gehouden van de ontwikkeling van het bedrijf;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,
BESLUIT:

1. Om de deelneming door de intercommunale SIBELGA in [NEWCO] goed te keuren, ter waarde van 50,06 % en voor een bedrag van EUR 1.663.891,28, overeenkomstig het bijgevoegde ontwerp van overeenkomst.
2. Om de vertegenwoordiger(s) van de gemeente binnen SIBELGA op te laden ervoor te stemmen in de bevoegde organen van SIBELGA, overeenkomstig artikel 63 van de ordonnantie van 5 juli 2018.
3. Om de vertegenwoordigers van SIBELGA te machtigen alle handelingen en overeenkomsten te ondertekenen die nodig zijn voor de uitvoering van de operatie, met name de samenwerkingsovereenkomst, de commerciële overeenkomsten, dienstverleningsovereenkomsten en eventuele niet-substantiële aanpassingen die nodig zijn voor de finalisering van de operatie.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

29.01.2026/A/0009 **Secrétariat**
Conseil communal - règlement d'ordre intérieur – arrêté d'annulation – information

Le Conseil,
Vu la nouvelle loi communale, l'article 91;
Considérant ce qui suit :
Le 16.10.2025, le Conseil communal a adapté son règlement d'ordre intérieur pour l'harmoniser avec le Code de déontologie des mandataires adopté par le Parlement bruxellois et avec les modèles rédigés par Bruxelles Pouvoirs locaux et par Brulocalis.
Le Ministre en charge des Pouvoirs locaux a annulé cette délibération.
L'arrêté d'annulation du 01.12.2025 pointe en particulier les articles 86, §1 er et 118, alinéa 4 de notre règlement d'ordre intérieur du Conseil.
L'article 86 §1er, relatif à la déclaration de mandats des élus reprenait mot pour mot l'article 6 du modèle de code de déontologie et d'éthique annexé à l'arrêté du Gouvernement du 06.06.2024 fixant un modèle commun de code de déontologie et d'éthique applicable aux mandataires locaux. Or, une coquille s'était glissée dans le modèle, ne laissant qu'**un** mois aux mandataires pour déclarer leurs mandats au lieu des **sept** mois prévus par l'ordonnance imposant cette déclaration.
L'article 118, alinéa 4 s'inspire lui de l'article 30 du modèle de code de déontologie et d'éthique lequel dispose « *Le mandataire local qui ne respecte par ce code peut faire l'objet des sanctions qui ont été prévues par le conseil communal* ». Dans la version

du règlement d'ordre intérieur annulée par le Ministre, on pouvait lire : « *Le mandataire local qui ne respecte pas ce code peut faire l'objet des sanctions édictées par l'article 283, 1° de la Nouvelle loi communale* (à savoir les sanctions mineures de l'avertissement et de la réprimande)*, dans le respect de la procédure édictée par le Chapitre III de la Nouvelle loi communale, le Conseil étant le seul organe à pouvoir statuer en la matière* ».
Les sanctions édictées par l'article 283, 1° de la Nouvelle loi communale sont uniquement applicables au **personnel** communal et non aux **mandataires** locaux.
Le Ministre estime qu'on ne peut infliger aux mandataires des sanctions comparables à celles applicables au personnel, fut-ce des sanctions mineures comme l'avertissement et la réprimande et peu importe qu'une procédure de respect strict des droits de défense soit respectée.
Selon le Ministre, nonobstant l'indication de son projet de Code de déontologie invitant à infliger des sanctions prononcées par le Conseil communal, le droit bruxellois ne prévoit encore aucune sanction. Dans le courrier accompagnant l'arrêté d'annulation, Bruxelles Pouvoir Locaux précise encore que la notion de sanction doit s'entendre de façon distincte de la notion de sanctions disciplinaires. L'objectif derrière la mise en place d'un code de déontologie et d'éthique était en effet de mettre en place un système qui permet qu'un mandataire local puisse se voir rappeler publiquement à l'ordre lorsqu'il enfreint les règles déontologiques communales.
Prend acte

- De l'arrêté du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale daté du 01.12.2025 annulant la modification du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal .

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Secretariaat
Gemeenteraad - huishoudelijk reglement - vernietigingsbesluit - informatie

De Raad,
Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 91;
Overwegende wat volgt :
Op 16.10.2025 heeft de gemeenteraad zijn huishoudelijk reglement aangepast om het in overeenstemming te brengen met de deontologische code voor mandatarissen die door het Brussels Parlement werd aangenomen, alsook met de modellen opgesteld door Brussel Plaatselijke Besturen en door Brulocalis.
De minister bevoegd voor Plaatselijke Besturen heeft deze beraadslaging vernietigd.
Het vernietigingsbesluit van 01.12.2025 wijst in het bijzonder op de artikelen 86, §1 en 118, vierde lid, van het huishoudelijke reglement van de gemeenteraad.
Artikel 86, §1, betreffende de aangifte van mandaten door de verkozenen, nam woordelijk artikel 6 over van het model van de deontologische en ethische code dat als bijlage is gevoegd bij het besluit van de Regering van 06.06.2024 tot vaststelling van een gemeenschappelijk model van de deontologische en ethische code die van toepassing is op lokale mandatarissen. In dat model was echter een schrijffout geslopen, waardoor de mandatarissen slechts **é é n** maand de tijd kregen om hun mandaten aan te geven, in plaats van de **zeven** maanden die zijn voorzien in de ordonnantie die deze aangifte oplegt.
Artikel 118, vierde lid, is op zijn beurt geïnspireerd op artikel 30 van het model van de deontologische en ethische code, dat bepaalt:
"*De lokale mandataris die deze code niet naleeft, kan het voorwerp uitmaken van sancties die door de gemeenteraad zijn voorzien*."

In de versie van het reglement van orde die door de minister werd vernietigd, luidde het als volgt:
"*De lokale mandataris die deze code niet naleeft, kan het voorwerp uitmaken van de sancties bepaald in artikel 283, 1°, van de Nieuwe Gemeentewet* (namelijk de lichte sancties van waarschuwing en berisping)*, met eerbiediging van de procedure vastgelegd in Hoofdstuk III van de Nieuwe Gemeentewet, waarbij de raad het enige orgaan is dat hierover kan beslissen*."
De sancties bepaald in artikel 283, 1°, van de Nieuwe Gemeentewet zijn uitsluitend van toepassing op het **gemeentepersoneel** en niet op de lokale **mandatarissen**.
De minister is van oordeel dat aan mandatarissen geen sancties kunnen worden opgelegd die vergelijkbaar zijn met die welke van toepassing zijn op het personeel, zelfs al gaat het om lichte sancties zoals waarschuwing en berisping, ongeacht het feit dat een procedure met strikte eerbiediging van de rechten van verdediging wordt gevolgd.
Volgens de minister voorziet het Brusselse recht, ondanks de vermelding in het ontwerp van de deontologische code dat uitnodigt tot het opleggen van door de gemeenteraad uitgesproken sancties, momenteel nog in geen enkele sanctie. In de brief die het vernietigingsbesluit begeleidt, preciseert Brussel Plaatselijke Besturen bovendien dat het begrip sanctie moet worden onderscheiden van het begrip tuchtsanctie. De doelstelling van de invoering van een deontologische en ethische code was immers het opzetten van een systeem dat toelaat een lokale mandataris publiekelijk tot de orde te roepen wanneer hij of zij de gemeentelijke deontologische regels overtreedt.
Neemt akte :

- van het besluit van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Regering van 01.12.2025 tot vernietiging van de wijziging van het huishoudelijke reglement van de gemeenteraad.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

29.01.2026/A/0010 **Service Juridique**
Règlement-taxe relatif aux occupations des infrastructures scolaires communales - Modification

Le Conseil
Vu la nouvelle loi communale et notamment l'article 117, alinéa 1er et l'article 118, alinéa 1er;
Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;
DÉCIDE :
L'article 3 du Règlement-taxe relatif aux occupations des infrastructures scolaires communales est modifié comme suit
ARTICLE ACTUEL
Article 3
Les autorisations d'occupation sont accordées par le Collège des Bourgmestre et Échevins suivant les conditions fixées par cette assemblée.
Les occupants bénéficiaires de l'autorisation qu'ils soient personnes physiques ou morales ou groupements sans personnalité juridique ne peuvent en aucun cas céder gratuitement ou contre rémunération le droit d'occuper les salles à des tiers.

NOUVEL ARTICLE
Article 3
Les autorisations d'occupation sont accordées par le Collège des Bourgmestre et Échevins **pour des activités d'intérêt général. Elles ne peuvent être octroyées pour des activités strictement privées, notamment de membres du personnel.**
Les occupants bénéficiaires de l'autorisation qu'ils soient personnes physiques ou morales ou groupements sans personnalité juridique ne peuvent en aucun cas céder gratuitement ou contre rémunération le droit d'occuper les salles à des tiers.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Juridische dienst
Belasting reglement voor het gebruik van gemeentelijke schoolvoorzieningen - Wijziging

De Raad
Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder op artikel 117, lid 1 en artikel 118, lid 1;
Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;
BESLIST :
Artikel 3 van het Belasting reglement voor het gebruik van gemeentelijke schoolvoorzieningen is gewijzigd zoals het volgt;
HUIDIG ARTIKEL
Artikel 3
Bewoningsvergunningen worden door het college van burgemeester en schepenen verleend overeenkomstig de door deze assemblee vastgestelde voorwaarden.
De gebruikers van de vergunning, ongeacht of het natuurlijke personen, rechtspersonen of groepen zonder rechtspersoonlijkheid betreft, mogen het recht om de ruimten te betrekken in geen geval aan derden overdragen, noch gratis, noch tegen betaling.
NIEUWE ARTIKEL
Artikel 3
Bewoningsvergunningen worden door het college van burgemeester en schepenen verleend **voor activiteiten van algemeen belang. Ze kunnen niet worden verleend voor louter privéactiviteiten, zoals die van personeelsleden..**
De gebruikers van de vergunning, ongeacht of het natuurlijke personen, rechtspersonen of groepen zonder rechtspersoonlijkheid betreft, mogen het recht om de ruimten te betrekken in geen geval aan derden overdragen, noch gratis, noch tegen betaling.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

29.01.2026/A/0011 **Taxes communales**
Règlement-taxe sur les funérailles et sépultures - Renouvèlement et modifications

LE CONSEIL,
Vu l'autonomie communale garantie aux articles 41, 162 et 170 §4 de la Constitution ;

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117 ;
Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;
Vu la situation financière de la Commune et le besoin de maintenir et adapter les taxes communales aux dépenses nécessaires au fonctionnement du service public ;
Vu le rapport transmis au Conseil communal préalablement au vote et qui expose en détails les objectifs financiers et accessoires justifiant le maintien et l'adaptation du règlement-taxe ;
DÉCIDE :

- de modifier le règlement -taxe sur les funérailles et sépultures ;
- d'approuver la nouvelle version du texte coordonnée reproduite ci-dessous dans son intégralité ;
- Arrête la version du règlement-taxe reprise ci-dessous

La présente délibération sera transmise au Ministre en charge des pouvoirs locaux et au Ministre en charge du développement économique.

CHAPITRE I – Généralités

Il est établi au profit de la commune d'Auderghem, du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2031, une taxe en matière de funérailles et sépultures.

Article 1 – Définitions

Au sens du présent règlement, on entend par :

1. Responsable du cimetière : la personne désignée par le Collège des Bourgmestre et Échevins, ou son remplaçant, qui a la charge de l'exécution du présent règlement et du règlement général de police sur les inhumations, les incinérations et le cimetière.
2. Entreprise de Transports Funèbres : l'entreprise désignée par le Collège des Bourgmestre et Échevins au terme d'un marché public, pour l'exécution des transferts funéraires urgents (« transfert police » mandatés par la police) de personnes décédées sur le territoire communal.
3. Pompes funèbres : toute entreprise de pompes funèbres mandatée par le déclarant.
4. Déclarant : toute personne de la famille du défunt ou un proche ou encore une entreprise de pompes funèbres qui procède à la déclaration du décès.
5. Indigent : Personne ne disposant pas de revenus suffisants pour couvrir le coût de ses funérailles. L'indigence du défunt doit être prouvée par un certificat émanant du CPAS du lieu de résidence ou par toute autre pièce probante.
6. Employés communaux : toute personne en fonction au moment du décès ou pensionnée de l'administration communale.

Article 2 – Des services communaux compétents

La déclaration de décès s'effectue au service de l'état civil et en particulier auprès de son antenne située au sein de l'hôpital Chirec-Delta, aux jours et heures normaux d'ouverture.
Le paiement des taxes et concessions est effectué par virement bancaire sur le compte de l'administration ou par paiement électronique auprès du responsable du cimetière qui a été mandaté par le Receveur communal.

Article 3 – De l'accès au cimetière communal

Le cimetière est accessible au public 7 jours sur 7 :

- de 8 heures à 16h30 du 12 novembre au 1er mars inclus .
- de 7h30 à 18h du 2 mars au 11 novembre inclus.

Aucun service n'est rendu les samedis, dimanches et jours fériés.

CHAPITRE II – Avant l'inhumation, la mise en conservation ou dispersion des

cendres

Article 4 – Des décès sur le territoire communal et des transferts y liés

1. Pour les décès survenus sur le territoire communal, les pompes funèbres communiquent au service de l'état civil l'adresse à laquelle le défunt sera transporté.
2. Il doit être fait appel à l'Entreprise de Transports Funèbres dans les cas et selon les modalités suivants :
    - Transport urgent de personnes décédées sur la voie publique ou ailleurs, vers la morgue communale ou vers l'IML, sur réquisitoire des services de la zone de police. Ce transfert est à charge de la commune. Le retour du corps depuis l'IML, dans le cadre d'une inhumation dans le cimetière communal, s'effectue conformément aux dispositions du point 5) du présent article, sauf dans les cas d'indigence.
    - Transport et inhumation dans le cimetière communal d'une personne indigente décédée sur le territoire de la commune :
        - depuis la morgue communale ;
        - depuis un funérarium privé se situant sur la commune ;
        - depuis un domicile privé.
3. Il ne doit pas être fait appel à l'Entreprise de Transports Funèbres dans les autres cas ou lorsque le défunt quitte le territoire communal.
4. En cas de crémation, le transfert des cendres du lieu de crémation jusqu'au cimetière communal est assuré par le déclarant ou l'Entreprise de Transports Funèbres.
5. Les transports sont à charge du déclarant, sauf en cas d'indigence.
6. Pour l'accomplissement des formalités liées à la déclaration de décès, une taxe de 100 € payable au titre de frais de dossier est due.

Article 5 – De la morgue communale et du caveau d'attente

La morgue communale est accessible aux personnes décédées sur le territoire de la commune ou qui seront inhumées dans le cimetière communal.

La morgue communale est utilisée obligatoirement dans le cadre des transports urgents mandatés par la police et pris en charge par l'Entreprise de Transports Funèbres.

Lors des départs de la morgue communale, la présence du responsable du cimetière ou de son délégué est obligatoire.

L'usage de la morgue communale entraîne le paiement d'une taxe forfaitaire journalière de 25 € par corps. Un jour (= 24h) entamé est dû.

La location d'une case du caveau d'attente est de 35 € par mois par corps. Tout mois entamé est dû et à charge du demandeur.

CHAPITRE III – De l'usage du cimetière communal

Article 6 – De l'entrée au cimetière communal

Le cimetière communal est accessible :

1. aux personnes décédées à Auderghem ;
2. aux personnes ayant eu leur dernière résidence principale à Auderghem ;
3. aux personnes ayant eu leur dernière résidence principale à Auderghem durant au moins 5 années avant placement en maison de repos, de soin, de revalidation .
4. aux personnes ayant un droit collectif sur une concession dans le cimetière communal ;
5. aux personnes placées à l'intervention de la commune d'Auderghem ;
6. à toutes les personnes reprises ci-dessus en cas de dispersion ou conservation des cendres en columbarium. Dans ce dernier cas, une taxe de 200 € à titre de frais de dossier sera perçue (hors frais de concession de columbarium

éventuels).

Article 7 – Exonérations
L'exonération des taxes prévues aux articles 4), 5) et 6) est accordée :

1. à tout indigent décédé et inhumé sur le territoire d'Auderghem. Le coût du transfert funéraire d'un indigent est assumé par la commune.
2. à tous les invalides de guerre et anciens combattants qui décèdent à Auderghem et dont le pourcentage d'invalidité atteindrait au moins 50% et qui, à ce titre, sont titulaires d'une allocation, indemnité ou revenu de remplacement à charge du Trésor.
3. à tous les enfants de moins de 12 ans.

Article 8 – De l'inhumation
Les tarifs applicables pour les inhumations sont fixés de la manière suivante :

1. Pelouse d'honneur

Le règlement adopté en séance publique du Conseil communal du 8 septembre 1989 fixe les règles d'accès à la pelouse d'honneur.
En vertu de l'art. 7, 2) du présent règlement, l'accès à la pelouse d'honneur est gratuit.

2. Concessions pleine terre

Exonérations :

- 5 ans (e.a. indigents), Gratuit
- 10 ans (enfant de moins de 12 ans), Gratuit (sépulture dans le Jardin des Étoiles)
- 10 ans (anciens employés communaux), Gratuit

Auderghemois :

- 1 corps – 10 ans - 520 €
- 2 corps – 20 ans - 2.500 €

Renouvellement :

- 1 corps – 10 ans (suite à 5 ans gratuits) - 780 €
- 1 corps – 10 ans - 520 €
- 2 corps – 10 ans - 1.500 €
- 2 corps – 20 ans - 2.500 €

Non-Auderghemois :

- Le prix des concessions est à multiplier par deux.
    - 1 corps – 10 ans - 1.040 €
    - 2 corps – 20 ans - 5.000 €
- Renouvellement :
    - 1 corps – 10 ans (suite à 5 ans gratuits) - 1.560 €
    - 1 corps – 10 ans - 1.040 €
    - 2 corps – 10 ans - 3.000 €
    - 2 corps – 20 ans - 5.000 €

3. Concessions individuelles ou collectives 30 ans et 50 ans pleine terre (maximum 3 corps)

Il n'est plus accordé de telle concession. Toutefois, la durée maximum de

renouvellement pour ce type de concession est de 10 ans, selon la grille tarifaire applicable aux concessions individuelles pleine terre.

4. Concessions caveaux

Concessions 30 ans

- 2 corps - 5.500 €
- 3 corps - 6.000 €
- 4 corps - 6.500 €

Renouvellement :

- 2 corps – 10 ans - 1.750 €
- 2 corps – 20 ans - 3.500 €
- 3 corps – 10 ans - 1.850 €
- 3 corps – 20 ans - 3.700 €
- 4 corps – 10 ans - 2.000 €
- 4 corps – 20 ans - 4.000 €

5. Concessions caveaux 50 ans (anciennes perpétuités)

Il n'est plus accordé de telles concessions. Pour les concessions encore existantes et accordées à partir de l'entrée en vigueur de la loi du 20 juillet 1971, le renouvellement est de 20 ans maximum selon la grille tarifaire applicable aux concessions caveaux de 30 ans.

6. Jardin des Étoiles

À la Pelouse F, un emplacement appelé le « Jardin des Étoiles » est destiné à accueillir les fœtus présentés sans vie à partir du 106ème jour de grossesse et les enfants jusqu'à 12 ans.
L'inhumation est exonérée de taxes communales.
La pelouse accueillant les fœtus présentés sans vie à partir du 106ème jour et jusqu'au 180ème jour ne pourra pas être recouverte de monument, seule une fleur ou plante sera admise. Ces sépultures ne seront pas accompagnées d'un plomb d'identification.
Au-delà du 180ème jour, la sépulture pourra accueillir un monument qui fera l'objet d'un accord de placement de l'Officier de l'Etat civil.

7. Arbre des Étoiles

Tout fœtus reconnu ou pas légalement, ou enfant, peut bénéficier d'une étoile à suspendre à l'Arbre des Étoiles.
La pose symbolique de l'étoile peut être effectuée en présence du responsable du cimetière.
L'étoile et la gravure sont à charge de la commune. Les Étoiles sont consignées dans un registre tenu par le responsable du cimetière ou son délégué.

Article 9 – Conditions applicables aux concessions pleine terre ou caveau

1. Tout achat de concession pleine terre entraîne le placement d'un monument dans l'année suivant l'attribution de la concession par le Collège des Bourgmestre et Échevins.
   La pose du monument est libre de toute taxe.
   L'absence de pose d'un monument entrainera une taxe de 100,00 € à partir de la 2ème année de l'achat de la concession et sera doublée d'année en année jusqu'à mise en conformité ou échéance de la concession.
2. Les mesures des pierres de sépulture sont fixées comme suit :

- pour les concessions 10 ans pleine terre, les pierres seront d'un seul tenant aux mesures de 1 m sur 2 m et 10 cm d'épaisseur.
- pour les concessions 20 ans pleine terre, les pierres seront d'un seul tenant sans stèle ni soufflet. Elles reposeront sur un encadrement en béton de 4 cotés. L'encadrement ainsi formé aura une épaisseur horizontale de 10 cm et une largeur verticale de 20 cm, la hauteur hors terre sera de maximum 5 cm. La pierre aura une dimension de 2 m sur 1 m et 12 cm d'épaisseur.

3. Pour les concessions 2 corps pleine terre, le deuxième corps peut être remplacé par maximum 2 urnes biodégradables . Il est appliqué une taxe de 260 € pour la 2ème urne pour la durée restante de la concession initiale.
4. Pour les concessions caveaux, chaque cercueil peut être remplacé par 2 urnes. Il est appliqué une taxe de 260 € pour la 2ème urne pour la durée restante de la concession initiale.
5. Le concessionnaire ou la première personne à inhumer doit avoir sa résidence principale à Auderghem.
6. La liste des bénéficiaires établie par le concessionnaire est prioritaire. À défaut de liste, les bénéficiaires sont le conjoint ou cohabitant légal ou ses apparentés jusqu'au 4ème degré.
7. Les concessions ne peuvent pas être octroyées anticipativement.
8. Il n'est pas possible de réduire la durée d'une concession.

Article 10 – Du renouvellement des concessions pleine terre ou caveau

1. Au Jardin des Étoiles, les renouvellements de concession sont possibles par tranche de 10 ans, à raison de 3 renouvellements maximum. Ces renouvellements sont gratuits. À l'expiration de ces renouvellements offerts par la commune, les renouvellements sont possibles selon la grille tarifaire en vigueur.
2. Un seul renouvellement des concessions pleine terre 10 ans et 20 ans et caveaux est accepté.
3. Pour les concessions 10 ans pleine terre, un changement de place est obligatoire et la taxe d'exhumation s'applique.
4. Pour les concessions 20 ans pleine terre, les demandes de renouvellement pourront être introduites à partir de la 16ème année.
5. La taxe d'ouverture / fermeture des concessions pleine terre et caveau est de 110 €. Il n'est pas prévu de taxe d'ouverture lors de la 1ère inhumation.

Article 11 – Dispositions particulières concernant les concessions à perpétuité

Conformément à l'article 11 de l'Ordonnance du 29 novembre 2018 sur les funérailles et sépultures, se rapportant à l'article 9 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures, tous les 50 ans, le renouvellement pour une nouvelle période de 50 ans d'une concession à perpétuité accordée avant l'entrée en vigueur de cette loi et en vertu du décret impérial du 23 prairial an XII est gratuit.

La demande de renouvellement se fait conformément à la procédure visée à l'article 9, §2, alinéa 2 à 5 inclus de l'Ordonnance.

Lors d'un renouvellement, le concessionnaire endosse les responsabilités concernant l'entretien de la sépulture et ses abords.

À défaut de demande de renouvellement, la concession prend fin après la période légale d'affichage.

Article 12 – De la conservation des cendres

Les tarifs applicables pour les conservations en columbarium sont fixés de la manière suivante :

1. Conservation en columbarium pour les personnes ayant leur résidence

principale à Auderghem au moment du décès

Cellule 1 urne

- 5 ans - Gratuit
- 10 ans (enfants de moins de 12 ans) - Gratuit
- 10 ans (anciens employés communaux) - Gratuit
- 10 ans - 260 €
- 10 ans (après 5 ans gratuits) - 390 €
- 20 ans - 520 €
- 30 ans - 780 €

Cellule 2 urnes

- 20 ans - 650 €
- 30 ans - 900 €

Renouvellement
Il sera appliqué à la durée du renouvellement choisi le prix de la concession correspondante.

2. Conservation en columbarium pour les personnes n'ayant pas leur résidence principale à Auderghem au moment du décès

Cellule 1 urne

- 10 ans - 520 €
- 10 ans (après 5 ans gratuits) - 780 €
- 20 ans - 1.040 €
- 30 ans - 1.560 €

Cellule 2 urnes

- 20 ans - 1.300 €
- 30 ans - 1.800 €

Renouvellement
Il sera appliqué à la durée du renouvellement choisi le prix de la concession correspondante.

Article 13 – Conditions applicables aux concessions en columbarium

1. La gratuité est accordée pour tous les enfants de moins de 12 ans en cellule individuelle de 10 ans en première concession.
2. Toute extension à une 2ème urne implique l'achat d'une nouvelle concession deux urnes, du prix de laquelle seront déduites les années restantes de la concession initiale.
3. L'ouverture et fermeture des columbariums est libre de taxes sauf dans le cas d'une exhumation de confort pour laquelle la taxe d'exhumation de 110 € s'applique.
4. Le changement de portes est au choix et aux frais des familles mais devra être approuvé par l'administration. L'inscription du nom de la personne défunte est obligatoire.
5. La liste des bénéficiaires établie par le concessionnaire est prioritaire. À défaut de liste, les bénéficiaires sont le conjoint ou cohabitant légal, ses parents ou alliés jusqu'au 4ème degré.
6. Il n'est pas possible de réduire la durée d'une concession en columbarium .
7. Les concessions ne peuvent pas être octroyées anticipativement.

Article 14 – Du renouvellement des concessions en columbarium

1. Les renouvellements des concessions en columbarium sont illimités.
2. La demande de renouvellement ne pourra se faire qu'à l'échéance de la concession initiale .

Article 15 – De la dispersion des cendres

Il existe au sein du cimetière communal une pelouse de dispersion et un mur de mémoire. Leur usage est libre de toute taxe pour les personnes résidantes d'Auderghem au moment du décès. Pour les autres, la taxe d'accès au cimetière de 200 € s'applique.

Une plaque commémorative portant les nom et prénom de la personne défunte est obligatoire. Elle doit être délivrée par le responsable du cimetière ou son délégué, au prix de 15 € . La gravure est aux frais de la famille.

Les fleurs et couronnes devront être déposées aux endroits prévus et indiqués par le responsable du cimetière.

CHAPITRE IV – Des fins de concessions

Article 16 – Des exhumations

1. Aucune exhumation de pleine terre ou caveau ne sera effectuée avant une période de 5 ans sauf ordonnance de l'autorité judiciaire.
2. La taxe pour l'exhumation d'un corps est fixée à 600 €.
3. La taxe pour l'exhumation d'une urne en columbarium est fixée à 110 €.
4. L'enlèvement des monuments nécessaires à la sécurité de l'exhumation et leur remise en place et/ou en état sont à charge du demandeur.
5. Toute exhumation demandée par la famille entraine de facto la perte de tout droit sur la concession ainsi que le droit à tout remboursement.

Article 17 – De l'ossuaire

1. L'ossuaire accueille les dépouilles dont les concessions n'ont pas été renouvelées.
2. L'usage du mur de mémoire est libre de toute taxe. À la demande de la famille, une plaque commémorative peut être délivrée au tarif de 15 € par le responsable du cimetière ou son délégué. La gravure est aux frais de la famille.

CHAPITRE V – De l'entretien des sépultures

Article 18 – Entretien des sépultures

1. Le concessionnaire et les ayants-droits sont responsables de la propreté ainsi que du bon état de leur sépulture et devront répondre aux demandes du service des inhumations.
2. En cas de défaut d'entretien avéré de la sépulture, le Collège des Bourgmestre et Échevins se réserve le droit de ne pas en accepter le renouvellement.
3. Le cimetière communal reste soumis à l'autorité, la police et la surveillance de l'Administration Communale.

CHAPITRE VI – Dérogation, recouvrement et contentieux

Article 19 – Des dérogations

Les demandes de dérogations aux prescrits du règlement doivent être introduites par écrit au Collège des Bourgmestre et Échevins qui statuera sans appel.

Article 20 – Du recouvrement

Le paiement des taxes est effectué entre les mains du receveur communal ou de son délégué.

La preuve du paiement est constatée par la remise d'un reçu ou d'une facture.

Article 21 – Disposition finale

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 8 inclus du Code des impôts sur les revenus pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales, à l'exception de ses articles 43 à 48, et pour autant que ses dispositions ne concernent pas spécifiquement les créances fiscales telles qu'y définies, sont applicables aux taxes communales.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Gemeentebelastingen
Belasting-reglement inzake begraafplaatsen en lijkbezorging - Verlenging en wijzigingen

De RAAD,
Gelet op de gemeentelijke autonomie gewaarborgd in de artikelen 41, 162 en 170 §4 van de Grondwet;
Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117;
Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en het geschil inzake gemeentebelastingen;
Gezien de financiële toestand van de gemeente en de noodzaak om de gemeentelijke belastingen te behouden en aan te passen aan de uitgaven die nodig zijn voor de werking van de openbare dienst (zie het specifieke verslag hierover in de bijlage) ;
Gelet op de verslagen dat voorafgaand aan de stemming aan de Gemeenteraad werden overgemaakt en waarin de financiële en bijkomende doelstellingen die het behoud en de aanpassing van de belastingreglementen rechtvaardigen;
BESLIST :
Om het belastingreglement inzake begraafplaatsen en lijkbezorging te wijzigen ;
De nieuwe gecoördineerde versie van de tekst, die hieronder integraal is opgenomen, goed te keuren;
keurt de hieronder opgenomen versie van de belastingsverordening goed
Dit besluit wordt doorgestuurd naar de minister die bevoegd is voor lokale overheden en naar de minister die bevoegd is voor economische ontwikkeling.
HOOFDSTUK I – Algemeen
Er wordt, van 1 januari 2026 tot 31 december 2031, ten gunste van de gemeente Oudergem een belasting inzake begraafplaatsen en lijkbezorging gevestigd.
Artikel 1 – Definities
In de zin van dit reglement verstaat men onder:

1. Voor de begraafplaats verantwoordelijke persoon: de door het college van burgemeester en schepenen aangeduide persoon, of zijn plaatsvervanger, die gelast is met de uitvoering van dit reglement en van het algemeen politiereglement op de begrafenissen, de lijkverbrandingen en de begraafplaats.
2. Uitvaartvervoerondernemning: het bedrijf dat door het college van burgemeester en schepenen na een openbare aanbesteding is aangewezen voor het uitvoeren van spoedeisende overbrengingen ("politieoverbrengingen" in opdracht van de politie) van personen die op het grondgebied van de gemeente zijn overleden.
3. Begrafenisonderneming: elke begrafenisonderneming die door de verklaarder is aangewezen.
4. Verklaarder: elke persoon uit de familie van de overledene, een naaste of een begrafenisonderneming die de overlijdensverklaring indient.
5. Behoeftige: de persoon wiens inkomen onvoldoende is om de kosten van zijn

begrafenis te dekken. De behoeftigheid van de overledene moet worden aangetoond door middel van een attest van het OCMW van de woonplaats of door middel van een ander bewijsstuk.

6. Gemeentemedewerkers: iedereen die op het moment van overlijden in dienst was bij of gepensioneerd was van het gemeentebestuur.

Artikel 2 – De bevoegde gemeentediensten

De aangifte van het overlijden wordt ingediend bij de burgerlijke stand, meer bepaald bij het loket in het ziekenhuis Chirec-Delta, tijdens de normale openingsuren.

De betaling van de belastingen en concessies gebeurt via overschrijving op de rekening van het gemeentebestuur of via elektronische betaling aan de verantwoordelijke van de begraafplaats die door de gemeentelijke ontvanger is aangesteld.

Artikel 3 – Toegang tot de gemeentelijke begraafplaats

De begraafplaats is 7 dagen per week toegankelijk voor het publiek:

- van 8.00 tot 16.30 uur van 12 november tot en met 1 maart .
- van 7.30 tot 18.00 uur van 2 maart tot en met 11 november.

Op zaterdag, zondag en feestdagen is de begraafplaats gesloten

HOOFDSTUK II. Vóór teraardebestelling, in bewaargeving of verstrooien van as.

Artikel 4 - Overlijden op het gemeentelijke grondgebied en daarmee verband houdende overbrenging van lijken

1. Bij overlijdens op het grondgebied van de gemeente deelt de begrafenisonderneming aan de burgerlijke stand het adres mee waarnaar de overledene zal worden overgebracht.
2. Er moet een beroep worden gedaan op de uitvaartvervoerondernemingin de volgende gevallen en volgens de volgende modaliteiten:

- Dringend vervoer van overledenen op de openbare weg of elders naar het gemeentelijk mortuarium of naar het gerechtsmedisch laboratorium, op verzoek van de politie. Deze overbrenging is ten laste van de gemeente. Het terugbrengen van het lichaam vanuit het gerechtelijk medisch laboratorium, in het kader van een begrafenis op de gemeentelijke begraafplaats, gebeurt overeenkomstig de bepalingen van punt 5) van dit artikel, behalve in gevallen van behoeftigheid.
- Vervoer en begrafenis op de gemeentelijke begraafplaats van een behoeftige persoon die op het grondgebied van de gemeente is overleden:
    - vanuit het gemeentelijk mortuarium;
    - vanuit een rouwcentrum dat zich in de gemeente bevind;
    - vanuit een privéwoning.

3. In andere gevallen of wanneer de overledene het grondgebied van de gemeente verlaat, mag geen beroep worden gedaan op de uitvaartvervoerondernemingen.
4. In geval van crematie wordt het vervoer van de as van de crematieplaats naar de gemeentelijke begraafplaats verzorgd door de verklaarder of de uitvaartvervoerondernemingen.
5. De vervoerskosten zijn voor rekening van de verklaarder, behalve in geval van behoeftigheid.
6. Voor het vervullen van de formaliteiten in verband met de aangifte van overlijden is een vergoeding van € 100,00 verschuldigd voor de administratiekosten.

Artikel 5 - Het gemeentelijke mortuarium en de wachtkelder

Het gemeentelijk mortuarium is toegankelijk voor personen die op het grondgebied van de gemeente zijn overleden of die op de gemeentelijke begraafplaats zullen worden begraven.
Het gemeentelijke mortuarium moet verplicht worden gebruikt in het kader van spoedtransporten die door de politie worden opgedragen en door de Uitvaartvervoeronderneming worden verzorgd.
Bij vertrek uit het gemeentelijke mortuarium is de aanwezigheid van de begraafplaatsbeheerder of zijn vertegenwoordiger verplicht.
Voor het gebruik van het gemeentelijk mortuarium wordt een forfaitaire dagelijkse vergoeding van € 25,00 per lichaam aangerekend. Een begonnen dag (= 24 uur) wordt volledig aangerekend.
De huur van een ruimte in de wachtkelder bedraagt € 35,00 per maand per lichaam. Elke begonnen maand wordt volledig aangerekend en is ten laste van de aanvrager.

HOOFDSTUK III – Gebruik van de gemeentelijke begraafplaats

Artikel 6 – Toegang tot de gemeentelijke begraafplaats

De gemeentelijke begraafplaats staat open:

1. aan in Oudergem overleden personen,
2. aan personen die in Oudergem hun laatste hoofdverblijf hadden,
3. aan personen die tijdens minstens 5 jaar vóór opname in een rusthuis, verzorgingstehuis of revalidatiecentrum hun laatste hoofdverblijfplaats in Oudergem hadden;
4. aan personen die een collectief recht hebben op een concessie op de gemeentelijke begraafplaats;
5. Aan personen die zijn begraven op initiatief van de gemeente Oudergem;
6. aan alle hierboven niet vermelde personen in het geval van verstrooiing of bewaring van de as in een columbariumcel. In dit laatste geval wordt er een belasting van € 200,00 voor dossierkosten geïnd (meer eventuele kosten voor een concessie in het columbarium).

Artikel 7 – Vrijstellingen

Vrijstelling van de in de artikelen 4), 5) en 6) voorziene belastingen wordt verleend aan:

1. elke behoeftige die op het grondgebied van Oudergem is overleden en begraven. De kosten voor het overbrengen van het stoffelijk overschot van een behoeftige worden gedragen door de gemeente.
2. alle oorlogsinvaliden en oud-strijders die in Oudergem overlijden en waarvan de invaliditeitsgraad ten minste 50% bedraagt en die op grond daarvan een uitkering, vergoeding of vervangingsinkomen ten laste van de Schatkist ontvangen.
3. alle kinderen jonger dan 12 jaar.

Artikel 8 – Teraardebestelling

De tarieven van toepassing op teraardebestellingen worden als volgt bepaald:

1. ereveld

Het reglement aangenomen in openbare zitting van de gemeenteraad van 8 september 1989 bepaalt de regels voor toegang tot het ereveld.
Op grond van artikel 7, lid 2, van dit reglement is de toegang tot het ereveld gratis.

2. Concessies in volle grond

Vrijstellingen:

- 5 jaar (o.a. behoeftigen), gratis
- 10 jaar (kinderen jonger dan 12 jaar), gratis (graf in de Sterretjestuin)
- 10 jaar (voormalige gemeentemedewerkers), gratis

Inwoners van Oudergem :

- 1 lichaam – 10 jaar - € 520,00
- 2 lichamen – 20 jaar - € 2.500,00

Vernieuwing:

- 1 lichaam – 10 jaar (na 5 jaar gratis) - € 780,00
- 1 lichaam – 10 jaar - € 520,00
- 2 lichamen – 10 jaar - € 1.500,00
- 2 lichamen – 20 jaar - € 2.500,00

Niet-Oudergemnaar :

- De prijs van de concessies moet met twee worden vermenigvuldigd.
    - 1 lichaam – 10 jaar - € 1.040,00
    - 2 lichamen – 20 jaar - € 5.000,00
- Vernieuwing:
    - 1 lichaam – 10 jaar (na 5 jaar gratis) - € 1.560,00
    - 1 lichaam – 10 jaar - € 1.040,00
    - 2 lichamen – 10 jaar - € 3.000,00
    - 2 lichamen – 20 jaar - € 5.000,00

3. Individuele of collectieve concessie 30 jaar en 50 jaar in volle grond (maximaal 3 lichamen)

Dergelijke concessies worden niet meer verleend. De maximumduur voor de hernieuwing van een dergelijke concessie bedraagt echter 10 jaar, volgens de tarieftabel van toepassing op individuele concessies in volle grond.

4. Grafkelderconcessie

Concessies 30 jaar

- 2 lichamen - € 5.500,00
- 3 lichamen - € 6.000,00
- 4 lichamen - € 6.500,00

Vernieuwing:

- 2 lichamen – 10 jaar - € 1.750,00
- 2 lichamen – 20 jaar - € 3.500,00
- 3 lichamen – 10 jaar - € 1.850,00
- 3 lichamen – 20 jaar - € 3.700,00
- 4 lichamen – 10 jaar - € 2.000,00
- 4 lichamen – 20 jaar - € 4.000,00

5. Concessies voor grafkelders met een duur van 50 jaar (voormalige eeuwigdurende rechten)

Er worden geen dergelijke concessies meer verleend.
Voor concessies die nog bestaan en die zijn toegekend vanaf de inwerkingtreding van de wet van 20 juli 1971, bedraagt de verlenging maximaal 20 jaar volgens het tariefschema dat van toepassing is op concessies voor grafkelders van 30 jaar.

6. Sterretjestuin

Op Grasveld F is een plek genaamd “Sterrentuin” bestemd voor het begraven van doodgeboren foetussen vanaf de 106e dag van de zwangerschap en kinderen tot 12 jaar.
De begrafenis is vrijgesteld van gemeentelijke belastingen.
Op het gazon waar foetussen worden begraven die vanaf de 106e tot de 180e dag levenloos zijn geboren, mogen geen grafmonumenten worden geplaatst, alleen bloemen of planten zijn toegestaan. Deze graven worden niet voorzien van een identificatieplaatje.
Na de 180e dag mag op het graf een monument worden geplaatst, mits de ambtenaar van de burgerlijke stand hiermee instemt.

7. Sterretjesboom

Elke foetus, al dan niet wettelijk erkend, of elk kind kan een ster krijgen om aan de Sterretjesboom te hangen.
Het symbolisch aanbrengen van de ster kan gebeuren in aanwezigheid van de beheerder van de begraafplaats.
De ster en de gravure zijn ten laste van de gemeente. De sterren worden geregistreerd in een register dat wordt bijgehouden door de beheerder van de begraafplaats of zijn afgevaardigde.

Artikel 9 - Voorwaarden van toepassing op concessies in volle grond en grafkelders

1. Elke aankoop van een concessie vereist de plaatsing van een grafmonument binnen het jaar volgend op de toekenning van de concessie door het college van burgemeester en schepenen. De plaatsing van het monument is vrijgesteld van belasting. Gebrek aan plaatsing van een monument zal aanleiding geven tot een belasting van € 100,00 per jaar vanaf het 2 de jaar van de aankoop van de concessie en zal elk jaar verdubbelen totdat aan de normen wordt voldaan of de concessie afloopt. .
2. De afmetingen van de stenen van het grafmonument worden bepaald als volgt:

- voor concessies 10 jaar in volle grond, zullen de stenen uit één stuk bestaan, met als afmetingen 1,00m op 2,00m, en 10cm dik.
- voor concessies van 20 jaar in volle grond zullen de stenen uit één stuk bestaan, zonder stele noch soufflet. Zij zullen aan de 4 kanten op een betonnen kader rusten. Het zo gevormde kader zal een horizontale dikte van 10 cm hebben, een verticale breedte van 20 cm, de hoogte boven het maaiveld zal maximum 5 cm bedragen. De steen zal een afmeting van 2,00m op 1,00m hebben, met een dikte van 12cm.

3. Voor concessies twee lichamen in volle grond kan het tweede lichaam worden vervangen door maximaal twee biologisch afbreekbare urnen. Er wordt een belasting van € 260,00 geheven voor de tweede urn voor de resterende duur van de oorspronkelijke concessie.
4. Voor grafkelders kan elke kist worden vervangen door 2 urnen. Er wordt een belasting van € 260,00 gehevenvoor de tweede urn voor de resterende duur van de oorspronkelijke concessie.
5. De concessiehouder of de eerste persoon die wordt begraven, moet zijn hoofdverblijfplaats in Oudergem hebben.
6. De door de concessiehouder opgestelde lijst van begunstigden heeft voorrang. Bij gebrek aan een lijst zijn de begunstigden de echtgenoot of wettelijke partner of zijn familieleden tot de 4e graad.
7. Concessies kunnen niet vooraf worden toegekend.

8. Het is niet mogelijk om de duur van een concessie te verkorten.

Artikel 10 – Hernieuwing van concessies in volle grond en grafkelders

1. In de Sterretjestuin kunnen concessies worden verlengd voor een periode van 10 jaar, met een maximum van 3 verlengingen. Deze verlengingen zijn gratis. Na afloop van deze door de gemeente aangeboden verlengingen zijn verlengingen mogelijk volgens het geldende tarief.
2. Er wordt slechts één verlenging van concessies in volle grond 10 en 20 jaar en grafkelders aanvaard.
3. Voor concessies van 10 jaar is een verandering van plaats verplicht en is de belasting op opgraving van toepassing.
4. Voor concessies van 20 jaar in volle grond kunnen verlengingsaanvragen worden ingediend vanaf het 16e jaar.
5. De belasting voor het openen/sluiten van concessies in volle grond en grafkelders bedraagt € 110,00. Er is geen belasting voorzien voor het openen bij de eerste begrafenis.

Artikel 11- Bijzondere bepalingen betreffende eeuwigdurende concessies
Overeenkomstig artikel 11 van de Ordonnantie van 29 november 2018 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging, in overeenstemming met artikel 9 van de wet van 20 juli 1971 op begraafplaatsen en lijkbezorging, is de hernieuwing voor een duur van 50 jaar van een concessie verleend krachtens het keizerlijk decreet van 23 prairial jaar XII, gratis. De aanvraag tot verlenging gebeurt overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 9, §2, lid 2 tot en met 5 van de ordonnantie.
Bij verlenging neemt de concessiehouder de verantwoordelijkheid op zich voor het onderhoud van het graf en de omgeving ervan.
Als er geen verlenging wordt aangevraagd, vervalt de concessie na de wettelijke bekendmakingsperiode.
Artikel 12 – Bewaring van as
De tarieven voor bewaring in een columbarium worden als volgt vastgesteld:

1. Bewaring in een columbarium voor personen die op het moment van overlijden hun hoofdverblijfplaats in Oudergem hadden

Cel 1 urn

- 5 jaar - Gratis
- 10 jaar (kinderen jonger dan 12 jaar) - Gratis
- 10 jaar (voormalige gemeentemedewerkers) - Gratis
- 10 jaar - € 260,00
- 10 jaar (na 5 jaar gratis) - € 390,00
- 20 jaar - € 520,00
- 30 jaar - € 780,00

Cel 2 urnen

- 20 jaar - € 650,00
- 30 jaar - € 900,00

Hernieuwing
Op de gekozen verlengingsduur wordt de prijs van de overeenkomstige concessie toegepast.

2. Bewaring in columbarium voor personen die op het moment van overlijden niet hun hoofdverblijfplaats in Oudergem hadden

Cel 1 urn

- 10 jaar - € 520,00
- 10 jaar (na 5 jaar gratis) - € 780,00
- 20 jaar - € 1.040,00
- 30 jaar - € 1.560,00

Cel 2 urnen

- 20 jaar - € 1.300,00
- 30 jaar - € 1.800,00

Vernieuwing
Op de gekozen verlengingsduur wordt de prijs van de overeenkomstige concessie toegepast.

Artikel 13 – Voorwaarden voor concessies in columbarium

1. Voor alle kinderen jonger dan 12 jaar geldt gratis toegang tot een individuele cel van 10 jaar in eerste concessie.
2. Elke uitbreiding naar een tweede urn houdt de aankoop in van een nieuwe concessie voor twee urnen, waarvan de prijs wordt verminderd met het aantal resterende jaren van de oorspronkelijke concessie.
3. Het openen en sluiten van columbariums is belastingvrij, behalve in het geval van een comfortopgraving, waarvoor een belasting op opgraving van € 110,00 van toepassing is.
4. Het vervangen van deuren is naar keuze en op kosten van de families, maar moet worden goedgekeurd door de administratie. De vermelding van de naam van de overledene is verplicht.
5. De door de concessiehouder opgestelde lijst van begunstigden heeft voorrang. Bij gebrek aan een lijst zijn de begunstigden de echtgenoot of wettelijke partner, zijn ouders of verwanten tot in de vierde graad.
6. Het is niet mogelijk om de duur van een concessie in een columbarium te verkorten.
7. Concessies kunnen niet vooraf worden toegekend.

Artikel 14 – Hernieuwing van concessies in columbarium

1. De verlenging van concessies in columbarium is onbeperkt.
2. De aanvraag tot verlenging kan pas worden ingediend wanneer de oorspronkelijke concessie is verstreken.

Artikel 15 – De verstrooiing van de as

In de gemeentelijke begraafplaats wordt er een strooiweide aangelegd en wordt er een herdenkingsmuur opgetrokken. Het gebruik ervan is gratis voor personen die op het moment van overlijden in Oudergem woonachtig waren. Voor anderen geldt een Begraafplaats toegangsbelasting van € 200,00.
Een gedenkplaat met de naam en voornaam van de overledene is verplicht. Deze moet worden afgegeven door de beheerder van de begraafplaats of zijn vertegenwoordiger, tegen een prijs van € 15,00. De gravure is voor rekening van de familie.
Bloemen en kransen moeten worden neergelegd op de daarvoor bestemde plaatsen die door de beheerder van de begraafplaats worden aangegeven.

HOOFDSTUK IV – Beëindiging van concessies

Artikel 16 – Opgravingen

1. Er mag geen opgraving uit de volle grond of grafkelder plaatsvinden vóór een

periode van 5 jaar, tenzij dit door de gerechtelijke autoriteit wordt bevolen.
2. De kosten voor het opgraven van een lichaam bedragen € 600,00.
3. De kosten voor het opgraven van een urn uit een columbarium bedragen € 110,00.
4. Het verwijderen van monumenten die nodig zijn voor de veiligheid van de opgraving en het terugplaatsen en/of herstellen ervan zijn voor rekening van de aanvrager.
5. Elke door de familie aangevraagde opgraving leidt de facto tot het verlies van alle rechten op de concessie en het recht op enige terugbetaling.

Artikel 17 – Ossuarium

1. Het ossuarium biedt plaats aan de stoffelijke resten van personen wier concessies niet zijn verlengd.
2. Het gebruik van de herdenkingsmuur is gratis. Op verzoek van de familie kan een gedenkplaat worden geleverd tegen een prijs van € 15,00 door de beheerder van de begraafplaats of zijn vertegenwoordiger. De gravure is voor rekening van de familie.

HOOFDSTUK V – Onderhoud van graven
Artikel 18 – Onderhoud van de graven

1. De concessiehouder en de rechthebbenden zijn aansprakelijk voor de netheid en de goede staat van hun graf en zullen moeten voldoen aan de verzoeken van de begrafenisdienst.
2. Bij bewezen gebrek aan onderhoud van het graf behoudt het College van Burgemeester en Schepenen zich het recht voor om de verlenging niet te aanvaarden.
3. De gemeentelijke begraafplaats blijft onderworpen aan de overheid, de politie en het toezicht van het Gemeentebestuur.

HOOFDSTUK VI – Afwijking, invordering en betwisting
Artikel 19 – Afwijkingen
Verzoeken om afwijkingen van de voorschriften van het reglement moeten schriftelijk worden ingediend bij het College van Burgemeester en Schepenen, dat hierover een definitieve beslissing neemt.
Artikel 20 - Invordering
De betaling van de belastingen gebeurt in handen van de gemeenteontvanger of zijn afgevaardigde.
Het bewijs van de betaling wordt geleverd door het overhandigen van een ontvangstbewijs of een factuur.
Artikel 21 - Slotbepaling
Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vaststelling, de invordering en de betwisting van gemeentelijke belastingen, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 8 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, voor zover zij niet specifiek betrekking hebben op de inkomstenbelastingen, alsook het Wetboek van minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, met uitzondering van de artikelen 43 tot en met 48, en voor zover de bepalingen ervan niet specifiek betrekking hebben op de daarin omschreven fiscale schuldvorderingen, van toepassing op de gemeentebelastingen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

29.01.2026/A/0012 **Prévention**
Convention de partenariat - Mise à disposition de 2 travailleurs par la SISP "En bord de Soignes" auprès de la Maison de la Prévention d'Auderghem - Actualisation.

LE CONSEIL,
Etant donné que, depuis plusieurs années, la commune d'Auderghem - par l'intermédiaire de Maison de la Prévention - établit, avec la société "En Bord de Soignes", une convention de mise à disposition de 2 travailleurs en vue d'intégrer et collaborer au fonctionnement du service de Prévention, et plus spécifiquement auprès de la Cellule Educative de la Maison de la Prévention (CEMPA) ;
La société "En Bord de Soignes" a souhaité actualiser la Convention en place, inchangée depuis de nombreuses années, en vue d'axer davantage les missions de ces deux travailleurs dans les quartiers fréquentés ou habités par ses locataires, tout en maintenant l'encadrement quotidien des prestations par la CEMPA ;
La convention nouvellement établie a été soumise à l'approbation du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 9 décembre 2025 ;
DECIDE
de ratifier la convention entre la commune d'Auderghem et la société "En Bord de Soignes", jointe à la présente. La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Preventie
"Samenwerkingsovereenkomst – Terbeschikkingstelling van 2 werknemers door de SISP 'En bord de Soignes' bij het Preventiehuis van Oudergem – Actualisering."

DE RAAD,
Aangezien de Gemeente Oudergem sinds verschillende jaren – via het Preventiehuis – een overeenkomst afsluit met de vennootschap 'En Bord de Soignes' betreffende de terbeschikkingstelling van 2 werknemers om geïntegreerd mee te werken aan de werking van de Preventiedienst, en meer bepaald binnen de Educatieve Cel van het Preventiehuis (CEMPA);
De vennootschap 'En Bord de Soignes' wenste de bestaande, sinds vele jaren ongewijzigde, overeenkomst te actualiseren, met het oog op een sterkere focus van de opdrachten van deze twee werknemers in de wijken die worden bezocht of bewoond door haar huurders, met behoud van de dagelijkse begeleiding van hun prestaties door de CEMPA;
De nieuw opgestelde overeenkomst werd ter goedkeuring voorgelegd aan het College van Burgemeester en Schepenen op 9 december 2025;
BESLUIT
de overeenkomst tussen de Gemeente Oudergem en de vennootschap 'En Bord de Soignes', gehecht aan deze beslissing, te bekrachtigen. Deze beslissing, in de vorm van een korte toelichting, zal worden overgemaakt aan de Heer Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor de plaatselijke besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

29.01.2026/A/0013 **Urbanisme**
Mission relative à la performance énergétique du bâtiment - subsidiation - renouvellement de la convention de subside pour le traitement des agents préposés

LE CONSEIL,
Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;
Considérant ce qui suit :
Dans le cadre d'une nouvelle réglementation européenne adaptée au droit bruxellois portant sur les économies d'énergie dans les bâtiments (la « PEB »), l'IBGE a proposé en 2008 aux communes bruxelloises d'engager un agent spécifiquement chargé de la mission du suivi des volets PEB, volets dorénavant joints aux demandes de Permis d'Urbanisme ;
Une première convention portant sur une subvention à 100 % du traitement de l'agent chargé de la mission, sur la description de sa mission ainsi que sur les conditions de subvention a été signée entre notre administration et l'IBGE en janvier 2009 ;
Les renouvellements pour les années 2010 à 2025 de cette convention de mission et de subsidiation ont été soumis à l'approbation du Conseil respectivement en date du 24/06/10, 24/08/11, 08/01/13, 24/10/13, 23/10/2014, 24/09/2015, 29/09/2016, 29/06/2017, 29/06/2018, 17/06/2019, 24/09/2020, 30/09/2021, 29/09/2022, 28/09/2023, 26/09/2024 et 25/09/2025 ;
Pour rappel, les modalités de versement diffèrent sensiblement de celles des années précédentes en raison d'une procédure administrative particulière d'un octroi de subside en affaires courantes. La délibération du Conseil communal n° 002/25.09.2025/A/0020 portait sur les premiers 6 mois accordés pour la période du 01/01/2025 au 30/06/2025 (50 pourcents du montant total). Bruxelles Environnement a transmis en date du 24/12/2025 l'arrêté de prolongation et l'avenant à la convention.
Un avenant à la convention est proposé pour la période du 01/07/2025 au 31/12/2025 à l'approbation du Conseil Communal.
DECIDE:
de marquer son accord sur l'avenant à la convention, joint à la présente délibération et qui en fait partie intégrante et portant sur la subsidiation ainsi que la mission de suivi des volets PEB joints aux demandes de Permis d'Urbanisme.
La présente délibération sera transmise, sous la forme d'un bref exposé, à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles Capitale en charge des Pouvoirs locaux et, en double exemplaire, à la Ministre de l'Environnement et à Bruxelles Environnement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Stedenbouw
Opdracht betreffende de energie prestatie van het gebouw - subsidiëring overeenkomst - hernieuwing van de subsidie-overeenkomst voor het loon van de aagestelde beambten

DE RAAD,
Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117;
Overwegende wat volgt :

In het kader van de nieuwe Europese wetgeving aangepast aan het Brussels recht inzake de energiebesparing in gebouwen (de “EPB”), heeft het BIM in 2008 aan de Brusselse gemeenten voorgesteld om een medewerker aan te werven die specifiek gelast is met het opvolgen van de EPB-formulieren, die voortaan bij de aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen gevoegd dienen te worden ;
Een eerste overeenkomst die een subsidie van 100% voorziet van de wedde van de medewerker belast met deze taak, en waarin de beschrijving van zijn opdracht evenals de subsidievoorwaarden opgenomen zijn, werd ondertekend tussen ons gemeentebestuur en het BIM in januari 2009 ;
De hernieuwing voor 2010 tot en met 2025 van deze overeenkomst inzake de opdracht en de subsidiëring werd ter goedkeuring voorgelegd aan uw Raad op 24/06/10, 24/08/11, 08/01/13, 24/10/13, 23/10/2014, 24/09/2015, 29/09/2016, 29/06/2017, 29/06/2018, 27/06/2019, 24/09/2020, 30/09/2021, 29/09/2022, 28/09/2023, 26/09/2024 en 25/09/2025 ;
Ter herinnering, verschillen de betalingsvoorwaarden aanzienlijk van die van voorgaande jaren vanwege een speciale administratieve procedure voor het toekennen van subsidies in zaken. De beraadslaging van de Gemeenteraad nr 002/25.09.2025/A/0020 had betrekking op de eerste zes maanden die waren toegekend voor de periode van 01/01/2025 tot en met 30/06/2025 (50 procent van het totale bedrag). Leefmilieu Brussel heeft op 24/12/2025 het besluit tot verlenging en het aanhangsel bij de overeenkomst doorgestuurd.
Een aanhangsel aan de overeenkomst is nu voor de periode van 01/07/2025 tot en met 31/12/2025 aan de Raad ter goedkeuring voorgelegd.
BESLIST :
Om zijn goedkeuring te verlenen aan het aanhangsel aan de overeenkomst die de bijlage vormt van de huidige beraadslaging en er integraal deel van uitmaakt, en die betrekking heeft op het opvolgen van de EPB-formulieren die bij de aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen gevoegd worden.
Onderhavige beraadslaging zal in de vorm van een beknopt verslag overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatslejike Besturen en, in dubbel exemplaar, aan de Minister van Leefmilieu en aan Leefmilieu Brussel.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

29.01.2026/A/0014 **Bien-être animal**
Label "Commune Amie des Animaux" – Subside facultatif pour les communes 2025 : Convention relative à la subvention facultative pour la réalisation de différents projets (octroi de primes pour la stérilisation de chats domestiques et primes vétérinaires ("vétochèques"), renouvellement du marché de service Animal Search et organisation d'événements)

LE CONSEIL,
Vu la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux ;
Vu l’appel à projet de Bruxelles Environnement pour l’obtention d’un subside à destination des communes dans le cadre du projet "Label Commune amie des animaux" d'un montant maximum de **8.250€** ;
Considérant ce qui suit :

- Le service Bien-être animal a introduit en date du 11/07/2025 sa candidature pour le subside facultatif 2025 à destination des communes dans le cadre du projet Label « Commune Amie des Animaux » (cf. délibération #002/15.07.2025/B/0035#) ;
- En date du 29/12/2025, Bruxelles Environnement a transmis la convention relative à la subvention (cf. annexes). Le dossier a été préparé pour un montant de **8.250 €** pour l'ensemble des actions demandées par le service Bien-être animal de la commune :
    - Octroi d'une prime pour la stérilisation des chats domestiques (critère 5)
    - Collaboration avec Animal Search (critère 6)
    - Organisation d'événements (critère 11)
    - Octroi de primes vétérinaires (critère 12)
    - Formation en pet-sitting (critère 15) ;
- La période à subsidier (et période effective de l'activité subsidiée) **prend cours le 01/10/2025 et se termine le 30/09/2026**.

DÉCIDE :
De marquer son accord pour la conclusion d'une convention avec Bruxelles Environnement portant la référence SUB/2025/Auderghem/BEA_Label (cf. annexes) relative à la subvention visant l'octroi de primes pour la stérilisation de chats domestiques et de primes vétérinaires ("vétochèques"), le renouvellement du marché de service avec Animal Search et l'organisation d'événements ainsi qu'une formation en pet-sitting.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Dierenwelzijn
Label 'Diervriendelijke Gemeente' – Facultatieve subsidie voor gemeenten 2025 : Akkoord over de facultatieve subsidie om verschillende projecten uit te voeren (toekenning van premies voor de sterilisatie van huiskatten en dierenartscheques ("vetocheques"), verlenging van het dienstencontract met Animal Search en organisatie van evenementen)

DE RAAD,
Gezien de nieuwe gemeentewet ;
Gezien de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren.
Gezien de projectoproep van Leefmilieu Brussel voor een subsidie van maximaal **8.250 €** voor gemeenten in het kader van het project label "Diervriendelijke gemeente" ;
Gezien het volgende :

- Op 11/07/2025 heeft de dienst Dierenwelzijn zijn aanvraag ingediend voor de facultatieve subsidie 2025 voor gemeenten in het kader van het project label "Diervriendelijke gemeente" (zie #002/15.07.2025/B/0035#) ;
- Op 29/12/2025 heeft Leefmilieu Brussel de subsidieovereenkomst verstuurd (zie bijlagen). De aanvraag werd opgesteld voor een totaalbedrag van **8.250 €** voor alle acties die werden aangevraagd door de dienst Dierenwelzijn van de gemeente:
    - Toekenning van premies voor sterilisatie van huiskatten (criterium 5)
    - Samenwerking met Animal Search (criterium 6)
    - Organisatie van evenementen (criterium 11)
    - Toekenning van diergeneeskundige premies (criterium 12)
    - Opleiding in pet-sitting (criterium 15) ;

- De opdracht (de effectieve periode van de gesubsidieerde activiteit) **loopt van 01/10/2025 tot en met 30/09/2026**.

BESLUIT :
akkoord te gaan met het sluiten van de overeenkomst met Leefmilieu Brussel met referentie SUB/2025/Auderghem/BEA_Label (zie bijlagen) voor de toekenning van premies voor de sterilisatie van huiskatten en dierenartscheques ("vetocheques"), verlenging van het dienstencontract met Animal Search en organisatie van evenementen en een opleiding in pet-sitting.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

29.01.2026/A/0015 **Emploi**
Participation de la commune d'Auderghem au Printemps de l'Emploi 2026

LE CONSEIL COMMUNAL
Vu l'organisation des précédentes éditions du Printemps de l'Emploi en collaboration avec les Maisons de l'Emploi de Watermael-Boitsfort, Woluwé-Saint-Pierre et Woluwé-Saint-Lambert ;
Vu la demande d'une subvention pour une collaboration Inter Maisons de l'Emploi auprès d'Actiris ;
Etant donné que Woluwé Saint- Pierre est porteuse du projet pour l'édition 2026 et coordonne la demande de subsides e t le suivi;
Vu la règlementation liée à cette demande stipulant qu'une délibération des Conseils Communaux des communes associées décidant de se joindre au projet, ou à défaut une délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins ratifiée par le Conseil Communal dans les 40 jours doit être jointe à la demande ;
Vu le rôle de la commune d'Auderghem dans l'organisation des éditions 2009 à 2016 du « Printemps de l'Emploi » et sa participation depuis 2017;
Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;
Attendu que la collaboration engagée entre les 4 Maisons de l'Emploi organisatrices permet de répondre à l'appel à projet de collaboration Inter maisons de l'Emploi auprès d'Actiris dans le cadre d'une économie d'échelle ;
DECIDE

- D'autoriser la participation de la commune d'Auderghem à titre de commune partenaire du projet « Printemps de l'Emploi 2026 » en collaboration avec Maisons de l'Emploi de Watermael-Boitsfort, Woluwé-Saint-Pierre et Woluwé-Saint-Lambert ; sous réserve que le montant de la participation communale n'excède pas la part assumée par la commune dans le passé en sus du subside octroyé par Actiris.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Werkgelegenheid
Deelneming van de gemeente Oudergem aan de Jolente 2026

DE GEMEENTERAAD

Gezien de organisatie van de Joblente in het verleden in samenwerking met de Jobhuizen van Watermael-Bosvoorde, Sint-Pieters-Woluwe en Sint-Lambrechts-Woluwe;
Gezien de aanvraag van een subsidie voor een Inter Jobhuizen samenwerking bij Actiris;
Gezien de beslissing van Actiris om alleen nieuwe Inter Maison de l'Emploi-projecten te aanvaarden over een periode van 2 jaar (2024 en 2025);
Aangezien de datum voor het indienen van subsidieaanvragen voor de komende 2 jaar (2024-2025) is vastgesteld op 17 november 2023;
Aangezien Watermaal-Bosvoorde het project voor de editie van 2024 draagt en Oudergem het project voor 2025 zou dragen;
Gezien de wettelijke bepalingen met betrekking tot deze aanvraag waarin een uitspraak van de Gemeenteraden van de betrokken gemeenten staat over het besluit deel te nemen aan het project, of bij gebreke moet een uitspraak van het College van Burgemeester en Schepenen, geratificeerd door de Gemeenteraad binnen de 40 dagen aan de aanvraag worden toegevoegd;
Gezien de rol van de gemeente Oudergem in de organisatie van de Joblente edities 2009 tot 2016 en zijn deelneming sinds 2017;
Gezien artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;
Aangezien dat de samenwerking van de 4 organiserende Jobhuizen toelaat het oproepproject voor de Inter Jobhuizen samenwerking van Actiris in het kader van economisch pijl;
BESLIST

- De deelname van de gemeente Oudergem toelaten ten titel van partner gemeente voor het project “Joblente 2026” in samenwerking met de Jobhuizen van Watermael-Bosvoorde, Sint-Pieters-Woluwe en Sint-Lambrechts-Woluwe ; op voorwaarde dat het bedrag van de gemeentelijke participatie niet hoger is dan het deel door de gemeente op zich genomen in het verleden, bovenop de subsidie toegekend door Actiris.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

29.01.2026/A/0016 **Affaires flamandes**
Brede School – approbation de l'avenant visant à prolonger jusqu'au 31 décembre 2026 inclus la convention entre la Commission communautaire flamande et la commune relative au projet Brede School pour la période 2024-2025

Le Conseil,
Vu la Nouvelle loi communale;
Vu la délibération du Conseil du 21 décembre 2023 (BOS 62468; #002/21.12.203/0047#) concernant l'accord et la signature de la convention avec la VGC au sujet de Brede School dans laquelle les modalités d'octroi de subsides sont fixées et la délibération du Conseil du 26 juin 2025 (BOS70847) concernant la signature d’un avenant pour prolonger la convention entre la Commission communautaire flamande (VGC) et la commune d’Auderghem relative à « Brede School » pour la période 2024-2025 jusqu’au 30 juin 2026;
Que le fonctionnaire délégué de la VGC a pris la décision formelle d'octroi du subside

Brede School pour Auderghem à hauteur de 32.500 € pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2025; que le subside a été payé en une seule tranche;
Considérant que la convention actuelle se termine le 30 juin 2026 et que la VGC est en affaires courantes il a été décidé de prolonger d'un semestre jusqu'au 31 decembre 2026 la convention;
Que, de cette façon, la commune bénéficie de davantage de sécurité pour la période à venir;
Vu la lettre de la VGC et l'avenant en annexe;
DECIDE:
D'approuver l'avenant à la convention avec la Commission communautaire flamande relatif à Brede School.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Nederlandstalige aangelegenheden
Brede School – goedkeuring van het addendum om het convenant tussen de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de gemeente met betrekking tot 'Brede School' voor de periode 2024-2025 te verlengen tot en met 31 december 2026

De Raad,
Gelet op de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 21/12/2023 betreffende het akkoord en het ondertekenen van het convenant met de VGC over Brede School waarin de werking en de subsidies werden afgesproken en de beraadslaging van 26 juni 2025 (BOS 70847) betreffende de goedkeuring van het addendum om het convenant tussen de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de gemeente met betrekking tot 'Brede School' voor de periode 2024-2025 te verlengen tot en met 30 juni 2026;
Dat de gemachtigd ambtenaar van de VGC op 18 april 2025 het formele besluit nam tot toekenning van een subsidie Brede School aan gemeente Oudergem ad 32.500 EUR voor de periode 1 januari 2025 tot en met 31 december 2025; De subsidie wordt in 1 schijf uitbetaald;
Gezien het huidige convenant Brede School 2024-2025 met de VGC op 30 juni 2026 afloopt en het VGC-College in lopende zaken daarom besliste om de convenanten en meerjarenovereenkomsten die eindigen op 30 juni 2026 met een half jaar te verlengen, zijnde tot en met 31 december 2026;
Dat op die manier de gemeente meer zekerheid krijgt over de komende periode;
Dat als bijlage de brief en het addendum gaan ter verlenging van het huidige convenant;
BESLUIT:
Om het addendum bij het convenant met de VGC over de Brede School goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Philippe Adriaenssens entre en séance / treedt in zitting.
Cécile Henrard quitte la séance / verlaat de zitting.

29.01.2026/A/0017 **Secrétariat**

Motion déposée par le groupe ECOLO-Groen relative à la suppression des subsides fédéraux en matière d'accueil et de logement des personnes sans-abri

Le Conseil Communal d'Auderghem,
Considérant que :

- Le sans-abrisme et l'absence de chez-soi constituent une forme grave de vie en situation de pauvreté, de vulnérabilité des droits et d'exclusion sociale ;
- Le nombre de personnes sans chez-soi ou mal-logées à Bruxelles est en constante augmentation, et que leurs profils sont de plus en plus variés. Ainsi, le dernier dénombrement de Bruss'Help recense 10.000 personnes concernées dont 2 à 3.000 DPI (demandeurs de protection internationale) et 1.000 personnes à la rue ;
- La dignité humaine et le droit à un logement décent sont garantis tant par la Constitution belge que par de nombreux instruments internationaux, notamment l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention européenne des droits de l'homme, ainsi que les conventions internationales relatives au droit d'asile que la Belgique s'est engagée à respecter ;
- La Belgique a signé en juin 2021 la Déclaration de Lisbonne, s'engageant à travers 5 grandes priorités à mettre fin au sans-abrisme d'ici 2030 en Europe ainsi que la Déclaration de Liège, en faveur d'un logement abordable, décent et durable en mars 2024 ;
- Il incombe aux pouvoirs publics de réagir à cette crise structurelle de l'accueil et du logement, à long terme en luttant activement contre les causes et les effets de cette crise à Bruxelles, mais aussi à court terme en veillant à ce que personne ne passe cet hiver dans la rue ;
- Au-delà de la compétence régionale en matière de sans-abrisme, les communes et leurs CPAS doivent régulièrement mettre en œuvre des solutions d'urgence pour compléter l'accueil de demandeurs d'asile ;
- Le travail remarquable et essentiel déjà réalisé au quotidien par les services de l'Administration communale, les travailleurs sociaux du CPAS, la Police ainsi que par le tissu associatif auderghemois pour soutenir les publics précarisés et qui mérite d'être salué ;
- La Commune collabore de manière étroite avec des partenaires locaux tels que le CPAS, la Police, la Croix-Rouge d'Auderghem et l'ASBL Babel'zin pour organiser des maraudes ;
- La Commune travaille également avec des partenaires régionaux pour trouver des solutions d'hébergement d'urgence, notamment Bruss'help, le Samusocial, les maraudes de Bruxelles et Includo (service de la STIB).
- Les informations sur les personnes sans abri rencontrés sont transmises au Coordinateur de la Planification d'urgence qui est notre « SPOC » grand froid ;
- La commune ne bénéficiait pas du subside « Plan grand Froid » auquel le Fédéral a mis fin, ni de l'important subside à la Région dans le cadre du Brussels Deal, auquel le Fédéral menace de mettre fin dès 2026.
- Le gouvernement fédéral a décidé de mettre fin au subside « Grand Froid » à partir de l'hiver 2025-2026, au motif que l'accueil hivernal et la prise en charge des personnes sans abri relèvent désormais des compétences régionales et communautaires, cette intervention étant qualifiée de « compétence usurpée » par l'Inspection des finances ;
- Parallèlement, la Région de Bruxelles-Capitale consacre près de 55 millions d'euros par an à la lutte contre le sans-abrisme, en finançant l'hébergement d'urgence, le Housing First, l'accompagnement social et les dispositifs structurels de sortie de rue, tandis que la COCOF et la COCOM renforcent également leurs propres mécanismes de soutien : depuis 2019, le budget

consacré à la lutte contre le sans-abrisme a plus que doublé, passant de 34,5 millions à 73 millions d'euros (COCOM et COCOF) ;
- L'absence prolongée de gouvernement en Région de Bruxelles-Capitale et la gestion en douzième provisoire du budget régional fragilisent le secteur associatif et le contraint à réduire drastiquement ses activités ;
- La suppression de tels subsides risque d'entraîner des conséquences sur les communes, dont Auderghem, qui devront absorber une partie de la demande d'accueil d'urgence ;
- De nombreuses personnes sans-chez-soi connues des services de prévention et du secteur associatif circulent entre les territoires des différentes communes ;
- De manière générale, la diminution, annoncée par la Ministre fédérale de la migration et de l'intégration sociale, des budgets d'aide sociale destinés aux personnes sans chez-soi ou mal-logées à la Région et aux CPAS est un signal qui peut être jugé par certains de préoccupant qui peut fragiliser encore davantage les personnes les plus vulnérables ;
- Le froid extrême est une source de danger vital pour les personnes sans-chez-soi mais que les conditions de vie dans la rue, durant toute l'année, constituent un danger vital : insécurité, assuétudes, santé mentale, … ;
- La Ministre fédérale en charge de la Régie des bâtiments a annoncé mettre à disposition les bâtiments vides de la Régie des bâtiments pour accueillir les dispositifs en cas de grand froid ;

Encourage le Collège à

1. Continuer à maintenir les initiatives communales d'accès à un logement digne, et de soutien aux personnes sans-chez-soi, via l'aide numéraire et non numéraire aux acteurs du secteur associatif ;
2. Continuer à nouer des liens de manière pro-active et préventive avec le secteur associatif qui est compétent pour accueillir les personnes sans-chez-soi.
3. Continuer à soutenir les initiatives en faveur de l'accueil et du logement des personnes sans chez soi ;
4. Soutenir le développement de projets innovants en faveur des personnes sans chez-soi tel des chauffoirs ;
5. Envisager le recours au pouvoir de réquisition dévolu aux Bourgmestres de bâtiments fédéraux ou privés vides et salubres situés sur son territoire afin de mettre à l'abri la nuit les personnes sans chez-soi lors des épisodes de froid extrême ;
6. Maintenir une politique volontariste en matière d'encadrement des occupations temporaires conformément aux dispositions régionales ;
7. Poursuivre, en collaboration avec tous les partenaires identifiés dont le CPAS, l'organisation du Plan Grand Froid afin de protéger les personnes les plus fragilisées face aux températures négatives.

Demande aux négociateurs bruxellois de maintenir des ambitions élevées en matière :

- d'accès au logement,
- de lutte contre le mal-logement,
- et de dispositifs d'accueil des personnes précarisées lors des vagues de froid intense

Demande au gouvernement fédéral :

- de maintenir les moyens et les subsides liés pour les compétences fédérales en matière de lutte contre le sans-abrisme ;
- de respecter ses engagements en matière de droit à l'accueil et au logement, conformément aux conventions internationales ratifiées par la Belgique ;

- de continuer de donner les moyens nécessaires aux CPAS pour leur prise en charge directe ou indirecte de ce public.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 23 votes positifs, 4 votes négatifs, 1 abstention.
Non : Philippe Adriaenssens, Valérie Glatigny, Gabriela Banu, Edouard Brainis.
Abstention : Martine Maelschalck.

Secretariaat
Motie ingediend door de fractie ECOLO-Groen betreffende de afschaffing van federale subsidies voor de opvang en huisvesting van daklozen

De Gemeenteraad van Oudergem,
Overwegende dat:

- Dakloosheid en het ontbreken van een thuis een ernstige vorm van armoede, kwetsbaarheid van rechten en sociale uitsluiting vormen;
- Het aantal daklozen en slecht gehuisveste personen in Brussel voortdurend toeneemt en hun profielen steeds diverser worden. Zo telt de laatste telling van Bruss'Help 10.000 betrokken personen, waaronder 2 tot 3.000 VIB's (verzoekers om internationale bescherming) en 1.000 daklozen;
- De menselijke waardigheid en het recht op behoorlijke huisvesting worden zowel door de Belgische grondwet als door talrijke internationale instrumenten gewaarborgd, met name artikel 25 van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en de internationale verdragen inzake het recht op asiel die België zich ertoe heeft verbonden na te leven;
- België heeft in juni 2021 de Verklaring van Lissabon ondertekend, waarin het zich via vijf grote prioriteiten ertoe verbindt om tegen 2030 een einde te maken aan dakloosheid in Europa, alsook de Verklaring van Luik, die pleit voor betaalbare, fatsoenlijke en duurzame huisvesting in maart 2024;
- Het is de taak van de overheid om op deze structurele crisis op het gebied van opvang en huisvesting te reageren, zowel op lange termijn door de oorzaken en gevolgen van deze crisis in Brussel actief te bestrijden, als op korte termijn door ervoor te zorgen dat niemand deze winter op straat hoeft door te brengen.
- Naast de regionale bevoegdheid op het gebied van dakloosheid moeten de gemeenten en hun OCMW's regelmatig noodoplossingen implementeren om de opvang van asielzoekers aan te vullen;
- Het opmerkelijke en essentiële werk dat al dagelijks wordt verricht door de diensten van het gemeentebestuur, de maatschappelijk werkers van het OCMW, de politie en het verenigingsleven in Oudergem om kwetsbare groepen te ondersteunen, verdient alle lof.
- De gemeente werkt nauw samen met lokale partners zoals het OCMW, de politie, het Rode Kruis van Oudergem en de vzw Babel'zin om straatrondes te organiseren.
- De gemeente werkt ook samen met regionale partners om oplossingen voor noodopvang te vinden, met name Bruss'help, Samusocial, de straathoekwerkers van Brussel en Includo (dienst van de MIVB).
- De informatie over de ontmoete daklozen wordt doorgegeven aan de coördinator voor noodplanning, die onze "SPOC" voor extreme kou is.
- De gemeente kreeg geen subsidie uit het 'Plan Grand Froid', dat door de federale overheid is stopgezet, noch de belangrijke subsidie van het Gewest in het kader van de Brussels Deal, die de federale overheid dreigt stop te zetten vanaf 2026.

- De federale regering heeft besloten om de subsidie voor extreme koude vanaf de winter van 2025-2026 stop te zetten, omdat de opvang en begeleiding van daklozen voortaan onder de bevoegdheid van de gewesten en gemeenschappen vallen. Deze maatregel wordt door de Inspectie van Financiën beschouwd als een "onrechtmatige bevoegdheid".
- Tegelijkertijd besteedt het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bijna 55 miljoen euro per jaar aan de bestrijding van dakloosheid, door noodopvang, Housing First, sociale begeleiding en structurele maatregelen om mensen van de straat te halen te financieren, terwijl de COCOF en de COCOM ook hun eigen ondersteuningsmechanismen versterken: sinds 2019 is het budget voor de bestrijding van dakloosheid meer dan verdubbeld, van 34,5 miljoen tot 73 miljoen euro (COCOM en COCOF);
- Het langdurige uitblijven van een regering in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het beheer van de gewestelijke begroting op basis van twaalfde delen verzwakken de verenigingssector en dwingen deze tot een drastische vermindering van zijn activiteiten;
- De afschaffing van dergelijke subsidies kan gevolgen hebben voor gemeenten, waaronder Oudergem, die een deel van de vraag naar noodopvang zullen moeten opvangen;
- Veel daklozen die bekend zijn bij de preventiediensten en de verenigingssector, rondzwerven tussen de verschillende gemeenten;
- In het algemeen is de door de federale minister van Migratie en Sociale Integratie aangekondigde vermindering van de sociale bijstandsuitgaven voor daklozen en slecht gehuisveste personen in het Gewest en de OCMW's een signaal dat door sommigen als zorgwekkend kan worden beschouwd en dat de meest kwetsbare personen nog verder kan verzwakken.
- Extreme kou is een levensgevaarlijke situatie voor daklozen, maar ook het leven op straat vormt het hele jaar door een levensgevaarlijke situatie: onveiligheid, verslavingen, geestelijke gezondheid, enz.
- De federale minister die verantwoordelijk is voor de Regie der Gebouwen heeft aangekondigd dat de leegstaande gebouwen van de Regie der Gebouwen beschikbaar zullen worden gesteld om bij extreme kou opvang te bieden.

Moedigt het College aan om

1. De gemeentelijke initiatieven voor toegang tot fatsoenlijke huisvesting en ondersteuning van daklozen voort te zetten door middel van financiële en niet-financiële steun aan actoren uit de verenigingssector;
2. Proactief en preventief banden te blijven smeden met de verenigingssector die bevoegd is voor de opvang van daklozen.
3. Initiatieven voor de opvang en huisvesting van daklozen te blijven ondersteunen;
4. De ontwikkeling van innovatieve projecten ten behoeve van daklozen, zoals verwarmingscentra, ondersteunen.
5. Overwegen om gebruik te maken van de bevoegdheid van burgemeesters om leegstaande en bewoonbare federale of particuliere gebouwen op hun grondgebied te vorderen om daklozen tijdens periodes van extreme kou 's nachts onderdak te bieden;
6. Een proactief beleid blijven voeren op het gebied van tijdelijke bewoning, in overeenstemming met de regionale bepalingen;
7. In samenwerking met alle betrokken partners, waaronder het OCMW, het Winterplan blijven organiseren om de meest kwetsbare personen te beschermen tegen temperaturen onder het vriespunt.

Verzoekt de Brusselse onderhandelaars om hoge ambities te blijven nastreven op het

gebied van:

- toegang tot huisvesting,
- de bestrijding van slechte huisvesting,
- en opvangvoorzieningen voor kwetsbare personen tijdens periodes van extreme kou.

Verzoekt de federale regering:

- de middelen en subsidies te handhaven die verband houden met de federale bevoegdheden op het gebied van de bestrijding van dakloosheid;
- haar verbintenissen inzake het recht op opvang en huisvesting na te komen, in overeenstemming met de door België geratificeerde internationale verdragen;
- de OCMW's de nodige middelen te blijven verstrekken voor hun directe of indirecte zorg voor deze doelgroep.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 23 positieve stemmen, 4 negatieve stemmen, 1 onthouding.
Nee : Philippe Adriaenssens, Valérie Glatigny, Gabriela Banu, Edouard Brainis.
Onthouding : Martine Maelschalck.

Cécile Henrard entre en séance / treedt in zitting.

29.01.2026/A/0018 **Secrétariat**
Question orale de Monsieur Martin Willemart (Les Engagés) : rénovation énergétique du bâti

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins.
Chers Collègues,
Le secteur résidentiel est responsable de 35% de l'empreinte carbone totale de la Région bruxelloise. On estime que près d'un logement sur deux à Bruxelles dispose d'une très mauvaise performance énergétique (classes F et G de performance énergétique). 80% du parc résidentiel bruxellois nécessite des rénovations énergétiques majeures d'ici 2050.
Bruxelles se trouve donc à un tournant concernant sa politique de lutte contre le dérèglement climatique en matière de rénovation, d'autant qu'elle affiche un taux de rénovation annuel extrêmement bas (+/- 1%), qu'il faudrait multiplier par 4 afin d'atteindre les objectifs de neutralité carbone. Ceci, dans un contexte où les primes Renolution, suspendues depuis plusieurs mois, ont démontré certaines limites, vu l'effet d'aubaine entraîné.
La commune d'Auderghem fait face aux mêmes enjeux et se doit de prendre ses responsabilités afin de viser l'efficacité énergétique du bâti sur son sol. Notre déclaration de politique générale annonçait d'ailleurs « Auderghem, une commune durable et résiliente face aux défis environnementaux ».
Selon le dernier rapport « Certification PEB des habitations individuelles » publié par Bruxelles Environnement sur les données de 2024, 46,2% des habitations à Auderghem disposent d'un certificat PEB valide. Auderghem se place 7e du classement, derrière Ixelles, Woluwé Saint Pierre, Bruxelles Ville, Etterbeek, Uccle, et Woluwé Saint Lambert en termes de proportion de logements certifiés par rapport à l'ensemble du bâti résidentiel.

Selon les dernières données de l'institut bruxellois de statistiques et d'analyse (IBSA), les maisons 3 et 4 façades sont surreprésentées à Auderghem par rapport à la Région dans son ensemble. À l'inverse, les immeubles à appartements, dont la rénovation dans un contexte de copropriété s'avère plus compliquée, sont sous-représentés à Auderghem (13 % contre 23 % en Région bruxelloise). Toujours selon l'IBSA, Auderghem fait également partie des communes bruxelloises où la proportion de propriétaires et de propriétaires occupants est parmi la plus élevée de la région. Occuper le logement dont on est propriétaire étant un facteur clé, favorisant la décision d'entreprendre des rénovations énergétiques comme le montrent de nombreuses études.
Enfin, différents outils existent afin de mobiliser la rénovation en milieu résidentiel, comme celui du 'train de rénovation' ; c'est-à-dire des interventions groupées, standardisées qui permettent de réduire le temps et les coûts des travaux tout en offrant des garanties aux entrepreneurs et un accompagnement aux propriétaires (occupants ou bailleurs). C'est le cas du projet Reno+ lancé en 2023 à Braine l'Alleud dans lequel la commune a joué un rôle clé comme partenaire au sein du projet. D'autres communes bruxelloises se pencheraient d'ailleurs actuellement sur ce modèle.
Compte tenu de ces enjeux, mes questions sont les suivantes :

1. La performance énergétique des bâtiments étant un des principaux leviers de réduction d'émissions carbone, si pas le principal, qu'est-ce que le collège communal compte mettre sur pied, en plus de ce qui est réalisé actuellement, pour encourager davantage la rénovation du bâti résidentiel sur son territoire, en mobilisant les propriétaires ?
2. Etant donné l'obligation pour l'ensemble du bâti résidentiel de disposer d'un certificat PEB en 2030 et compte tenu de l'importance de disposer d'un tel état des lieux afin de conscientiser de l'importance de la rénovation énergétique, quelles actions le collège est-il prêt à engager d'ici la fin de la législature pour certifier énergétiquement plus de la moitié des logements restants ?
3. Les règles urbanistiques (y compris la complexité et la durée des procédures) étant à de nombreux égards un frein pour la rénovation énergétique, le collège est-il prêt à assouplir certaines règles, dans la mesure de ses compétences, et à porter le message aux autres instances afin de faciliter diverses actions comme l'isolation thermique par l'extérieur entrainant un non-alignement des façades?
4. Au vu de la typologie des bâtiments et des occupants auderghemois, le collège est-il prêt à investir d'ici la fin de la législature dans l'élaboration d'un train de rénovation sur quelques rues ou un petit nombre d'îlots ciblés ?
5. L'auto-rénovation ainsi que l'auto-rénovation accompagnée, étant une piste à explorer afin d'augmenter le rythme de rénovation nécessaire pour décarboner le bâti résidentiel, comment la commune peut-elle agir afin d'encourager ces pratiques ?
6. Quel est l'état de performance énergétique des logements de la régie foncière ? 500 000 euros ont été prévus dans le budget 2026 pour la rénovation énergétique du parc de la régie. Ce montant concerne la rénovation de combien de logements ?
7. L'Union Européenne fait de la rénovation du bâti une réelle priorité et dispose à ce sujet de nombreuses opportunités en termes de projets d'accompagnement et de financement. L'UE a présenté son plan d'accès au logement abordable en décembre, avec plusieurs mesures sur la rénovation. La commune a-t-elle déjà candidaté à des projets dans ce domaine ? Compte-t-elle le faire à l'avenir ? Si oui, pour quels projets ?

Je vous remercie

- **Réponse de Monsieur Matthieu Pillois, Échevin :**

Monsieur le Conseiller,
La rénovation énergétique du bâti est un enjeu majeur, à la fois environnemental, social et économique. Mais c'est aussi un sujet complexe, qui nécessite de bien comprendre le rôle de chaque niveau de pouvoir, afin d'éviter toute confusion sur ce qu'une commune peut réellement faire.
En matière de rénovation énergétique, le cadre réglementaire est avant tout issu d'une Directive européenne transposée en droit national par chaque pays membres. En Belgique, la réglementation PEB relève d'une compétence régionale, chacune des trois régions ayant transposé la directive dans sa réglementation. Au niveau bruxellois, Bruxelles Environnement est l'administration régionale chargée de concevoir et de faire appliquer la réglementation PEB aux côtés de urban.brussels (administration régionale) et des administrations communales bruxelloises, également chargés de faire appliquer une partie de cette réglementation (1). Les normes PEB telles que nous les appliquons, ainsi que les obligations légales, les échéances, les dispositifs d'aides financières et le cadre urbanistique sont donc définis par la Région. La commune ne fixe pas ces règles et ne peut ni les assouplir, ni y déroger. Un règlement communal ne peut jamais être contraire aux règlements régionaux qui s'imposent intégralement aux communes tels que le Règlement régional d'urbanisme pour les matières régissant de la construction, de la rénovation et de l'aménagement des abords des bâtiments ou encore le Code Bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Energie, dit CoBrACE qui est l'ordonnance cadre de la Région de Bruxelles-Capitale et, avec ses arrêtés, le texte de référence en matière de réglementation Travaux PEB. La hiérarchie des normes est claire.
Concrètement, cela signifie que, même lorsque l'objectif poursuivi est strictement énergétique, la commune ne dispose d'aucune marge réglementaire pour simplifier seule les démarches. Par exemple, une isolation de façade avant reste soumise à permis si le RRU l'exige. Certaines rénovations de toitures nécessitent toujours une autorisation. Les contraintes patrimoniales et urbanistiques continuent à s'appliquer, même lorsqu'il s'agit d'améliorer la performance énergétique d'un bâtiment.
Cela ne veut pas dire que la commune est passive. Auderghem a, au contraire, interpellé la Région à plusieurs reprises avec des propositions très concrètes : la possibilité de dispenser de permis certaines rénovations énergétiques de toiture, l'assouplissement des règles pour les façades arrière non visibles depuis l'espace public, ou encore l'autorisation d'isoler les façades avant jusqu'à l'alignement du trottoir. Mais tant que ces évolutions ne sont pas intégrées dans le cadre régional, la commune est tenue d'appliquer les règles existantes, même lorsqu'elles compliquent des projets pourtant vertueux.
Dans ce cadre contraint, le rôle de la commune est avant tout d'informer, d'accompagner et d'orienter. C'est dans cet esprit qu'Auderghem a organisé en 2023 le salon « Primes et Économies d'énergie », en lien avec des opérateurs spécialisés et des acteurs régionaux, afin de permettre aux habitants de mieux comprendre les aides existantes, les démarches à suivre et les contraintes réglementaires. C'est aussi dans ce cadre qu'un nouveau cycle de conférences sera organisé, consacré à la rénovation du bâti, avec une approche volontairement pédagogique et concrète.
La question du train de rénovation mérite également d'être abordée avec nuance. Cet outil peut être pertinent dans certains contextes, mais il repose sur une logique collective très exigeante. Pour fonctionner, il faut une forte adhésion des propriétaires, une compatibilité réglementaire pour chaque bâtiment concerné et une coordination fine entre des situations souvent très différentes. Dans les faits, un seul immeuble confronté à une contrainte urbanistique ou patrimoniale peut bloquer ou retarder l'ensemble du projet.
Le train de rénovation implique aussi des coûts importants en matière d'ingénierie, de

coordination et d'accompagnement technique, juridique et financier. Sans portage régional fort, ces coûts dépassent largement les capacités financières et humaines d'une commune seule. Il existe enfin des risques réels de standardisation de solutions techniques peu adaptées, de pression sur les prix de l'immobilier rénové et de concentration des moyens sur un périmètre restreint, au détriment d'une approche plus progressive et plus équitable.
D'autre part, au vu de l'expérience rencontrée au sein du service de l'Urbanisme, les comportements observés montrent que l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments est déjà largement portée par des motivations intrinsèques, indépendamment de nouveaux mécanismes incitatifs. Il apparaît en effet que de nombreux citoyens engagent d'ores et déjà des démarches visant à améliorer la performance énergétique de leur bien et que cette dynamique repose sur des leviers telles qu'une sensibilité aux enjeux environnementaux, une recherche d'économie sur leur facture d'énergie, une valorisation de leur patrimoine immobilier grâce à un meilleur indice de performance énergétique et une anticipation des futures obligations réglementaires déjà en place. Nous avons également constaté que la prime Renolution avait constitué un levier de motivation considérable pour la plupart des citoyens mais ce dispositif est actuellement suspendu dans le contexte d'un gouvernement en affaire courante. La décision de reprendre ce mécanisme dépendra des orientations du prochain gouvernement et de ses arbitrages budgétaires.
Pour toutes ces raisons, le Collège considère que la stratégie de rénovation relève avant tout d'une politique régionale. La commune peut jouer un rôle de facilitateur, de relais et d'information, mais elle ne peut ni piloter ni financer seule ce type de dispositif.
En conclusion, la position du Collège est claire et responsable. Auderghem agit pleinement là où elle est compétente, en informant, en accompagnant et en sensibilisant les habitants, tout en interpellant la Région pour faire évoluer le cadre réglementaire lorsque cela est nécessaire. Mais nous refusons de promettre ce que la commune ne peut ni réglementer, ni financer. C'est une question de sérieux, de transparence et de respect à l'égard des citoyens.
Je cède maintenant la parole à mon collègue en charge de la Régie foncière, qui répondra aux deux dernières questions posées.

- **<u>Réponse de Monsieur Michel Blampain, Échevin</u>**

Monsieur le Conseiller,
La commune vise évidemment l'exemplarité en matière de gestion de son propre parc de logements, et en particulier de ceux gérés par la régie foncière. L'échéance du 01/01/2033 – qui prévoit l'interdiction de mettre en location des logements avec score PEB F et G - est donc un objectif à atteindre.
À ce jour, la quasi-totalité des logements de la régie foncière dispose d'un certificat PEB valide, ce qui témoigne déjà d'une volonté de transparence et de connaissance fine de l'état du bâti. Cela a été ma priorité dès mon arrivée. Il est cependant important de rappeler le cadre financier très contraint dans lequel s'inscrit l'action de la régie foncière. Les logements sont mis en location à loyer modéré, sur la base de coûts d'acquisition et de rénovation maîtrisés, ce qui ne laisse que peu, voire aucune marge de manœuvre pour des rénovations lourdes visant un saut important de classes PEB. Contrairement à certains opérateurs régionaux, les investissements doivent être réalisés en fonds propres, sans possibilité de s'appuyer sur des mécanismes de péréquation à grande échelle.
Dans ce contexte, la commune a fait le choix d'une approche pragmatique et progressive. La régie foncière a identifié plusieurs immeubles pour lesquels des travaux raisonnables et ciblés permettent une amélioration réelle de la performance énergétique, sans mettre en péril l'équilibre financier du parc : isolation de combles perdus, remplacement de chaudières vétustes, interventions ponctuelles sur

l'enveloppe du bâtiment ou sur certains systèmes techniques.
Il est important de se rappeler que Les certificats PEB proposent des pistes relativement concrètes afin d'améliorer la classe énergétique du bien. Nous avions des échanges avec le certificateur afin de planifier les rénovations pour tels ou tels logements. Toutes ces actions, même si elles ne permettent pas toujours d'atteindre des classes énergétiques élevées, contribuent concrètement à réduire les consommations et les émissions, tout en améliorant le confort des occupants.
Les premières installations de panneaux photovoltaïques sur les biens de la régie foncière sont prévues pour cette année. Différents logements ont déjà fait l'objet l'année dernière d'isolation de toiture par l'intérieur.
Par ailleurs, les équipes techniques communales suivront prochainement des formations relatives à l'isolation par l'extérieur de toitures plates.
Il est prévu en 2026 de financer des travaux d'isolation de 9 logements, outre 5 logements qui bénéficieront d'une installation photovoltaïque, afin de leur permettre à tout le moins d'atteindre la classe énergétique E.
La future Communauté locale d'énergie permettra également de mutualiser les dépenses énergétiques des bâtiments, tant communaux que ceux de la Régie, ceci afin d'éviter que l'énergie produite par nos installations soient simplement réinjectées dans le réseau.
Au sujet des 500.000 € auxquels vous faites allusion, il y a bien un prélèvement de 510.000 € du budget d'exploitation pour financer le budget patrimonial, mais de ce montant il faut déjà déduire 135.000 € pour le remboursement des emprunts et 30k pour les frais d'études. Le budget des articles « travaux » à l'extraordinaire est de 340.000 €. En principe l'amélioration énergétique pour 2026 concernera 15 logements : Paradisiers 1 (4 logements), Schoofs 1 (2 logements), Stratégie 41 (3 logements) et les maisons Triomphe 56-61 avec l'installation de panneaux photovoltaïques.
La commune est pleinement consciente que l'Union européenne fait de la rénovation énergétique du bâti résidentiel une priorité stratégique, tant sur le plan climatique que social. Néanmoins, la participation à des projets européens requiert des ressources humaines, techniques et administratives importantes, ainsi qu'une capacité de cofinancement qui n'est pas toujours évidente à mobiliser à l'échelle communale, en particulier dans le contexte budgétaire actuel.
À ce stade, Auderghem n'a pas encore candidaté directement à des projets européens spécifiquement dédiés à la rénovation énergétique résidentielle.
Cela étant, le Collège reste attentif aux opportunités qui pourraient émerger, notamment dans le cadre de projets de coopération intercommunale, de partenariats avec la Région ou d'initiatives pilotes qui porterait sur l'accompagnement des propriétaires, sur la rénovation progressive ou sur la mutualisation des expertises.
En somme, si les ambitions européennes en matière de rénovation sont partagées par la commune, leur traduction concrète à l'échelle locale nécessite tout de même un cadre stable, lisible et sécurisé, sans lequel il serait irresponsable pour une commune comme la nôtre de s'engager financièrement.
J'espère avoir répondu à vos questions.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat
Mondelinge vraag van de Heer Martin Willemart (Les Engagés): energetische vernieuwing van gebouwen

Mijnheer de Voorzitter,
Mevrouw de Burgemeester,
Dames en Heren Schepenen,
Beste Collega's,

De residentiële sector is verantwoordelijk voor 35% van de totale koolstofvoetafdruk van het Brussels Gewest. Men schat dat bijna één woning op twee in Brussel een zeer slechte energieprestatie heeft (energieprestatieklassen F en G). 80% van het Brusselse woningbestand heeft tegen 2050 nood aan ingrijpende energetische renovaties.
Brussel bevindt zich dus op een keerpunt wat betreft haar beleid inzake de strijd tegen de klimaatverandering op het vlak van renovatie, des te meer omdat het een extreem lage jaarlijkse renovatiegraad kent (+/- 1%), die verviervoudigd zou moeten worden om de doelstellingen van koolstofneutraliteit te bereiken. Dit gebeurt in een context waarin de Renolution-premies, die al enkele maanden zijn opgeschort, bepaalde beperkingen hebben aangetoond, gezien het opportuniteitseffect dat ze teweegbrachten.
De gemeente Oudergem staat voor dezelfde uitdagingen en moet haar verantwoordelijkheid opnemen om de energie-efficiëntie van het gebouwenbestand op haar grondgebied te verbeteren. Onze algemene beleidsverklaring kondigde trouwens aan: «Oudergem, een duurzame en veerkrachtige gemeente tegenover de milieu-uitdagingen».
Volgens het laatste rapport «EPB-certificatie van individuele woningen» gepubliceerd door Leefmilieu Brussel op basis van de gegevens van 2024, beschikt 46,2% van de woningen in Oudergem over een geldig EPB-certificaat. Oudergem staat op de 7de plaats van de ranglijst, achter Elsene, Sint-Pieters-Woluwe, Stad Brussel, Etterbeek, Ukkel en Sint-Lambrechts-Woluwe, wat betreft het aandeel gecertificeerde woningen in verhouding tot het totale residentiële gebouwenbestand.
Volgens de meest recente gegevens van het Brussels Instituut voor Statistiek en Analyse (BISA) zijn de drie- en viergevelwoningen in Oudergem oververtegenwoordigd in vergelijking met het Gewest als geheel. Omgekeerd zijn de appartementsgebouwen, waarvan de renovatie in een mede-eigendomscontext complexer blijkt, ondervertegenwoordigd in Oudergem (13% tegenover 23% in het Brussels Gewest). Nog steeds volgens het BISA behoort Oudergem ook tot de Brusselse gemeenten waar het aandeel eigenaars en eigenaar-bewoners tot de hoogste van het Gewest behoort. Het bewonen van de woning waarvan men eigenaar is, vormt een sleutelfactor die de beslissing om energetische renovaties uit te voeren bevordert, zoals talrijke studies aantonen.
Ten slotte bestaan er verschillende instrumenten om renovatie in de residentiële sector te stimuleren, zoals het ‘renovatietraject’; dat wil zeggen gegroepeerde, gestandaardiseerde ingrepen die de tijd en de kosten van de werken verminderen, terwijl ze garanties bieden aan de aannemers en begeleiding aan de eigenaars (bewoners of verhuurders). Dat is het geval bij het project Reno+ dat in 2023 in Eigenbrakel werd gelanceerd, waarbij de gemeente een sleutelrol speelde als partner binnen het project. Andere Brusselse gemeenten zouden zich momenteel eveneens over dit model buigen.
Gezien deze uitdagingen zijn mijn vragen de volgende:

1. Aangezien de energieprestatie van gebouwen één van de belangrijkste hefbomen is voor de vermindering van de koolstofuitstoot, zo niet de belangrijkste, wat is het college van burgemeester en schepenen van plan op te zetten, bovenop wat momenteel al gebeurt, om de renovatie van het residentiële gebouwenbestand op haar grondgebied verder te stimuleren, door de eigenaars te mobiliseren?
2. Gezien de verplichting dat het volledige residentiële gebouwenbestand tegen 2030 over een EPB-certificaat moet beschikken en rekening houdend met het belang van een dergelijke inventaris om het bewustzijn rond energetische renovatie te vergroten, welke acties is het college bereid te ondernemen tegen het einde van de legislatuur om energetisch meer dan de helft van de resterende woningen te certificeren?

3. Aangezien de stedenbouwkundige regels (inclusief de complexiteit en de duur van de procedures) op vele vlakken een belemmering vormen voor energetische renovatie, is het college bereid bepaalde regels, binnen de grenzen van zijn bevoegdheden, te versoepelen en de boodschap over te brengen aan andere instanties om diverse acties te vergemakkelijken, zoals buitengevelisolatie die leidt tot een niet-uitlijning van de gevels?
4. Gezien de typologie van de gebouwen en bewoners in Oudergem, is het college bereid tegen het einde van de legislatuur te investeren in de uitwerking van een renovatietraject in enkele straten of een klein aantal gerichte bouwblokken?
5. Zelfrenovatie evenals begeleide zelfrenovatie vormen een piste die kan worden onderzocht om het renovatieritme dat nodig is om het residentiële gebouwenbestand koolstofvrij te maken, te verhogen. Hoe kan de gemeente optreden om deze praktijken aan te moedigen?
6. Wat is de energieprestatiestatus van de woningen van de vastgoedregie? In de begroting 2026 werd 500.000 euro voorzien voor de energetische renovatie van het patrimonium van de regie. Op de renovatie van hoeveel woningen heeft dit bedrag betrekking?
7. De Europese Unie maakt van de renovatie van het gebouwenbestand een echte prioriteit en beschikt in dat verband over talrijke mogelijkheden op het vlak van begeleidings- en financieringsprojecten. De EU heeft in december haar plan voor toegang tot betaalbare huisvesting voorgesteld, met verschillende maatregelen inzake renovatie. Heeft de gemeente zich reeds kandidaat gesteld voor projecten op dit domein? Is zij van plan dit in de toekomst te doen? Zo ja, voor welke projecten?

Ik dank u.

- **<u>Antwoord van de heer Matthieu Pillois, Schepen :</u>**

Mijnheer de Raadslid,
De energetische renovatie van het gebouwenbestand is een grote uitdaging, zowel op milieu-, sociaal als economisch vlak. Het is echter ook een complex thema, waarvoor een goed begrip nodig is van de rol van elk beleidsniveau, om verwarring te vermijden over wat een gemeente daadwerkelijk kan doen.
Wat energetische renovatie betreft, is het regelgevend kader in de eerste plaats afkomstig van een Europese Richtlijn die door elke lidstaat in nationaal recht werd omgezet. In België is de EPB-regelgeving een gewestelijke bevoegdheid, waarbij elk van de drie gewesten de richtlijn in zijn eigen regelgeving heeft omgezet. Op Brussels niveau is Leefmilieu Brussel de gewestelijke administratie die belast is met het uitwerken en toepassen van de EPB-regelgeving, naast urban.brussels (gewestelijke administratie) en de Brusselse gemeentelijke administraties, die eveneens belast zijn met de toepassing van een deel van deze regelgeving (1).
De EPB-normen zoals wij die toepassen, evenals de wettelijke verplichtingen, termijnen, financiële steunmaatregelen en het stedenbouwkundig kader, worden dus door het Gewest vastgelegd. De gemeente bepaalt deze regels niet en kan ze noch versoepelen, noch ervan afwijken. Een gemeentelijke verordening kan nooit strijdig zijn met de gewestelijke regelgeving die volledig van toepassing is op de gemeenten, zoals de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening voor aangelegenheden inzake bouw, renovatie en inrichting van de omgeving van gebouwen, of het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing, het zogenaamde CoBrACE, dat de kaderordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vormt en samen met zijn uitvoeringsbesluiten de referentietekst is inzake EPB-werken. De hiërarchie van de normen is duidelijk.
Concreet betekent dit dat, zelfs wanneer het nagestreefde doel louter energetisch is, de gemeente over geen enkele regelgevende marge beschikt om de procedures op eigen

initiatief te vereenvoudigen. Zo blijft bijvoorbeeld gevelisolatie aan de voorzijde vergunningsplichtig indien de GSV dit vereist. Bepaalde dakrenovaties vereisen nog steeds een vergunning. Erfgoed- en stedenbouwkundige beperkingen blijven van toepassing, zelfs wanneer het gaat om het verbeteren van de energieprestatie van een gebouw.
Dat betekent niet dat de gemeente passief is. Integendeel, Oudergem heeft het Gewest herhaaldelijk aangesproken met zeer concrete voorstellen: de mogelijkheid om bepaalde energetische dakrenovaties vrij te stellen van vergunning, een versoepeling van de regels voor achtergevels die niet zichtbaar zijn vanaf de openbare ruimte, of nog de toelating om voorgevels tot aan de rooilijn van het trottoir te isoleren. Zolang deze evoluties echter niet in het gewestelijk kader zijn opgenomen, is de gemeente verplicht de bestaande regels toe te passen, zelfs wanneer die projecten bemoeilijken die nochtans positief en duurzaam zijn.
Binnen dit dwingende kader bestaat de rol van de gemeente in de eerste plaats uit informeren, begeleiden en oriënteren. Vanuit die invalshoek organiseerde Oudergem in 2023 de beurs “Premies en Energiebesparingen”, in samenwerking met gespecialiseerde operatoren en gewestelijke actoren, om de inwoners beter inzicht te geven in de bestaande steunmaatregelen, de te volgen procedures en de regelgevende beperkingen. In datzelfde kader zal ook een nieuwe reeks conferenties worden georganiseerd, gewijd aan de renovatie van het gebouwenbestand, met een bewust pedagogische en concrete aanpak.
De kwestie van het renovatietraject (renovatietrein) verdient eveneens een genuanceerde benadering. Dit instrument kan in bepaalde contexten relevant zijn, maar steunt op een zeer veeleisende collectieve logica. Voor een goede werking is een sterke betrokkenheid van de eigenaars nodig, een regelgevende compatibiliteit voor elk betrokken gebouw en een fijne coördinatie tussen vaak zeer uiteenlopende situaties. In de praktijk kan één enkel gebouw met een stedenbouwkundige of erfgoedbeperking het volledige project blokkeren of vertragen.
Een renovatietraject brengt bovendien aanzienlijke kosten met zich mee op het vlak van engineering, coördinatie en technische, juridische en financiële begeleiding. Zonder een sterke gewestelijke ondersteuning overstijgen deze kosten ruimschoots de financiële en menselijke capaciteit van een gemeente alleen. Ten slotte bestaan er reële risico’s op standaardisering van technische oplossingen die niet altijd aangepast zijn, op druk op de prijzen van gerenoveerd vastgoed en op een concentratie van middelen op een beperkt gebied, ten nadele van een meer geleidelijke en rechtvaardige aanpak.
Daarnaast tonen de ervaringen binnen de dienst Stedenbouw aan dat de verbetering van de energieprestatie van gebouwen vandaag al in ruime mate wordt gedragen door intrinsieke motivaties, los van nieuwe stimulerende mechanismen. Veel burgers ondernemen reeds stappen om de energieprestatie van hun woning te verbeteren, gedreven door factoren zoals milieubewustzijn, de wens om te besparen op de energiefactuur, de meerwaarde van hun vastgoed dankzij een betere energieprestatie-index en de anticipatie op toekomstige, reeds bestaande regelgeving. Wij hebben ook vastgesteld dat de Renolution-premie voor de meeste burgers een zeer belangrijke motivator was, maar dit mechanisme is momenteel opgeschort in de context van een regering in lopende zaken. De beslissing om dit systeem opnieuw op te starten zal afhangen van de beleidskeuzes van de volgende regering en haar budgettaire afwegingen.
Om al deze redenen is het College van oordeel dat de renovatiestrategie in de eerste plaats een gewestelijk beleidsdomein is. De gemeente kan een rol spelen als facilitator, doorgeefluik en informatieverstrekker, maar zij kan dit soort instrumenten noch alleen sturen, noch alleen financieren.
Tot besluit is de positie van het College duidelijk en verantwoordelijk. Oudergem handelt ten volle binnen haar bevoegdheden door de inwoners te informeren, te

begeleiden en te sensibiliseren, en door het Gewest aan te spreken wanneer een aanpassing van het regelgevend kader nodig is. Maar wij weigeren te beloven wat de gemeente noch kan regelen, noch kan financieren. Dat is een kwestie van ernst, transparantie en respect ten aanzien van de burgers.
Ik geef nu het woord aan mijn collega bevoegd voor de Vastgoedregie, die de laatste twee gestelde vragen zal beantwoorden.

- **<u>Antwoord van de heer Michel Blampain, Schepen</u>**

Mijnheer de Raadslid,
De gemeente streeft vanzelfsprekend naar voorbeeldigheid in het beheer van haar eigen woningpatrimonium, en in het bijzonder van de woningen die worden beheerd door de Grondregie. De deadline van 01/01/2033 – die voorziet in het verbod om woningen met een EPC-score F en G te verhuren – vormt dan ook een doelstelling die moet worden gehaald.
Op dit moment beschikt quasi het volledige patrimonium van de Grondregie over een geldig EPC-certificaat, wat reeds getuigt van een wil tot transparantie en van een grondige kennis van de staat van het gebouwenbestand. Dat was mijn prioriteit vanaf mijn aantreden. Het is echter belangrijk het bijzonder strikte financiële kader te benadrukken waarbinnen de Grondregie opereert. De woningen worden verhuurd tegen een gematigde huurprijs, op basis van gecontroleerde aankoop- en renovatiekosten, wat weinig tot geen marge laat voor ingrijpende renovaties die een aanzienlijke sprong in EPC-klassen mogelijk maken. In tegenstelling tot sommige gewestelijke operatoren moeten investeringen worden gerealiseerd met eigen middelen, zonder de mogelijkheid om een beroep te doen op grootschalige herverdelingsmechanismen.
In deze context heeft de gemeente gekozen voor een pragmatische en stapsgewijze aanpak. De Grondregie heeft verschillende gebouwen geïdentificeerd waarvoor redelijke en gerichte werken een reële verbetering van de energieprestatie mogelijk maken, zonder het financiële evenwicht van het patrimonium in het gedrang te brengen: isolatie van ongebruikte zolders, vervanging van verouderde verwarmingsketels, gerichte ingrepen aan de gebouwschil of aan bepaalde technische installaties.
Het is belangrijk eraan te herinneren dat EPC-certificaten relatief concrete aanbevelingen bevatten om de energieklasse van een pand te verbeteren. Er vonden overlegmomenten plaats met de certificeringsinstantie om de renovaties voor bepaalde woningen te plannen. Al deze acties dragen, ook al leiden ze niet altijd tot hoge energieklassen, concreet bij tot een vermindering van het energieverbruik en de uitstoot, en tot een verbetering van het comfort van de bewoners.
De eerste installaties van fotovoltaïsche zonnepanelen op de eigendommen van de Grondregie zijn gepland voor dit jaar. Verschillende woningen hebben vorig jaar reeds dakisolatie aan de binnenzijde gekregen.
Daarnaast zullen de gemeentelijke technische diensten binnenkort opleidingen volgen met betrekking tot de buitenisolatie van platte daken.
Voor 2026 is voorzien om isolatiewerken te financieren voor 9 woningen, naast 5 woningen die zullen worden uitgerust met een fotovoltaïsche installatie, met als doel hen minstens energieklasse E te laten bereiken.
De toekomstige Lokale Energiegemeenschap zal het bovendien mogelijk maken het energieverbruik van zowel gemeentelijke gebouwen als van de Grondregie te bundelen, zodat de door onze installaties geproduceerde energie niet louter opnieuw in het net wordt geïnjecteerd.
Wat betreft de 500.000 euro waarnaar u verwijst: er is inderdaad een overdracht van 510.000 euro vanuit het exploitatiebudget naar het patrimoniumbudget, maar van dit bedrag moet reeds 135.000 euro worden afgetrokken voor de aflossing van leningen en 30.000 euro voor studiekosten. Het budget voor de artikelen “werken” op het

buitengewone budget bedraagt 340.000 euro. In principe zal de energetische verbetering in 2026 betrekking hebben op 15 woningen: Paradisiers 1 (4 woningen), Schoofs 1 (2 woningen), Stratégie 41 (3 woningen) en de woningen Triomphe 56-61 met de installatie van fotovoltaïsche panelen.
De gemeente is zich ten volle bewust van het feit dat de Europese Unie de energetische renovatie van het residentiële gebouwenbestand tot een strategische prioriteit heeft gemaakt, zowel op klimaat- als op sociaal vlak. Niettemin vereist deelname aan Europese projecten aanzienlijke menselijke, technische en administratieve middelen, evenals een cofinancieringscapaciteit die op gemeentelijk niveau niet altijd eenvoudig te mobiliseren is, zeker in de huidige budgettaire context.
Op dit moment heeft Oudergem zich nog niet rechtstreeks kandidaat gesteld voor Europese projecten die specifiek gericht zijn op de energetische renovatie van residentiële gebouwen.
Het College blijft evenwel aandachtig voor mogelijke opportuniteiten, met name in het kader van intergemeentelijke samenwerkingsprojecten, partnerschappen met het Gewest of pilootinitiatieven rond begeleiding van eigenaars, gefaseerde renovatie of het delen van expertise.
Samengevat: hoewel de Europese ambities inzake renovatie door de gemeente worden gedeeld, vergt hun concrete vertaling op lokaal niveau een stabiel, duidelijk en rechtszeker kader, zonder hetwelk het onverantwoord zou zijn voor een gemeente als de onze om financiële engagementen aan te gaan.
Ik hoop hiermee uw vragen te hebben beantwoord.

De Raad neemt akte.

29.01.2026/A/0019 **Secrétariat**
Interpellation de Monsieur Alan Lenglet (Ecolo-Groen) : codes promotionnels

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevines et Échevins ,
Chers collègues,
En début de mandature, nous avons souscrit pleinement à votre Déclaration de Politique Générale lorsqu'elle promettait une gestion « responsable, solidaire et exemplaire ». Vous annonciez vouloir soutenir le commerce local avec rigueur.
C’est une promesse forte, et nous la partageons toujours.
Cependant, entre la promesse et la pratique, un fossé s'est creusé malgré toutes les bonnes intentions que l’on peut y trouver.
En décembre dernier, nous avons découvert une série de vidéos mettant en scène des membres de votre Collège et de ce Conseil. Non pas dans une communication institutionnelle classique, mais dans une véritable imitation des codes du marketing d'influence. Nous y voyons des élues se transformer en promotrices d’offres commerciales exclusives, diffusant des codes de réduction portant le nom des élues d’abord pour un traiteur, puis pour un opticien, et encore très récemment pour d'autres commerces.
Passé la surprise, notre groupe souhaite aujourd'hui vous faire part de sa profonde inquiétude quant à la déontologie et à l’image de notre institution.
Notre interpellation ne porte pas sur l'objectif qui est de soutenir les commerçants, ce qui est vital. Elle porte sur la méthode et principalement les codes de réduction, qui

nous semble dangereuse à trois égards.
Tout d'abord, la méthode pose un problème d'équité et d'arbitraire. L'article 84 de notre Code de déontologie oblige le mandataire à agir « sans partialité ni favoritisme ». Or, sur quels critères publics ces commerces spécifiques ont-ils été choisis pour bénéficier de cette publicité gratuite offerte par l'image de la Commune ? Pourquoi eux ? Pourquoi maintenant ? En l'absence de procédure claire, cela s'appelle de l'arbitraire. Plus grave, l'article 108 interdit les interventions visant à influencer le résultat d'une affaire privée. En diffusant un code promo, c'est une intervention directe dans le chiffre d'affaires d'un acteur privé spécifique.
Ensuite, cela crée une confusion des genres. Si la Commune adopte les codes des influenceurs, elle doit en respecter les règles. Cela pose la question inévitable de la contrepartie. Existe-t-il un contrat ? Si c'est gratuit, c'est du favoritisme. Si c'est rétribué ou compensé (en nature ou en image), c'est un conflit d'intérêts. De plus, si cette pratique se généralise, comment garantirez-vous qu'aucun commerce promu n'ait de lien avec un membre du Conseil ou sa famille, conformément à l'article 90 du ROI ? Le mélange des genres est un engrenage dangereux.
Enfin, cela pose un problème de gouvernance. Ces publications ont été diffusées sur des canaux politiques et relayées. Nous nous étonnons de cette communication parallèle. Madame l'Echevine Maelschalck, officiellement en charge de l'économie locale, est-elle à l'origine de cette stratégie ? Est-elle associée ? Ou assistons-nous à une double gouvernance qui ne dit pas son nom ?
Pour dissiper tout malaise, nous vous interpellons au travers des questions suivantes :

- S'agit-il de la mise en avant des commerces prévue dans votre déclaration de politique communale : "Une campagne d'information sur le commerce local et les commerces écoresponsables sera mise en œuvre afin que les Auderghemois puissent découvrir les commerces locaux" ?
- Existe-t-il une convention ou un accord liant les mandataires concernées aux commerces promus ? Les obligations de transparence en matière de publicité ont-elles été vérifiées ?
- Comment les commerces bénéficiaires sont-ils choisis ? Une liste objective a-t-elle été validée par le Collège pour éviter tout favoritisme ?
- Madame l'Echevine de l'Économie locale valide-t-elle ces actions ?
- Compte tenu du risque juridique et éthique, le Collège compte-t-il mettre fin immédiatement à l'usage de codes promotionnels nominatifs par des mandataires en fonction ?
- Si cette pratique perdure, quel mécanisme de contrôle avez-vous mis en place pour garantir qu'aucun commerce promu ne soit lié familialement ou financièrement à un membre du Conseil, conformément à l'article 90 du ROI ? Une procédure d'appel à candidatures équitable et neutre a-t-elle été envisagée pour les commerces souhaitant participer ?
- Compte tenu du risque évident de rupture d'égalité entre les commerçants auderghemois (ceux qui ont le "code promo" et ceux qui ne l'ont pas), le Collège compte-t-il mettre fin immédiatement à l'usage de codes promotionnels nominatifs par des mandataires en fonction ? Êtes-vous prêt à faire respecter une ligne claire entre communication politique et action promotionnelle ?

Pour conclure, nous demandons simplement le retour à l'exemplarité promise. Nos commerçants méritent mieux qu'une loterie promotionnelle : ils méritent un soutien structurel et équitable.
Car une commune n'est pas une agence de communication. Et un mandat public n'est pas une marque personnelle.
Je vous remercie.

- **Réponse de Madame Éloïse Defosset, Échevine :**

Cher Monsieur Lenglet,
Chers membres du groupe Ecolo-Groen d'Auderghem,
Alodie De Poorter Capillon et moi-même avons effectivement décidé de lancer à titre personnel une (longue) série de capsules-vidéo pour mettre en avant tous nos commerces locaux et autres associations culturelles et sociales sur le territoire d'Auderghem, de manière aléatoire selon les quartiers. Tous ces acteurs qui font vivre notre belle commune méritent d'être mis en avant.
Nos vidéos sont publiées via mon profil personnel et non ma page officielle. C'est également le profil (et non la page) de Madame De Poorter Capillon qui est mentionné. Saisissons la nuance. Vous pouvez retrouver sur nos profils personnels des photos de nos familles, de nos animaux ou encore de nous en vacances voire en maillot de bain si vous cherchez bien… Sur les vôtres aussi, d'ailleurs. On y voit l'une buvant de l'alcool en photo de profil et sur d'autres, des photos d'enfants, de vacances, etc. ce, sur chacun de vos profils privés. Et cela, est-ce ok pour vous ? Cela porte-t 'il atteinte à l'image de ce Conseil communal, pour utiliser vos termes ? La réponse est non. Non, ce ne sont pas des publications émanant de nos pages officielles de personnalité politique mais bien de nos profils personnels - qui ne diffusent pas pour autant (je préfère le préciser) de propos politiques répréhensibles. Le courrier adressé aux commerçants est d'ailleurs bien signé par « Alo et Elo » et ne porte aucune référence à nos mandats politiques.
Je ne comprends dès lors pas pourquoi vous accusez la Commune ou l'Échevine en charge de l'Économie. Il n'y en a jamais été fait mention dans aucune de nos publications. La Commune n'a jamais relayé l'initiative. Il n'y a jamais eu aucune communication officielle. Ce que vous affirmez n'est donc pas correct.
Cela me fait d'ailleurs penser à une anecdote que j'ai envie de vous raconter. Durant la récente campagne électorale de cet été 2024, un des membres du groupe Ecolo-Groen est venu m'aborder lors d'une brocante (moi qui aime les brocantes, j'en fais régulièrement, c'était d'ailleurs la première fois que je le voyais). Il est venu m'accoster pour me donner un de ces flyers verts me demandant de voter pour lui. Quelle ne fut pas ma surprise. Est-ce de l'ignorance ? de la méconnaissance ? Ecolo-Groen ne connaissait visiblement pas ses autorités communales pourtant en place depuis plusieurs années, voire dizaine d'années…
Ceci pour vous dire que cette méconnaissance d'Auderghem est inquiétante et, à mes yeux, explique pour une bonne part votre interpellation : mon engagement et celui d'autres élues auprès des commerçants et sur le terrain ne datent pas d'hier et ces capsules-vidéo ne peuvent heurter quiconque car elles s'inscrivent dans ce travail de terrain de longue date.
Si la taxe « Fast-Food » et les contrôles menés dans les night shops ont récemment placé Auderghem sous les projecteurs, il est important de diffuser une image positive et attractive de la commune. Avec nos vidéos, nous agissons de manière créative et moderne pour tenter de dynamiser nos petits commerçants indépendants (et autres tissus culturels et associatifs ; pour ces derniers, laissez-nous le temps d'y arriver !). Les promouvoir est bien l'unique objectif. Sans aucune contrepartie en retour. Oui, il existe des personnes réellement engagées, intègres et qui agissent uniquement par amour de leur commune. Agir de manière créative, efficace, et utiliser les méthodes de son temps, n'est pas interdit que je sache.
Vous allez d'ailleurs entendre que la réponse de Mme Maelschalck à la question de Mme Poznanski vous révélera que nous sommes loin d'être isolées ; et j'espère qu'après avoir entendu l'Échevine sur le sujet de la situation des HoReCa, vous ne lui ferez pas le procès de s'être engagée de façon excessive et contraire à la déontologie...
Pour ce qui concerne le règlement justement, je souhaite vous préciser ce qui suit :
L'invocation de l'article 84 du ROI dans votre question M. Lenglet, me paraît incorrecte car l'article 84 et sa prohibition de favoritisme a trait essentiellement au principe de non-discrimination et souligne que « le mandataire s'abstient de

manifester, via son attitude ou comportement, des préjugés ou stéréotypes et s'engage à exercer ses fonctions sans partialité, arbitraire ou favoritisme ».
A mes yeux, le favoritisme dont question a trait à l'exercice des compétences scabinales et l'intervention indue dans les marchés publics ou les recrutements.
Le contenu de l'article 108 ne me paraît pas fonder la lecture que vous en donner.
Je cite : « Les interventions de favoritisme sont des interventions par lesquelles le mandataire local intercède pour influencer l'issue ou le résultat d'une affaire ou d'un dossier dans le sens souhaité par le citoyen qui y a un intérêt. De telles interventions sont interdites ». C'est conformément à cette logique que cette disposition est située dans un chapitre traitant des interventions dans des affaires judiciaires, de police ou dans des sélections.
C'est d'ailleurs bien la définition que retient d' « intervention » le Code Bruxellois de déontologie voté par le Parlement bruxellois : « Par une intervention, on entend un acte accompli par un mandataire public, en faveur d'un ou de plusieurs citoyens, dans le cadre du traitement d'un dossier individuel ou de la prise d'une décision administrative ou juridictionnelle ».
Ceci démontre cher Monsieur Lenglet, qu'une de fois de plus, votre groupe tente par tous les moyens, y compris insidieux, de faire de la politique malhonnête (ou alors manquez-vous de formation pourtant dispensée en début de législature ?) et que vous prenez un malin plaisir à empêcher celles et ceux qui veulent réellement apporter une plus-value positive à Auderghem. Votre slogan électoral n'était-il pas « Nous voulons soutenir les acteurs et actrices qui font vivre notre commune : bénévoles, commerçants et tous les autres. Nous voulons une commune dynamique ». Ces mots sont directement extraits de la page Facebook officielle d'Ecolo-Groen Auderghem. Plus de 2 ans après les élections, nous attendons toujours vos actions concrètes.
Par ailleurs, vous n'êtes pas sans savoir que Madame De Poorter Capillon est aussi commerçante. Sa volonté est naturellement de mettre (notamment) les commerces en avant. Vous le savez, la situation économique générale du pays est inquiétante. On le voit sur notre territoire : des commerces locaux, des HoReCa, des petits indépendants se voient contraints de fermer leurs portes. Notre volonté commune, à tous, est d'essayer tant que peut se faire de dynamiser notre tissu économique.
Mais ne vous inquiétez pas, nous connaissons l'article 90 du ROI qui interdit toute forme de conflit d'intérêt ou de lien familial entre un commerce et un membre du Conseil communal. Par précaution, nous avions déjà décidé de ne pas publier de vidéo sur sa boutique.
Sachez que les retours et l'impact de nos capsules-vidéo sont extrêmement positifs, cumulant en moyenne plus de 17K vues par vidéo. Et cela continue d'augmenter ce, sans aucun sponsoring sur Facebook ou Instagram. Ce qui témoigne de ce que notre démarche est appréciée – certes, je m'en suis rendue compte à la lecture de votre interpellation, pas par tous ceux qui l'ont visionnée. 17K vues, à notre petite échelle, c'est bien, très bien même. Cela fonctionne puisque des retours que nous avons, la fréquentation a augmenté ou on nous dit être contents de découvrir un commerce qu'on ne connaissait pas. Nous voulons donc continuer, sur notre peu de temps libre, à mettre en avant toutes nos pépites locales et n'hésiterons pas à relayer que, malgré les tentatives d'Ecolo-Groen Auderghem de nous empêcher de mettre en lumière nos quartiers et ses institutions, nous continuerons à essayer de dynamiser et à faire vivre Auderghem. Car oui, nous aimons profondément notre commune.
Alors évidemment, nous voulons faire les choses de manière correcte et juste ce, dans l'intérêt de la collectivité. La démarche est saine et vise à dégager une image positive de toutes les associations et de tous les commerces de proximité qui sont tous de véritables pépites auderghemoises. Nous voulons les mettre en lumière et les faire connaitre de la manière la plus factuelle possible.
Nous avons agi en toute transparence, preuve, s'il en fallait une, de notre bonne foi et de la sincérité de notre démarche.

Malgré toute l'énergie et le temps que vous consacrez à essayer de nous interrompre ou à nous sanctionner, nous ne voulons pas mettre fin à cette belle démarche pour des raisons dites déontologiques. De plus, pour votre parfaite information et pour vous aider à ravaler « ce malaise » comme vous le dites, les statistiques démontrent que la plupart des personnes ne regardent pas les vidéos jusqu'au bout et n'ont donc pas connaissance de ce fameux code promo.
Pour ces raisons, nous le supprimerons. Sauf, pour les deux prochaines vidéos qui sont déjà tournées – et pour autant que nous le puissions – car nous ne voulons pas décevoir les acteurs qui étaient si heureux d'offrir à ceux qui font ou veulent faire vivre leur activité, ce petit geste symbolique. Et petite exclusivité, ce sont des commerces particulièrement éco-responsables !
Pour le reste M.Lenglet, Chers membres d'Ecolo-Groen d'Auderghem, vos questions semblent irrecevables vu qu'il n'est pas question ici d'une action communale du Collège des Bourgmestre et Échevins mais bien d'une initiative personnelle, soit d'Alo et Elo.
Eloïse DEFOSSET

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Secretariaat
Interpellatie van de heer Alan Lenglet (Ecolo-Groen): promotiecodes

Mijnheer de Voorzitter,
Mevrouw de Burgemeester,
Dames en heren Schepenen,
Beste collega's,
Aan het begin van de legislatuur hebben wij ons volledig aangesloten bij uw Algemene Beleidsverklaring, waarin u een "verantwoord, solidair en voorbeeldig" beheer beloofde. U kondigde aan de lokale handel met de nodige ernst te willen ondersteunen.
Dat is een sterke belofte, en die delen wij nog steeds.
Tussen de belofte en de praktijk is echter een kloof ontstaan, ondanks alle goede bedoelingen die men hierin kan herkennen.
In december jongstleden hebben wij een reeks video's ontdekt waarin leden van uw College en van deze Raad figureren. Niet in een klassieke institutionele communicatie, maar in een daadwerkelijke nabootsing van de codes van influencer-marketing. Wij zien verkozenen die zich ontpoppen tot promotoren van exclusieve commerciële aanbiedingen, waarbij kortingscodes worden verspreid die de naam van de verkozenen dragen: eerst voor een traiteur, daarna voor een opticien en recent nog voor andere handelszaken.
Na de aanvankelijke verrassing wenst onze fractie vandaag haar diepe bezorgdheid te uiten over de deontologie en het imago van onze instelling.
Onze interpellatie heeft geen betrekking op het doel om handelaars te ondersteunen, wat van vitaal belang is. Ze heeft betrekking op de methode, en in het bijzonder op het gebruik van kortingscodes, dat ons om drie redenen gevaarlijk lijkt.
Ten eerste stelt deze methode een probleem van gelijkheid en willekeur. Artikel 84 van onze deontologische code verplicht de mandataris te handelen "zonder partijdigheid of favoritisme". Op basis van welke openbare criteria werden deze specifieke handelszaken geselecteerd om te genieten van deze gratis publiciteit via het imago van de Gemeente? Waarom zij? Waarom nu? Bij gebrek aan een duidelijke procedure spreekt men hier van willekeur. Ernstiger nog: artikel 108 verbiedt tussenkomsten die erop gericht zijn de uitkomst van een private aangelegenheid te beïnvloeden. Door het verspreiden van een promotiecode wordt rechtstreeks

ingegrepen in de omzet van een specifieke private actor.
Ten tweede leidt dit tot een vermenging van rollen. Indien de Gemeente de codes van influencers overneemt, moet zij ook hun regels respecteren. Dat roept onvermijdelijk de vraag op naar de tegenprestatie. Bestaat er een contract? Indien dit gratis gebeurt, gaat het om favoritisme. Indien er een vergoeding of compensatie bestaat (in natura of in imago), is er sprake van een belangenconflict. Bovendien: indien deze praktijk zou worden veralgemeend, hoe zult u dan garanderen dat geen enkele gepromote handelszaak banden heeft met een lid van de Raad of diens familie, overeenkomstig artikel 90 van het Huishoudelijk Reglement? Deze vermenging van rollen is een gevaarlijke glijbaan.
Ten slotte stelt dit een probleem van governance. Deze publicaties werden verspreid via politieke kanalen en verder gedeeld. Wij verbazen ons over deze parallelle communicatie. Mevrouw schepen Maelschalck, officieel bevoegd voor de lokale economie, is zij de initiatiefnemer van deze strategie? Is zij hierbij betrokken? Of zijn wij getuige van een dubbele governance die haar naam niet durft te zeggen?
Om elk ongemak weg te nemen, interpelleren wij u aan de hand van de volgende vragen:

- Gaat het hier om de promotie van handelszaken zoals voorzien in uw gemeentelijke beleidsverklaring: “Er zal een informatiecampagne over de lokale handel en de ecologisch verantwoorde handelszaken worden opgezet zodat de Oudergemnaren de lokale handel kunnen ontdekken”?
- Bestaat er een overeenkomst of akkoord tussen de betrokken mandatarissen en de gepromote handelszaken? Werden de transparantieverplichtingen inzake reclame nagekeken?
- Hoe worden de begunstigde handelszaken geselecteerd? Werd er een objectieve lijst goedgekeurd door het College om elk favoritisme te vermijden?
- Keurt mevrouw de schepen van Lokale Economie deze acties goed?
- Rekening houdend met het juridische en ethische risico, is het College van plan onmiddellijk een einde te maken aan het gebruik van nominatieve promotiecodes door mandatarissen in functie?
- Indien deze praktijk wordt voortgezet, welk controlemechanisme hebt u ingevoerd om te garanderen dat geen enkele gepromote handelszaak familiaal of financieel verbonden is met een lid van de Raad, overeenkomstig artikel 90 van het Huishoudelijk Reglement? Werd een eerlijke en neutrale oproep tot kandidaturen overwogen voor handelszaken die wensen deel te nemen?
- Rekening houdend met het duidelijke risico op een ongelijkheid tussen de Auderghemse handelaars (zij die over een “promocode” beschikken en zij die dat niet doen), is het College van plan onmiddellijk een einde te maken aan het gebruik van nominatieve promotiecodes door mandatarissen in functie? Bent u bereid een duidelijke scheidingslijn te respecteren tussen politieke communicatie en promotionele acties?

Tot besluit vragen wij eenvoudigweg een terugkeer naar de beloofde voorbeeldfunctie. Onze handelaars verdienen beter dan een promotionele loterij: zij verdienen een structurele en billijke ondersteuning.
Want een gemeente is geen communicatiebureau. En een openbaar mandaat is geen persoonlijk merk.
Ik dank u.

- **<u>Antwoord van mevrouw Éloïse Defosset, Schepen</u>**

Geachte heer Lenglet,
Geachte leden van de fractie Ecolo-Groen van Oudergem,
Alodie De Poorter Capillon en ik hebben inderdaad op persoonlijke titel beslist om

een (lange) reeks videocapsules te lanceren om alle lokale handelaars en andere culturele en sociale verenigingen op het grondgebied van Oudergem in de kijker te zetten, willekeurig verspreid over de verschillende wijken. Al deze actoren die onze mooie gemeente doen leven, verdienen het om zichtbaar te worden gemaakt.
Onze video's worden gepubliceerd via mijn persoonlijke profiel en niet via mijn officiële pagina. Ook het profiel (en niet de pagina) van mevrouw De Poorter Capillon wordt vermeld. Laten we dat onderscheid duidelijk maken. Op onze persoonlijke profielen vindt u trouwens ook foto's van onze gezinnen, onze dieren of van ons op vakantie, zelfs in badpak als u goed zoekt… Net zoals op de uwe trouwens. Op sommige van uw profielen zien we iemand met alcohol op de profielfoto, op andere foto's van kinderen, vakanties, enzovoort, telkens op uw privéprofielen. Is dat voor u dan wel oké? Tast dat het imago van deze Gemeenteraad aan, om uw woorden te gebruiken? Het antwoord is neen. Neen, dit zijn geen publicaties afkomstig van onze officiële pagina's als politieke mandatarissen, maar wel van onze persoonlijke profielen – die overigens geen laakbare politieke standpunten verspreiden, laat mij dat preciseren. De brief aan de handelaars is trouwens ondertekend met "Alo en Elo" en bevat geen enkele verwijzing naar onze politieke mandaten.
Ik begrijp dan ook niet waarom u de Gemeente of de schepen bevoegd voor Economie viseert. Daar is in geen enkele van onze publicaties ooit sprake van geweest. De Gemeente heeft dit initiatief nooit gedeeld. Er is nooit enige officiële communicatie geweest. Wat u beweert, klopt dus niet.
Dit doet mij overigens denken aan een anekdote die ik graag met u wil delen. Tijdens de recente verkiezingscampagne in de zomer van 2024 sprak een lid van de fractie Ecolo-Groen mij aan op een rommelmarkt (ik hou van rommelmarkten en ga er regelmatig naartoe – het was trouwens de eerste keer dat ik hem zag). Hij stapte op mij af om mij een van die groene flyers te geven met de vraag om voor hem te stemmen. Mijn verbazing was groot. Is dat onwetendheid? Onbekendheid? Ecolo-Groen kende blijkbaar zijn eigen gemeentelijke overheden niet, nochtans al meerdere jaren, zelfs decennia, in functie…
Dit om te zeggen dat deze gebrekkige kennis van Oudergem verontrustend is en, naar mijn mening, voor een groot deel uw tussenkomst verklaart: mijn engagement en dat van andere verkozenen bij de handelaars en op het terrein dateert niet van gisteren, en deze videocapsules passen volledig binnen dat jarenlange terreinwerk. Ze kunnen niemand schofferen.
Als de "fastfoodtaks" en de controles in nachtwinkels Oudergem recent in de schijnwerpers hebben geplaatst, is het des te belangrijker om een positief en aantrekkelijk beeld van de gemeente uit te dragen. Met onze video's handelen wij op een creatieve en moderne manier om onze kleine zelfstandige handelaars (en ook het culturele en verenigingsweefsel – geef ons daarvoor even tijd!) te dynamiseren. Hen promoten is het enige doel. Zonder enige tegenprestatie. Ja, er bestaan mensen die oprecht geëngageerd zijn, integer handelen en uitsluitend uit liefde voor hun gemeente optreden. Creatief en efficiënt handelen en de middelen van deze tijd gebruiken, is – voor zover ik weet – niet verboden.
U zult trouwens horen dat het antwoord van mevrouw Maelschalck op de vraag van mevrouw Poznanski zal aantonen dat wij verre van geïsoleerd staan; en ik hoop dat u haar, na haar toelichting over de situatie in de horecasector, niet zult verwijten zich overdreven of in strijd met de deontologie te hebben geëngageerd.
Wat het reglement betreft, wens ik het volgende te verduidelijken.
Het beroep dat u in uw vraag doet op artikel 84 van het Huishoudelijk Reglement, heer Lenglet, lijkt mij onjuist. Artikel 84 en het verbod op favoritisme hebben voornamelijk betrekking op het non-discriminatiebeginsel en stellen dat "de mandataris zich onthoudt van het uiten van vooroordelen of stereotypen via zijn houding of gedrag en zich ertoe verbindt zijn functies uit te oefenen zonder partijdigheid, willekeur of favoritisme".

Volgens mij slaat het bedoelde favoritisme op de uitoefening van schepenbevoegdheden en op ongeoorloofde tussenkomsten in overheidsopdrachten of aanwervingen.
Ook artikel 108 biedt volgens mij geen basis voor de interpretatie die u eraan geeft. Ik citeer:
“Interventies van favoritisme zijn interventies waarbij de lokale mandataris tussenbeide komt om de afloop of het resultaat van een zaak of dossier te beïnvloeden in de door de betrokken burger gewenste zin. Dergelijke interventies zijn verboden.”
Het is in die logica dat deze bepaling is opgenomen in een hoofdstuk dat handelt over tussenkomsten in gerechtelijke, politionele of selectieprocedures.
Dat is overigens ook de definitie van “interventie” in de Brusselse Deontologische Code, goedgekeurd door het Brussels Parlement:
“Onder een interventie wordt verstaan een handeling gesteld door een openbaar mandataris ten voordele van één of meerdere burgers, in het kader van de behandeling van een individueel dossier of van het nemen van een administratieve of gerechtelijke beslissing.”
Dit toont aan, geachte heer Lenglet, dat uw fractie eens te meer met alle mogelijke middelen – zelfs insidieuze – tracht aan oneerlijke politiek te doen (of ontbreekt het u misschien aan de vorming die nochtans aan het begin van de legislatuur werd voorzien?) en dat u er een zeker genoegen in schept om degenen te dwarsbomen die werkelijk een positieve meerwaarde voor Oudergem willen creëren. Was uw verkiezingsslogan niet: “Wij willen de actoren ondersteunen die onze gemeente doen leven: vrijwilligers, handelaars en alle anderen. Wij willen een dynamische gemeente”? Deze woorden zijn letterlijk afkomstig van de officiële Facebookpagina van Ecolo-Groen Oudergem. Meer dan twee jaar na de verkiezingen wachten wij nog steeds op uw concrete acties.
U weet bovendien dat mevrouw De Poorter Capillon zelf ook handelaar is. Haar wens om (onder meer) de handel in de kijker te zetten is dus vanzelfsprekend. U weet ook dat de algemene economische situatie zorgwekkend is. Dat zien we ook op ons grondgebied: lokale handelszaken, horecazaken en kleine zelfstandigen worden gedwongen de deuren te sluiten. Onze gezamenlijke wil is om, waar mogelijk, ons economisch weefsel te dynamiseren.
Maar wees gerust: wij kennen artikel 90 van het Huishoudelijk Reglement, dat elke vorm van belangenconflict of familiale band tussen een handelszaak en een lid van de Gemeenteraad verbiedt. Uit voorzorg hadden wij dan ook al beslist geen video te maken over haar eigen zaak.
Weet ook dat de feedback en de impact van onze videocapsules bijzonder positief zijn: gemiddeld meer dan 17.000 views per video, en dat zonder enige sponsoring op Facebook of Instagram. Dat bewijst dat onze aanpak wordt gewaardeerd – althans niet door iedereen, zo blijkt uit uw tussenkomst. 17.000 views is op onze schaal zeer goed. Het werkt: we krijgen reacties dat de bezoekersaantallen zijn gestegen of dat men blij is een handelszaak te ontdekken die men nog niet kende. Wij willen dan ook blijven doorgaan, in onze beperkte vrije tijd, met het in de kijker zetten van al onze lokale parels. En ja, wij zullen niet nalaten te melden dat wij, ondanks de pogingen van Ecolo-Groen Oudergem om ons te beletten onze wijken en instellingen zichtbaar te maken, zullen blijven proberen Oudergem te doen leven en te dynamiseren. Want ja, wij houden oprecht van onze gemeente.
Uiteraard willen wij dit alles op een correcte en eerlijke manier doen, in het belang van de gemeenschap. De aanpak is gezond en heeft tot doel een positief beeld te scheppen van alle verenigingen en buurtwinkels, stuk voor stuk echte Audergemse parels. Wij willen hen zichtbaar maken en bekendmaken op een zo feitelijk mogelijke manier.
Wij hebben in alle transparantie gehandeld – mocht er nog bewijs nodig zijn van onze goede trouw en de oprechtheid van onze démarche.

Ondanks alle energie en tijd die u besteedt aan pogingen om ons te onderbreken of te sanctioneren, willen wij deze mooie initiatief niet stopzetten om zogenaamd deontologische redenen. Ter informatie, en om u te helpen dit “ongemak” te relativeren: de statistieken tonen aan dat de meeste mensen de video’s niet tot het einde bekijken en dus geen kennis hebben van die beruchte promotiecode.
Om die reden zullen wij die code schrappen. Met uitzondering van de twee volgende video’s die reeds zijn opgenomen – en voor zover mogelijk – omdat wij de betrokken actoren, die zo blij waren dit kleine symbolische gebaar te kunnen aanbieden, niet willen teleurstellen. Kleine primeur: het gaat om bijzonder ecologisch verantwoorde handelszaken!
Tot slot, heer Lenglet, geachte leden van Ecolo-Groen Oudergem, lijken uw vragen onontvankelijk aangezien hier geen sprake is van een gemeentelijke actie van het College van Burgemeester en Schepenen, maar wel van een persoonlijk initiatief van Alo en Elo.
Éloïse DEFOSSET

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

29.01.2026/A/0020 **Secrétariat**
Question orale de Monsieur Jean-François Noël (Liste de la Bourgmestre) : Plan d’Actions Climat

Le point est reporté.

Secretariaat
Mondelinge vraag van de heer Jean-François Noël (Lijst van de Burgemeester): Klimaatactieplan

Het punt wordt verdaagd.

29.01.2026/A/0021 **Secrétariat**
Question orale de Madame Zora Molenberg Clerbaux (Ecolo-Groen) : fermetures inopinées de la bibliothèque

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevines et Échevins,
Chers collègues,
Plusieurs citoyens et citoyennes nous ont récemment signalé s’être retrouvés, à plusieurs reprises, devant les portes fermées de la bibliothèque d’Auderghem alors que, selon les horaires officiels, celle-ci aurait dû être ouverte.

Cette situation suscite des inquiétudes, tant quant à la qualité du service rendu aux habitants et habitantes que concernant les conditions de travail du personnel.
Pourriez-vous dès lors nous éclairer sur les points suivants :

- Quelles sont les raisons de ces fermetures inopinées ?
- S'agit-il de difficultés ponctuelles ou cela révèle-t-il un problème plus structurel au sein de la bibliothèque, notamment en termes d'organisation, d'effectifs ou de moyens?
- Enfin, comment se porte le personnel : les effectifs sont-ils suffisants et le personnel se sent-il suffisamment soutenu pour assurer un service public de qualité ?

Un grand merci d'avance
Zora Molenberg Clerbaux pour le groupe Ecolo-Groen

- **Réponse de Madame Éloïse Defosset, Échevine :**

Madame la Conseillère,
Je vous remercie de votre question qui me permet de mettre en lumière l'investissement dans nos bibliothèques francophones.
Nous mobilisons des moyens financiers comme humains substantiels depuis de nombreuses années :

- La commune assume une charge propre, en sus des subsides généralement non indexés qu'elle reçoit, qui dépasse les 400.000 €/an ;
- 7 travailleuses sont affectées aux bibliothèques ; ce chiffre est en cohérence et proportionnel au nombre d'habitants lorsqu'on compare avec des communes comme Etterbeek, Anderlecht ou Woluwé-Saint-Pierre.

Le personnel des bibliothèques dispose d'une très grande autonomie dans l'organisation du temps de travail comme dans les projets et activités qu'il porte c'est-à-dire dans la définition de sa charge de travail, ce qui assure un travail de qualité.
Il faut certes reconnaître que la commune a perdu la possibilité de compter sur l'apport de 2 contrats d'insertion et qu'une nouvelle organisation de travail est en réflexion mais elle n'a pas encore abouti.
Vu l'investissement que j'ai évoqué d'entrée de jeu et les fortes pressions financières auxquels doit faire face la commune, c'est la voie d'une optimalisation des temps de travail qui est privilégiée.
Je reconnais que plusieurs fermetures se sont accumulées ces derniers temps et je comprends que cela puisse soulever des interrogations du public voire de l'irritation. Elles ont des causes bien différentes :

- En 2025, l'équipe a, dans sa quasi-totalité participé par solidarité à 3 à 5 jours de grève ;
- Début 2026, deux fermetures ont été décidées à la dernière minute par le personnel car il a considéré n'être pas en nombre suffisant pour accueillir correctement les usagers suite à des absences inopinées de collègues causées, d'une part, par les intempéries et d'autre part, par une maladie.

L'ouverture de la bibliothèque du Centre n'est cependant qu'une des activités des bibliothécaires, lesquelles sont fortement investies dans l'organisation de divers ateliers ou animations à destination d'un large public ou encore, dans le soutien à la lecture par des actions dans les écoles, les crèches et auprès des seniors. Ces projets n'ont pas été mis en péril et donnent lieu d'ailleurs à l'investissement de nombreux bénévoles comme les Mamies Conteuses dont je veux saluer ici l'apport irremplaçable.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat
Mondelinge vraag van mevrouw Zora Molenberg Clerbaux (Ecolo-Groen): onverwachte sluitingen van de bibliotheek

Mijnheer de Voorzitter,
Mevrouw de Burgemeester,
Dames en heren Schepenen,
Beste collega's,
Verschillende burgers hebben ons recent laten weten dat zij zich herhaaldelijk voor de gesloten deuren van de bibliotheek van Oudergem hebben bevonden, terwijl deze volgens de officiële openingsuren geopend had moeten zijn.
Deze situatie roept bezorgdheden op, zowel wat betreft de kwaliteit van de dienstverlening aan de inwoners als met betrekking tot de arbeidsomstandigheden van het personeel.
Kunt u ons daarom meer duidelijkheid verschaffen over de volgende punten:

- Wat zijn de redenen voor deze onverwachte sluitingen?
- Gaat het om tijdelijke moeilijkheden, of wijst dit op een meer structureel probleem binnen de bibliotheek, met name op het vlak van organisatie, personeelsbezetting of middelen?
- Tot slot, hoe stelt het personeel het: zijn de personeelsaantallen voldoende en voelt het personeel zich voldoende ondersteund om een kwalitatieve openbare dienstverlening te verzekeren?

Alvast hartelijk dank.
Zora Molenberg Clerbaux
voor de fractie Ecolo-Groen

- **<u>Antwoord van mevrouw Éloïse Defosset, Schepen :</u>**

Mevrouw de Raadslid,
Ik dank u voor uw vraag, die mij de gelegenheid biedt om de investeringen in onze Franstalige bibliotheken in de kijker te zetten.
Al vele jaren zetten wij aanzienlijke financiële en menselijke middelen in:

- De gemeente draagt een eigen financiële last, bovenop de doorgaans niet-geïndexeerde subsidies die zij ontvangt, die meer dan 400.000 euro per jaar bedraagt;
- Zeven medewerksters zijn tewerkgesteld in de bibliotheken; dit aantal is coherent en evenredig met het aantal inwoners wanneer men vergelijkt met gemeenten zoals Etterbeek, Anderlecht of Sint-Pieters-Woluwe.

Het bibliotheekpersoneel beschikt over een zeer grote autonomie bij de organisatie van de werktijd, evenals bij de projecten en activiteiten waarvoor het instaat, met andere woorden bij de bepaling van de werklast. Dit garandeert een kwaliteitsvolle dienstverlening.
Er dient wel te worden erkend dat de gemeente niet langer kan rekenen op de inzet van twee inschakelingscontracten en dat er wordt nagedacht over een nieuwe werkorganisatie, maar dat dit denkproces nog niet is afgerond.
Gelet op de investering die ik bij aanvang heb toegelicht en op de zware financiële druk waarmee de gemeente wordt geconfronteerd, wordt de voorkeur gegeven aan een optimalisatie van de werktijden.
Ik erken dat zich de voorbije periode meerdere sluitingen hebben voorgedaan en ik begrijp dat dit bij het publiek vragen of zelfs irritatie kan oproepen. Deze sluitingen

hebben echter zeer uiteenlopende oorzaken:

- In 2025 heeft het team, bijna in zijn geheel, uit solidariteit deelgenomen aan 3 tot 5 stakingsdagen;
- Begin 2026 werden twee sluitingen op het laatste moment beslist door het personeel, omdat het oordeelde niet talrijk genoeg te zijn om de gebruikers correct te ontvangen, als gevolg van onverwachte afwezigheden van collega's, enerzijds door de weersomstandigheden en anderzijds door ziekte.

De opening van de bibliotheek van het Centrum is echter slechts één van de taken van de bibliothecarissen, die zich sterk inzetten voor de organisatie van diverse workshops en animaties voor een breed publiek, evenals voor de ondersteuning van lezen via acties in scholen, crèches en bij senioren. Deze projecten zijn geenszins in het gedrang gekomen en steunen bovendien op de inzet van talrijke vrijwilligers, zoals de Vertellende Grootmoeders, van wie ik hier graag de onmisbare bijdrage wil benadrukken.

De Raad neemt akte.

29.01.2026/A/0022 **Secrétariat**
Question orale de Madame Emmanuelle Poznanski (PS) : attractivité de l'horeca

Madame La Bourgmestre,
Monsieur Le Président,
Chers collègues,
Après la fermeture récente de la brasserie Saint-Julien, nous apprenions la semaine dernière qu'un deuxième établissement Horeca, bien connu dans la commune, La soeur du Patron, va à son tour fermer ses portes et que le restaurant l'Arrosoir annonce également sa fermeture. Trois restaurants qui disparaissent en quelques mois à Auderghem, ce n'est plus un hasard, c'est un signal d'alerte.
On nous expliquera, sans doute, que les raisons sont individuelles, que le contexte est difficile partout, ou que c'est « la faute à pas de chance ». Pourtant, Madame l'Échevine de l'Économie locale, une réaction et des propositions sont attendues de votre part. Il relève également de votre responsabilité de soutenir les restaurateurs et de porter des projets concrets. Quand les vitrines s'éteignent les unes après les autres, vous ne pouvez pas vous contenter de regarder ailleurs.
Un commerce qui ferme, ce sont des emplois perdus, une animation de quartier qui disparaît, un peu de vie locale en moins. Et ce sont aussi des indépendants qui ont tenté, investi, pris des risques, et qui se retrouvent aujourd'hui à bout de souffle.
Mes questions sont les suivantes :

- Y a-t-il aujourd'hui un problème de maintien et d'attractivité de l'Horeca à Auderghem ?
- Rencontrez-vous régulièrement les commerçants pour tenter de les conseiller au mieux ?
- Existe-t-il un accompagnement spécifique pour les restaurateurs et commerçants en difficulté ?
- Quelle est votre stratégie pour préserver le commerce de proximité et éviter que ces fermetures ne deviennent une série ?

Je vous remercie.

Emmanuelle Poznanski du groupe PS

- **Réponse de Madame Martine Maelschalck, Échevine**

Madame la Conseillère,
Je vous remercie pour votre question qui touche à un sujet qui, contrairement à ce que vous semblez sous-entendre, me préoccupe au plus haut point. A titre personnel car, comme vous, j'ai un immense respect pour les personnes qui ont le courage de se lancer comme indépendants, de croire en leurs rêves, de faire des doubles voire des triples journées et, souvent, de ne pas se payer, ou si peu.
Mais également au niveau de mon parti aussi, dont le soutien aux indépendants et aux PME est, je pense, moins récent que celui du vôtre. J'en veux pour preuve le plan récemment annoncé par la ministre fédérale des Indépendants et des PME visant à « renforcer la compétitivité, la résilience et la capacité d'innovation des petites et moyennes entreprises belges ». Parmi les mesures annoncées, et à titre d'exemple, je citerai la création d'un congé parental et la prolongation du congé de maternité de 12 semaines à 15 semaines pour les indépendant/es ; le renforcement du droit à l'oubli après une faillite ; le maintien du cash comme moyen de paiement important pour les commerçants et la garantie de sa disponibilité.
En ce qui concerne les fermetures et annonces de fermetures d'établissements Horeca à Auderghem, vous ne m'entendrai jamais dire que c'est « la faute à pas de chance ». Vous me faites là un procès d'intention car s'il y a une chose que je sais pertinemment, c'est que, comme lorsque plusieurs personnes à la suite décident de quitter une entreprise, lorsque les commerces ferment, il n'y a pas seulement une somme d'explications individuelles.
Le malaise est réel. Selon les chiffres de décembre 2025 du Baromètre des indépendants et PME bruxellois, réalisé sous l'égide de la Région bruxelloise, il apparaît clairement que le commerce et le secteur de l'HoReCa continuent de concentrer les difficultés. En raison notamment de leur fragilité face à la pression des coûts (des produits et du travail) et à la volatilité de la demande, mais aussi de la pression fiscale et des aménagements urbains, et tout cela alimente un climat d'incertitude et de frustration.
Dans ce Baromètre, aucun levier institutionnel, fiscal, réglementaire ou économique n'émerge comme pouvant être un facteur d'appui ou de stabilisation.
Mais je reviens à Auderghem. Je vais vous expliquer, et par la même occasion à tous les citoyens intéressés, quelles ont été mes actions depuis mon entrée en fonction.
En janvier dernier, j'ai commencé par aller voir les commerçants de la commune, un par un, afin de me présenter, de faire leur connaissance et d'écouter leurs souhaits et leurs difficultés.
Sur la base de ces rencontres, j'ai organisé plusieurs réunions d'information ici à la commune, à propos des mesures du gouvernement fédéral, de la facturation électronique, des aides régionales disponibles et, précisément, de la reprise et/ou la relance d'entreprises. Ces réunions, que nous avons essayé d'organiser en tenant compte des horaires des uns et des autres, ont à chaque fois accueilli une cinquantaine de personnes.
Par la suite, je n'ai évidemment pas attendu l'annonce de la fermeture de la Sœur du Patron pour retourner à la rencontre des indépendants concernés à chaque fois que j'apprends une information concernant un commerce.
Le thème de la reprise d'entreprises me tient particulièrement à cœur dans une commune où nombre de commerces emblématiques sont tenus par des entrepreneurs qui commencent, légitimement, à songer à prendre leur retraite.
Dans un futur très proche, nous allons publier à destination des établissements auderghemois, une information ciblée à propos des aides et des mesures d'accompagnement disponibles en cas de reprise ou de remise d'entreprises dans le secteur Horeca, que ce soit auprès de la Région, de la Chambre de commerce ou

d'autres organismes agréés. Vous comprendrez qu'il s'agit d'une information qui nécessite une préparation et ne s'envoie pas à la légère, juste pour faire un coup de com'.
Je tiens également à vous fournir quelques informations spécifiques sur les établissements que vous citez, informations que Madame la Bourgmestre et moi-même avons recueillies auprès des intéressés :

- La Sœur du Patron : il est beaucoup trop tôt pour affirmer qu'il n'y aura plus d'Horeca à cet endroit
- L'Arrosoir : c'est le patron actuel qui arrête son activité mais le propriétaire (Inbev) devrait donner l'établissement en gestion à un autre exploitant
- L'ancien Deauville : les travaux ont pris du retard mais on s'attend à une réouverture pour le mois de juin
- La Brasserie Saint-Julien : l'immeuble a été racheté et le nouveau propriétaire a l'intention de réinstaller un établissement Horeca.

Voilà donc plutôt de bonnes nouvelles, il me semble.
Enfin, sachez que j'ai commencé la semaine dernière à rendre une nouvelle visite aux établissements Horeca d'Auderghem, notamment pour savoir comment ils se portent et les assurer de notre soutien, et que je continuerai jusqu'à ce que j'aie pu visiter tous les restaurants de la commune. Dont certains, je ne dois pas vous l'apprendre, se portent extrêmement bien, et cela avec des concepts, des prix et des publics variés.
Madame la Conseillère, j'espère avoir pu répondre à vos questions.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat
Mondelinge vraag van mevrouw Emmanuelle Poznanski (PS) : aantrekkelijkheid van Horeca

Mevrouw de Burgemeester,
Mijnheer de Voorzitter,
Geachte collega's,
Na de recente sluiting van brouwerij Saint-Julien vernamen wij vorige week dat een tweede horecazaak, die in de gemeente goed bekend is — La sœur du Patron — op haar beurt de deuren zal sluiten, en dat ook restaurant l'Arrosoir zijn sluiting aankondigt. Drie restaurants die binnen enkele maanden verdwijnen in Oudergem: dat is geen toeval meer, dat is een alarmsignaal.
Men zal ons ongetwijfeld uitleggen dat de redenen individueel zijn, dat de context overal moeilijk is, of dat het "pure pech" betreft. Toch wordt van u, Mevrouw de Schepen van Lokale Economie, een reactie en concrete voorstellen verwacht. Het behoort eveneens tot uw verantwoordelijkheid om de restaurateurs te ondersteunen en tastbare projecten te dragen. Wanneer de etalages één voor één doven, kunt u zich er niet toe beperken de andere kant op te kijken.
Een handelszaak die sluit, betekent verloren jobs, een wijk die aan levendigheid inboet, en minder lokaal leven. Het zijn ook zelfstandigen die geprobeerd hebben, geïnvesteerd hebben, risico's hebben genomen, en die vandaag uitgeput achterblijven.
Mijn vragen zijn de volgende:

- Is er vandaag een probleem inzake het behoud en de aantrekkelijkheid van de horecasector in Oudergem?
- Hebt u regelmatig overleg met de handelaars om hen zo goed mogelijk te adviseren?
- Bestaat er een specifieke begeleiding voor restaurateurs en handelaars in moeilijkheden?

- Wat is uw strategie om de nabijheidshandel te vrijwaren en te vermijden dat deze sluitingen een reeks worden?

Ik dank u.
Emmanuele Poznanski voor de groep PS

- **<u>Antwoord van mevrouw Martine Maelschalck, Schepen</u>**

Mevrouw de Raadslid,
Ik dank u voor uw vraag, die betrekking heeft op een thema dat mij, in tegenstelling tot wat u lijkt te suggereren, ten zeerste bezighoudt. Op persoonlijk vlak, omdat ik – net als u – een groot respect heb voor mensen die de moed hebben om als zelfstandige te starten, die in hun dromen geloven, dubbele of zelfs driedubbele werkdagen presteren en zich vaak niet of nauwelijks kunnen uitbetalen.
Maar ook op het niveau van mijn partij, waarvan de steun aan zelfstandigen en kmo's naar mijn mening minder recent is dan die van de uwe. Als bewijs daarvoor verwijs ik naar het onlangs aangekondigde plan van de federale minister van Zelfstandigen en Kmo's, dat tot doel heeft "de competitiviteit, veerkracht en innovatiecapaciteit van de Belgische kleine en middelgrote ondernemingen te versterken". Onder de aangekondigde maatregelen noem ik, bij wijze van voorbeeld, de invoering van ouderschapsverlof en de verlenging van het moederschapsverlof voor zelfstandigen van 12 naar 15 weken; de versterking van het recht om vergeten te worden na een faillissement; het behoud van cash als belangrijk betaalmiddel voor handelaars en de garantie van de beschikbaarheid ervan.
Wat betreft de sluitingen en aangekondigde sluitingen van horecazaken in Oudergem, zal u mij nooit horen zeggen dat het "pure pech" is. U maakt mij hier een intentieproces, want als er één ding is dat ik maar al te goed weet, dan is het dat – net zoals wanneer meerdere mensen na elkaar beslissen een onderneming te verlaten – het sluiten van handelszaken niet louter het gevolg is van een optelsom van individuele verklaringen.
Het onbehagen is reëel. Volgens de cijfers van december 2025 van de Barometer van Brusselse zelfstandigen en kmo's, opgesteld onder auspiciën van het Brussels Gewest, blijkt duidelijk dat de handel en de horecasector de moeilijkheden blijven concentreren. Dit is onder meer te wijten aan hun kwetsbaarheid voor de druk van stijgende kosten (producten en arbeid), de volatiliteit van de vraag, maar ook aan de fiscale druk en stedelijke herinrichtingen. Dit alles voedt een klimaat van onzekerheid en frustratie.
In deze Barometer komt geen enkele institutionele, fiscale, regelgevende of economische hefboom naar voren die kan fungeren als steun- of stabilisatiefactor.
Maar ik keer terug naar Oudergem. Ik zal u – en tegelijk alle geïnteresseerde burgers – toelichten welke acties ik sinds mijn aantreden heb ondernomen.
In januari ben ik begonnen met het individueel bezoeken van de handelaars in de gemeente, om mij voor te stellen, hen te leren kennen en te luisteren naar hun wensen en moeilijkheden.
Op basis van deze ontmoetingen heb ik hier in het gemeentehuis verschillende infosessies georganiseerd over de maatregelen van de federale regering, elektronische facturatie, de beschikbare gewestelijke steunmaatregelen en, meer bepaald, over de overname en/of herlancering van ondernemingen. Deze bijeenkomsten, die wij hebben proberen te plannen rekening houdend met ieders agenda, brachten telkens een vijftigtal deelnemers samen.
Vervolgens heb ik uiteraard niet gewacht op de aankondiging van de sluiting van La Sœur du Patron om opnieuw in contact te treden met de betrokken zelfstandigen telkens wanneer ik informatie vernam over een handelszaak.
Het thema van bedrijfsovername ligt mij bijzonder na aan het hart in een gemeente waar tal van emblematische handelszaken worden uitgebaat door ondernemers die er

terecht aan beginnen te denken om met pensioen te gaan.
In de zeer nabije toekomst zullen wij voor de Oudergemse horecazaken gerichte informatie publiceren over de beschikbare steunmaatregelen en begeleidingsinitiatieven bij overname of herlancering van ondernemingen in de horecasector, hetzij via het Gewest, de Kamer van Koophandel of andere erkende instanties. U zult begrijpen dat dergelijke informatie een grondige voorbereiding vereist en niet lichtzinnig wordt verspreid, louter om communicatieve redenen.
Ik wil u ook enkele specifieke gegevens bezorgen over de door u vermelde zaken, informatie die mevrouw de Burgemeester en ikzelf hebben verzameld bij de betrokkenen:

- La Sœur du Patron: het is veel te vroeg om te stellen dat er op deze locatie geen horecazaak meer zal zijn;
- L'Arrosoir: de huidige uitbater stopt zijn activiteit, maar de eigenaar (InBev) zou de zaak in beheer geven aan een andere exploitant;
- Het voormalige Deauville: de werken hebben vertraging opgelopen, maar men verwacht een heropening in de maand juni;
- Brasserie Saint-Julien: het gebouw werd aangekocht en de nieuwe eigenaar is van plan opnieuw een horecazaak te vestigen.

Dat lijken mij toch eerder goede berichten.
Tot slot wil ik u meedelen dat ik vorige week opnieuw ben gestart met het bezoeken van de horecazaken in Oudergem, onder meer om te informeren naar hun situatie en hen onze steun te verzekeren. Ik zal hiermee doorgaan tot ik alle restaurants in de gemeente heb bezocht. En sommige daarvan – dat hoeft u mij niet te zeggen – doen het bijzonder goed, met uiteenlopende concepten, prijsvorken en doelgroepen.
Mevrouw de Raadslid, ik hoop hiermee uw vragen te hebben beantwoord.

De Raad neemt akte.

Levée de la séance à 21:15
Opheffing van de zitting om 21:15

Le Secrétaire communal, De Gemeentesecretaris,	Le Président, De Voorzitter,
Etienne Schoonbroodt	Didier Gosuin